



L'Écrin94

BULLETIN DE LIAISON DE L'AIAACE SECTION BELGIQUE | AVRIL • MAI • JUIN 2021

L'Europe sur les rails



#EUYearofRail
Conference on the Future of Europe
Horizon Europe, Recherche et Innovation

LE COMITÉ DE RÉDACTION

LA RÉDACTRICE EN CHEF - MONIQUE THÉÂTRE

Née à Bruxelles. Entre à la Commission en 1981 au SCIC, ensuite DG II, puis DG XXII. En 1991, détachée de la DG Administration pour diriger le secrétariat international de l'AIACE. S'occupe notamment de la rédaction de « Vox ». En 2004, réintègre l'administration au sein des services sociaux, en charge des pensionnés. Devient ensuite chef



du nouveau secteur « Support social et Relations avec les anciens ». Lance l'Info Senior et l'initiative Active senior (valorisation de l'expertise). Pensionnée depuis 2018. Membre du Conseil d'administration de la section Belgique depuis mars 2020. Aime le piano, les soirées entre amis et la Lettonie, terre natale de sa mère.

ROBERT COX

Né à Londres. Études en sciences économiques, politiques, langues et civilisations germaniques et slaves à Cambridge et au Collège d'Europe (Bruges). Débute comme journaliste à Londres (The Economist). En 1968, intègre le Groupe du Porte-parole de la Commission, en 1973, le Cabinet Thomson (politique régionale), puis la DG Développement (VIII). Chef

de la Représentation de la Commission à Ankara. Rentre en 1983 à Bruxelles comme chef de division à la DG Information (X). A l'éclatement de la guerre civile en Yougoslavie, rejoint la EC Monitoring Mission (ECMM) à Zagreb. En 1993, adjoint du directeur à ECHO. Retraite en 2000. Peint, dessine, écrit, étudie l'histoire et la politique.



JÜRGEN ERDMENGER

Né à Hambourg. Juriste, d'abord fonctionnaire fédéral allemand. Intègre la Commission européenne en 1973. Directeur à la DG Transport, participation au développement de la politique commune de transport (route, rail, navigation aérienne, navigation maritime et fluviale) en particulier sous les Commissaires Van Miert et Kinnock. Après la pension



en 1998, conseiller (questions européennes) d'ONGs dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture. Participation aux activités de la Chapelle de la Résurrection, de l'Eglise protestante de langue allemande ainsi que de la Société anthroposophique. Aime son épouse, ses filles, l'art, la musique et la poésie.

JOCELYNE GAUDIN

Française d'origine. Etudes en économétrie à l'Université Paris IX-Dauphine. Travaille dans des cabinets de consultants et une banque privée avant d'intégrer le Centre de recherches "Travail & Société" (Paris Dauphine) pour développer le concept d'économie alternative et réaliser des évaluations de politiques publiques pour différents ministères fran-

çais et institutions internationales. Rejoint la Commission européenne en 1985, dans le Cabinet Clinton-Davis, puis la Task-force PME, la DG Entreprise, la DG Recherche, et le JRC jusqu'en 2016 (retraite). Continue de suivre l'actualité économique, l'évolution des mouvements de la société et leurs perspectives, tout en appréciant grandement la vie culturelle et amicale bruxelloise.



DANIEL GUGGENBÜHL

Originaire de Strasbourg. Études de sciences politiques et de lettres. A fait l'essentiel de sa carrière aux Relations extérieures de la Commission : relations multilatérales, Chine, pays d'Europe centrale et orientale. Président de la Section Belgique de l'AIACE de 2005 à 2008. A lancé l'Écrin dans sa version précédente avec Jean-Bernard Quicheron en 2005

et y contribue régulièrement depuis. Aime la littérature, la musique et les débats politiques. A écrit plusieurs romans. Contribue aussi au périodique de l'AIACE Allemagne et à celui du Cercle littéraire de l'UE. Aime observer l'entrée de ses petits-enfants dans la vie réelle.

PHILIPPE LOIR

Né à Paris. Licence en droit et Sciences-Po. Cie pétrolière Algérie Sahara 1958-1962. Entré à Euratom en 1962, administrateur principal en 1967 puis DG Energie de 1970 à 1984, assistant du DG. En 1985 à la DG Administration, chargé des relations avec le personnel statutaire puis avec les Ecoles européennes, simultanément rédacteur en chef



du Courier du personnel de 1986 à 1992. Chef de division à la DG Information, chargé entre autres des visites. Pensionné depuis 1995. Élu au Conseil d'administration de l'AIACE Belgique en 2005, vice-président de 2014 à 2017, rédacteur à l'Écrin et responsable de l'action sociale depuis 2005.

SOMMAIRE

LE BILLET DE LA RÉDAC'CHEFFE

APPEL A CONTRIBUTIONS

LE MOT DU PRÉSIDENT / HET WOORD VAN DE VOORZITTER

Un moment stoïcien ? / Een stoïcijns moment ?

VIE DE LA SECTION

Le Conseil d'administration au travail

Merci Karine !

Nous avons quatre Ambassadeurs !

En cas de décès

Album souvenir

EUROPE

Conference on the Future of Europe, decisive renewal or missed opportunity

France-Allemagne, communauté de destin

Collective sovereignty in the EU

Horizon Europe, des moyens renforcés pour la Recherche et l'Innovation

Umbruch in Europa, ce que nous inspire le bicentenaire de la mort de Napoléon

2021, European Year of Rail

Pénuries de médicaments, une urgence manifeste

Viktor Orban, trublion européen

Bye Bye Britain

Europe's Uncommon Foreign Security Policy

INSTITUTIONS

Le casse-tête des cadeaux de départ

Gérez votre dossier Pensions en ligne

Un bâtiment vert et durable pour remplacer le CCAB

SOCIÉTÉ

Nouveau regard sur les maisons de repos

Dans la tête de l'Ancien

Social media, liberator and jailer

Nanotechnologie : une aide précieuse dans la lutte contre la Covid-19

Vieillessement actif, la responsabilité de tous

PORTRAIT

Isabella Quattrocchi, une Italienne à Bruxelles

Les « échappées » d'Anne-Marie Fiquet

CULTURE

Paradestück des Brüsseler Jugendstils neu eröffnet: das Hôtel Solvay

Le programme MEDIA fête ses 30 ans !

Roger Raveel, 1921-2013

BREVES

LES ANCIENS PUBLIENT

Le crépuscule des bureaucrates d'Henri Malosse

Une année interminable de Jimmy Jamar

LU POUR VOUS

Les Téméraires de Bart van Loo

Mémoires pour demain de Philippe Meyer

TRIBUNE LIBRE

Our Brexit

IN MEMORIAM

Anna Silvia Piergrossi

NOUS ONT QUITTÉS

Ont également contribué à ce numéro :

Antoon Beuckels, Jaap Geenen (traductions), Antony Gravili, Erik Halskov, Alan Hick, Raffaella Longoni, Corrado Pirzio-Biroli, Giorgio Porzio, John Richardson, Tony van der Haegen, Marcel Van de Voorde.

Monique Théâtre 4

Erik Halskov 5

Philippe Loir 6-7

Philippe Loir 8

Philippe Loir 9

Philippe Loir 10

Philippe Loir 11

Alan Hick 12

Daniel Guggenbühl 14

Robert Cox/Corrado Pirzio-Biroli 16

Jocelyne Gaudin 18

Jürgen Erdmenger 20

Jürgen Erdmenger/Robert Cox 23

Jocelyne Gaudin 26

Daniel Guggenbühl 28

Tony van der Haegen 30

Giorgio Porzio 32

Monique Théâtre 35

Monique Théâtre 37

Antony Gravili 38

Philippe Loir 40

Daniel Guggenbühl 42

Robert Cox 44

Marcel Van de Voorde 46

Monique Théâtre 48

Daniel Guggenbühl 50

Jocelyne Gaudin 51

Jürgen Erdmenger 52

Philippe Loir 54

Antoon Beuckels 57

Antoon Beuckels 59

Jocelyne Gaudin 60

Raffaella Longoni 62

Robert Cox 63

Daniel Guggenbühl 64

John Richardson 65

John Richardson 67

John Richardson 68-71

8

14

21

27

45

55





Un an déjà ...

Ce n°94 correspond à la quatrième mouture de l'Écrin en mode « relooking » et marque le premier anniversaire de cette nouvelle formule. Le Comité de rédaction a trouvé son rythme de croisière, la collaboration avec les services de l'OIB est parfaite, bref, à l'instar de cette Année européenne 2021, l'Écrin est sur les rails ... Il ne reste plus qu'à lui souhaiter de continuer à se développer, à s'enrichir des contributions des membres de son Comité déjà bien rodé, mais aussi à accueillir celles d'anciens

collègues désireux de partager leurs connaissances et leurs points de vue. La section Belgique de l'AIACE, forte de ses quelque 5.000 membres, peut s'enorgueillir d'être la plus « grande » section et donc la plus riche et la plus diversifiée en termes d'expertise et de savoir-faire. Pour ma part, je ne cesserai donc de le répéter : cet Écrin est aussi le vôtre et votre collaboration nous est précieuse. A bon entendeur ...

Monique Théâtre

APPEL À CONTRIBUTIONS

Vous désirez réagir à un article qui a été publié dans l'Écrin ?

Vous désirez envoyer une contribution personnelle sur un sujet d'intérêt européen (politique, économie, culture, ...) ?

Votre parcours professionnel ou vos occupations durant la retraite sont susceptibles d'intéresser les lecteurs ?

Vous connaissez un ancien collègue dont le rayonnement personnel mérite d'être mis en lumière ?

Envoyez-moi un courriel ou écrivez au secrétariat de l'AIACE section Belgique.

Vos contributions en français, néerlandais, anglais ou allemand ne doivent pas excéder 900 mots. Elles seront publiées sous réserve de l'accord du Comité de rédaction.

monique.theatre@gmail.com
AIACE section Belgique
G-1 01/50 1049 Bruxelles

Éditeur responsable

Erik Halskov

Rédactrice en chef

Monique Théâtre
monique.theatre@gmail.com

Comité de rédaction

Robert Cox
Jürgen Erdmenger
Jocelyne Gaudin
Daniel Guggenbühl
Philippe Loir

Designer graphique

Frédérique Guiot

Impression et expédition

OIB - Commission européenne

Dépôt Bibliothèque Royale de Belgique

ISSN 1783 - 5410

*Les textes n'engagent que leurs auteurs
et non l'AIACE ni la Commission
européenne*

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne Section Belgique

G-1 01/50 • B-1049 Bruxelles

Tél +32(0)2 295 38 42

& +32(0)2 296 48 24

Fax +32(0)2 299 52 89

E-mail: aiace-be@ec.europa.eu

www.aiace-be.eu

IBAN BE68 2100 3777 0034

BIC GEBABEBB

N° d'entreprise : 450733759

Een stoïcijns moment ? | Un moment stoïcien ?

Ietwat toevallig stiet ik op een berichtje dat mijn nieuwsgierigheid opwekte: sedert het begin van de pandemie heeft de Amerikaanse uitgever 'Penguin Random House' 28% meer verkocht van het werk "Aantekeningen voor mijzelf" van Marcus Aurelius, de laatste keizer van de Pax Romana en een van de grote stoïcijnse wijsgeren. Dezelfde uitgever heeft tussen de beide lockdowns ook een boom aan verkopen van de "Brieven aan Lucilius" van Seneca, die andere grote stoïcus gezien. In een artikel in "Le Monde" gewaagt men van de stoa als "helende kennis" bij deze pandemie.

"De pandemie en de beperkingen die zij ons oplegt nopen ons ertoe te doen wat de stoïci ons al meer dan tweeduizend jaar aanraden: niets voor zeker houden. Wel verre van ons bestaan te vertroebelen, verleent het dat bestaan diepgang en waarde", zei de Amerikaanse filosoof William B. Irvine.

Het is ons in deze pandemische periode duidelijk geworden in hoeverre ons leven en uiteindelijk ons geluk lijken af te hangen van zaken waar wij geen greep op krijgen. En een van de voornaamste lessen van de stoïci is nu dat wij weliswaar geen controle hebben over wat er gebeurt, maar wel over hoe wij daarmee omgaan. Nog volgens deze lessen kan men de houding van een stoïcijn bij tegenslag kortweg (en vast een beetje té summier) samenvatten met een krachtig NEE tegen bangigheid, en met een koelheid ten opzichte van de ongewissheden van deze wereld, een afwijzen van gezocht gekunstelde "valse oordelen", alsook met schokbestendigheid en verzet tegen melancholie. En tenslotte met de bereidheid van Seneca en Marcus Aurelius zich spottend schrap te zetten ten opzichte van de 'onbestendigheden' dezer wereld.

Met dit nummer van *Ecrin 94* vieren wij de eerste verjaardag van ons magazine in zijn nieuwe vorm en met zijn nieuwe look. Het doet mij genoeg onze hoofdredacteur, Monique Théâtre, en het geheel van het redactiecomité met dit welslagen te feliciteren. Flink wat van onze lezers hebben ons heel positieve reacties doen toekomen.

Bedankt!

Un peu par hasard, je suis tombé sur une information qui a aiguisé ma curiosité : depuis le début de la pandémie, la maison d'édition américaine 'Penguin Random House' a connu une augmentation de 28% des ventes de « Pensées pour moi-même » de Marc Aurèle, dernier empereur de la Pax Romana et un des grands philosophes stoïciens. Le même éditeur a noté, entre deux confinements, un boom des ventes des « Lettres à Lucilius » de Sénèque, un autre grand stoïcien. Dans un article paru dans « Le Monde », on parle du stoïcisme comme « un remède cognitif » à la pandémie.

« La pandémie et les restrictions qu'elle nous impose nous obligent à faire ce que les stoïciens nous conseillent depuis deux millénaires : ne rien tenir pour acquis. Loin de noircir notre existence, cette attitude lui donne du relief et de la valeur », dicit William B. Irvine, philosophe américain.

Nous avons pu réaliser, durant cette période dominée par la pandémie, à quel point notre vie et, en définitive, notre bonheur semblent dépendre de choses qui échappent à notre contrôle. Et un des enseignements principaux des stoïciens est justement que l'on ne contrôle pas ce qui se passe, mais bien comment on réagit. Selon ces mêmes enseignements, l'attitude d'un 'stoïque' face à l'adversité pourrait se résumer de façon succincte (sans doute un peu trop succincte) : un NON décoché à la peur, une sérénité face aux incertitudes du monde, un refus des « faux jugements » plein d'affect, une résilience pour résister aux chocs et à la mélancolie et, enfin, la volonté de cultiver le recul malicieux de Sénèque et de Marc Aurèle face aux 'intempéries' de notre monde.

Avec ce numéro de l'Écrin 94, nous célébrons le premier anniversaire de notre magazine dans sa nouvelle forme et son nouveau look. Je tiens à féliciter notre rédactrice en chef, Monique Théâtre, et l'ensemble du comité de rédaction pour cette belle réussite. Nos lecteurs ont été nombreux à nous faire parvenir leurs appréciations très positives.

Merci !

Erik Halskov

Le Conseil d'administration au travail

par Philippe Loir

La première préoccupation du Conseil d'administration (CA) depuis le début de l'année est que tous les pensionnés qui n'ont ni la nationalité belge ni une affiliation à un régime public de santé national soient pris en considération dans les campagnes de vaccination au même titre que les autres citoyens.

Des courriers à tous les niveaux

Cet objectif a été mené à tous les niveaux de responsabilité communautaire. Dès le mois d'octobre 2020, la section Belgique a écrit à la DG HR de la Commission et à l'AIACE Internationale pour souligner l'importance pour les retraités, anciens fonctionnaires et agents de l'UE, d'être vaccinés dans les mêmes conditions que les autres citoyens de l'Union et la DG HR a écrit aux Représentations permanentes (RP) des 27 États membres pour les sensibiliser à cette problématique. De son côté, le CA de la section Belgique a décidé le 19 janvier d'intervenir à nouveau via l'AIACE Internationale pour que les anciens fonctionnaires et agents de l'UE aient un accès prioritaire, en fonction de l'âge et des comorbidités éventuelles, aux centres

de vaccination. Le CA a également décidé de communiquer la note envoyée par la DG HR aux Représentations permanentes aux autorités sanitaires belges fédérales et régionales pour leur rappeler la présence des pensionnés UE sur leur territoire et que ceux-ci, bénéficiant d'un régime propre de sécurité sociale, risquaient de ne pas être inclus d'office dans la campagne de vaccination.

L'information des membres sur la vaccination

Enfin, ultime outil de sensibilisation, la section Belgique a envoyé à tous ses membres un modèle de lettre à transmettre eux-mêmes, s'ils le souhaitent, au bourgmestre de leur résidence pour leur rappeler leur présence. Ils ont été constamment informés de ces démarches par les Info-membres n° 17 et 19. De plus, l'Info-membres n° 23 du 29 mars a indiqué que les pensionnés demeurant dans la Région Bruxelles-capitale et ayant plus de 72 ans avaient la possibilité de prendre immédiatement un rendez-vous avec le centre de vaccination de leur choix. Le message maintes fois répété a été entendu par les autorités belges : depuis que la vaccination a été lancée en Belgique, nos pensionnés reçoivent au même titre que les citoyens belges la précieuse convocation pour recevoir les

injections. A la fin du mois de mars, la plupart de nos membres de plus de 75 ans auront été vaccinés avec une première dose.

Le soutien à une action en justice

Depuis près de deux ans, la section Belgique, avec Pierre Blanchard comme chef de file, a soutenu avec constance une de ses membres pour introduire une action en justice contre la décision de la Commission de la priver du droit à la pension de survie à la mort de son époux, en application de l'article 20 de l'annexe VIII du statut. Cet article fixe en effet que la pension de survie n'est pas accordée au conjoint survivant si le mariage a eu lieu après la mise à la retraite et a duré moins de cinq ans, ce qui était le cas en l'occurrence. Ces dispositions, qui reposent sur une déplaisante présomption de fraude au mariage, sont particulièrement sévères et peuvent condamner les victimes à un grand dénuement économique. La section Belgique, considérant que cet article du Statut n'avait plus lieu d'être dans notre société et que sa suppression ne mettait pas en danger les deniers publics de l'UE (voir l'Info-membres n° 22 du 5/03/21), s'est constituée partie intervenante auprès de la requérante et lui a apporté un soutien juridique doublé de la prise en charge

par l'AIACE Internationale des frais inhérents. L'arrêt du tribunal, après 19 mois de procédure très lourde, vient d'aboutir à la conclusion que la décision de la Commission adoptée sur le fondement de l'article 20 de l'annexe VIII du Statut n'avait pas de base légale et qu'il convenait de l'annuler. C'est une grande victoire pour les pensionnés qui se trouvent dans cette situation. Elle a été obtenue grâce à l'obstination de la section Belgique. Hélas, la Commission et le Conseil, malgré une demande expresse auprès du commissaire Hahn, ont saisi au dernier moment la Cour de justice de l'UE d'un pourvoi en annulation contre cet arrêt du tribunal. Tout est à refaire ! Notre section repart à la bataille juridique avec l'accord du CA International pour entamer les formalités d'intervention et en supporter les coûts.

La défense de la section dans une lettre ouverte

L'élection de la nouvelle présidence de l'AIACE Internationale a été l'occasion pour Erik Halskov, président de la section Belgique, d'envoyer le 12 mars aux sections de l'AIACE et aux candidats à la présidence une lettre ouverte dans laquelle il partage des considérations issues de son expérience de trois années durant le mandat du président sortant. Il y évoque



- 1 Pierre Blanchard 2 Dominique Dedeken 3 Félix Geradon
4 Erik Halskov 5 Alan Hick
6 Sylvie Jacobs 7 Philippe Loir
8 Raffaella Longoni 9 Isabella Quattrocchi 10 Brigitte Raus
11 Monique Théâtre
12 Eliane Van Tilborg
13 Christian Waeterloos
14 Nadine Wraith

VIE DE LA SECTION

des dysfonctionnements et manques de clarté lors des prises de décision pour désigner des représentants au sein des divers groupes de travail. Il y révèle la volonté incompréhensible d'en écarter les représentants de la section Belgique en dépit de leur grande compétence. Il demande aux candidats et membres des Conseils d'administration de se mobiliser pour que l'Association revienne rapidement aux principes fondamentaux énoncés dans les statuts pour le bien de tous les anciens et pour rétablir la confiance mutuelle de toutes les sections composant l'AIACE Internationale et de ses organes de gestion. Cette lettre qui a suscité de nombreuses réactions a été débattue au sein du CA du 25 mars. La conclusion en a été qu'il fallait assurer la cohésion des pensionnés et préserver le débat démocratique pour une collaboration amicale entre les sections. La section Belgique s'est engagée à

défendre coûte que coûte les droits des pensionnés surtout devant les échéances d'une importance cruciale qui se présentent en 2021 et 2022 : pour le RCAM, la révision des DGE et l'adaptation des plafonds de remboursement bloqués depuis 2007 - rapport de la Commission au PE et au Conseil sur le régime des pensions - rapport de la Commission au PE et au conseil sur la Méthode et tout cela dans un contexte économique et social post-pandémie qui s'annonce tendu eu égard aux moyens prévus dans le cadre financier pluriannuel 2021-2027.

Un nouveau triennat pour l'AIACE Internationale

Lors des élections pour la nouvelle présidence de l'AIACE Internationale du 16 mars dernier, c'est Dominique Deshayes, présidente de la section France et ancienne directrice du PMO,

qui a été élue présidente pour les trois années à venir ; Panos Carvounis, vice-président de la section Grèce, a été élu vice-président. Le Bureau renouvelé comporte deux membres du CA de la section Belgique : Christian Waeterloos et Monique Théâtre. ■

CONSEIL D'ADMINISTRATION

AIACE BELGIQUE 2020/2023

Président Erik Halskov

Vice-présidentes

Sylvie Jacobs, Raffaella Longoni

Secrétaire générale Nadine Wraith

Trésorier Christian Waeterloos

Membres titulaires

Pierre Blanchard, Philippe Loir, Brigitte Raus, Monique Théâtre, Eliane Van Tilborg

Membres suppléants

Dominique Dedeken, Félix Geradon, Alan Hick, Isabella Quattrocchi

Merci Karine !

Karine Pollenus, après douze années passées comme helpdesk dans le secrétariat de notre section, a fait valoir ses droits à la pension et a quitté nos bureaux fin février. Depuis le premier mars 2009, elle assurait ces tâches avec professionnalisme et répondait avec amabilité et compétence aux nombreux appels téléphoniques qui nous parviennent chaque jour, attentive

à trouver la bonne solution ou le bon interlocuteur. Son expérience durant quatre mandats des Conseils d'administration et trois présidences lui a permis de rendre d'innombrables services aux membres. Nous l'en remercions chaleureusement ! Elle est remplacée par Julie Tomaselli à qui nous souhaitons la bienvenue.



Nous avons quatre Ambassadeurs !

Derrière ce vocable prestigieux d'ambassadeurs, on trouve des bénévoles des quinze sections nationales de l'AIACE qui disposent d'une connaissance suffisante de la réglementation et des procédures relatives à l'assurance maladie (RCAM) ainsi qu'au régime de pension.

Leur rôle est de fournir une explication, voire si possible, une solution, aux demandes des membres de l'AIACE. Si cela s'avère impossible, ils peuvent faciliter la communication entre les pensionnés et le PMO et en être les intermédiaires dans les deux sens, à l'instar des ambassadeurs des États membres. Leur tâche consiste à servir d'interprète auprès des pensionnés pour expliquer des règles, notions ou terminologies administratives de manière compréhensible pour les non-initiés et leur faire connaître leurs droits et leurs limites. Inversement cet exercice leur permet d'enregistrer et de comprendre les problèmes rencontrés par les membres et de les rapporter auprès du PMO.3 (RCAM) et PMO.4 (pensions) qui peuvent ainsi en tenir compte pour améliorer les procédures ou modifier les formulaires. Chacun, PMO et pensionné, y trouve son compte.

C'est sur une initiative de l'AIACE Internationale, en la personne de Richard Hay lorsqu'il en était le président, que cette organisation a été mise en place en collaboration avec le PMO qui en a immédiatement accueilli favorablement le principe. En février 2018, la fonction a été formalisée lors d'une réunion des bénévoles des quinze sections de

l'AIACE désignés par leurs Conseils d'administration pour devenir ambassadeurs. Ils ont reçu des informations sous la forme de fiches reprenant les règles des Dispositions générales d'exécution (DGE) du RCAM ainsi que des explications des spécialistes répondant aux questions pour traiter les aspects les plus divers et complexes des demandes d'aide. Ils ont également reçu la possibilité d'utiliser des canaux privilégiés (mails et téléphone) confidentiels de communication avec le PMO.3 qui, en cas d'urgence, leur permet d'avoir accès rapidement aux personnes clés du « front office » pour débloquer des dossiers en souffrance ou en litige. Il s'agit d'un travail de première ligne d'aide à l'identification et d'explication des problèmes rencontrés sans se substituer au PMO qui garde toujours le dernier mot en tant que liquidateur des demandes de remboursement ou de règlement de droits à la pension statutaire, voire d'applications statutaires.

par Philippe Loir

Faciliter la communication entre pensionnés et PMO et en être les intermédiaires dans les deux sens.





Le Conseil d'administration de la section Belgique a désigné en son sein pour ce service d'aide aux membres deux ambassadrices, Sylvie Jacobs et Nadine Wraith et deux ambassadeurs, Pierre Blanchard et Philippe Loir. Pratiquement, ils ne sont pas toujours saisis

directement par nos collègues demandeurs, mais par le secrétariat de l'AIACE qui reçoit et centralise les demandes de nos membres par e-mail ou par téléphone puis les diffuse auprès des ambassadeurs. Celui des ambassadeurs qui a le plus de compétences, ou souvent de temps, pour la question posée traite le dossier et envoie la réponse et la marche à suivre au demandeur. Si la demande dépasse la limite d'une simple explication ou en cas de difficultés, il saisit le PMO par son canal privilégié. Les interlocuteurs du PMO peuvent apporter une réponse argumentée négative ou positive à la question posée.

Contact ambassadeurs
aiace-be@ec.europa.eu
Tél. 02 295 38 42 ou 02 296 48 24

*Les ambassadeurs
utilisent des canaux
privilégiés
confidentiels
de communication
avec le PMO*

Ainsi s'élabore peu à peu un recueil de réponses aux questions

les plus fréquentes. Notre secrétariat reçoit chaque semaine de nombreuses questions qui touchent les domaines les plus divers : médicaments non remboursés, reconnaissance de maladie grave, aides à domicile, factures des MR/MRS, complémentarité, dépendance, montant de la pension, cumul de pension nationale et communautaire, ... Actuellement il y a évidemment de nombreuses questions sur la COVID-19 et sur la vaccination, notamment pour des cas particuliers ne trouvant pas de solution

dans les procédures mises en place par les autorités régionales belges. Lorsqu'il apparaît qu'il y a un problème qui se répète sans solution existante, il est transmis officiellement au PMO par la section lors de réunions périodiques d'un « Groupe technique » avec la DG HR de la Commission et l'ensemble des sections nationales. Le débat est ouvert et l'on cherche ensemble des solutions aux

problèmes communs récurrents issues des très nombreuses questions posées par les utilisateurs. Ainsi s'élabore peu à peu une sorte de jurisprudence de l'application des règles, notamment du RCAM qui pourra servir in fine lorsque les DGE datant de 2007 devront être révisées pour offrir un meilleur service du RCAM, pour le bien des pensionnés et de tous les affiliés et bénéficiaires. ■

QUE FAIRE EN CAS DE DÉCÈS ?

La section Belgique a édité une mise à jour de la brochure « Que faire en cas de décès d'un(e) pensionné(e) ? ». Cette brochure contient des informations sur les démarches administratives à effectuer de même que des informations pour les proches. Elle est disponible en français

et en néerlandais via le site de la section : www.aiace-be.eu sous la rubrique « Entraide ». Une version papier dans une des cinq langues (français, néerlandais, allemand, italien, anglais) peut également être envoyée sur simple demande auprès du secrétariat (voir p. 4). ■

Album souvenir 1^{er} juin 2007 50 ans, ça se fête !



65 anciens collègues recrutés en 1957 et 1958 ont répondu à l'invitation de Siim Kallas à déjeuner avec lui dans un salon du bâtiment Charlemagne. Le vice-président de la Commission en charge de l'Administration avait tenu à commémorer ainsi le 50ème anniversaire de la signature des Traités de Rome. Claude Chêne, alors directeur général de l'Administration, était également présent, accompagné de quelques représentants de la Commission. Dans son allocution, Siim Kallas déclarait : « Ce jubilé est l'occasion pour les institutions de mettre à l'honneur la fonction publique européenne, les membres du personnel qui, par leur travail et leur engagement, ont contribué à l'édification européenne. L'on imagine la fantastique aventure que vous avez dû vivre avec pour seul moteur, votre idéal européen et la volonté d'apporter votre pierre à l'édifice. Je tiens à vous témoigner la reconnaissance de la Commission à l'égard du rôle important que vous avez joué ».

by Alan Hick

Former Director (Legislative work) at the EESC, current director of the « New Europeans ».

Conference on the Future of Europe: decisive renewal or missed opportunity?

► From left to right, Antonio Costa, David Sassoli, Ursula von der Leyen at the signature of the Joint Declaration on the Conference on the Future of Europe



As the champagne glasses clink and chime, as the inter-institutional wrangling shift-shapes into a clunky *Rubik cube* governance structure that no-one likes or understands, as a thousand digital platforms whirl into action but with no respondents and as “reform” is embraced but “Treaty change” perhaps vetoed, Henry Kissinger might easily ask of the Conference on the Future of Europe: “What’s it for? Who’s in charge? Who do I call?” Walter Mondale might also add: “Where’s the beef?”

Why do simple when we can do complicated?

The “curse” of complex EU decision-making once again raises its tricephalic head and potentially calls into question the purpose of the whole exercise. When even committed pro-European commentators ask, as they do, why “this orgy of introspection” when the real point is “what the EU can actually do for its citizens”, then the EU should listen. Well, at least in the European Parliament, some MEPs are in listening mode and “Treaty change” for a citizens’ Europe is still, hopefully, on the agenda.

Parliament and the Rule of Law - prerequisites for a citizens’ Europe

Gabriele Bischoff MEP, a leading participant to the Conference, has already gone on record to argue: “European legislation is made for European citizens. Therefore, it is essential to listen to citizens and to react to their expectations. This concerns policy issues and fundamental questions of democracy and decision-making processes. Treaty changes are no longer out of the question. Therefore, the argument that it is now time to confer full legislative power to the Parliament is gaining momentum.” The long-standing “democratic deficit” is indeed at the heart of the EU-citizenship credibility gap. Without a proper Parliament, how can the EU legitimately act on behalf of its citizens? “With each new treaty”, Gabriele Bischoff has declared, “the role of Parliament in legislative procedures has been expanded. Is it now time for the final step?” This means conferring to Parliament the full right of legislative initiative on a par with the Commission and independently of the intergovernmental Council. A decisive shift from unanimity towards qualified majority voting in Council is also called for as the means to unblock tangible policies for citizens within the Union in place of a single, recalcitrant government vetoing them.

Full compliance by all Member States to the Rule of Law and respect for fundamental citizens' rights within the Union, are also seen as a test-bed for a « Europe of the Future », as highlighted in the legal ramifications and conditions linked to the EU-wide recovery programme, on which a ruling by the EU Court of Justice is expected. In short, securing the Rule of Law and fundamental rights for all citizens throughout the Union and empowering the directly elected European Parliament with a fully-fledged legislative function and programme, voted by citizens not vetoed by individual Member States, are two basic preconditions of a truly reforming European Union and citizens' Europe. Rule of Law and parliamentary legislation are twin pillars that can help usher in political union, economic union, social union, health union and a citizens' union.

It is to be hoped that the Conference on the Future of Europe will robustly and resolutely advance these causes rather than fall back on empty rhetoric and a missed opportunity.

Think back to look forward

As the Conference hopefully gears up, despite its clumsy management structure, its participants could do well to reflect on earlier historic occasions when pioneers of the European Idea found the will and the way to move decisively forward towards closer union¹. Indeed, the founding fathers of a United Europe, assembled for the first time at the Congress of Europe in May 1948, still merit attention: just three years after the enormous sufferings and barbarities of the Second World War, this remarkable gathering of 800 eminent statesmen and international personalities - including Winston Churchill, Léon Blum, Konrad Adenauer, François Mitterrand, Altiero Spinelli and many others - set out a comprehensive peace and reconciliation agenda which laid the foundations of future European Union. Paul-Henri Spaak concluded that the Congress of Europe would become "an historic landmark in the annals of Europe." Within just three days the Congress adopted a detailed and unprecedented programme for a future United Europe including: a (pre-constituent) European Assembly for Political Union; an Economic Union of joint convertible currencies, coordinated budgetary



and credit policy, free circulation of capital, joint industrial programming, a common agricultural development programme and a full Customs Union; a Social Union for full employment, coordinated social security, labour mobility, fair working conditions and European collective agreements; a Citizens' Union with a European Charter of Human Rights, a Supreme Court and free movement ... And so much more, all of which, step-by-step, took shape and formed the Union we know today.

The long-standing "democratic deficit" is indeed at the heart of the EU-citizenship credibility gap.

Can the Conference on the Future of Europe show the same determination, foresight and sheer humanity as Europe's founding fathers? Can the Conference overcome deep differences, as did the Congress of Europe these 73 years ago, and convincingly adopt such a compelling agenda of common development and mutual support for tomorrow's Europe? Will the Conference listen, pool resources and leverage the means to make a positive difference in the continuing struggle for a Citizens' Europe?

The jury is still out ...■

¹ see also L'Écrin n° 91 p. 22 - Déclaration Schuman

France-Allemagne, communauté de destin

par Daniel Guggenbühl



L'année dernière nous avons fêté les soixante-dix ans de la Déclaration Schuman du 9 mai 1950, première pierre de la construction de l'édifice de l'intégration européenne.

Schuman, le pionnier

Cette déclaration, Robert Schuman, ministre des affaires étrangères français, l'a faite avec la complicité de Konrad Adenauer, chancelier de la République fédérale d'Allemagne : la géographie et une certaine communauté de culture avaient rapproché ces deux grands hommes d'État, l'un venant des bords de la Moselle, l'autre des rives du Rhin. « Le rassemblement des nations européennes exige que

▲ *Accolade entre Konrad Adenauer et Charles de Gaulle lors de la signature du traité de l'Élysée*

l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée. L'action entreprise doit toucher au premier chef la France et l'Allemagne », disait Schuman. Voilà qui est clair. Rendons hommage à ces deux hommes pour le courage dont ils ont fait preuve à peine cinq ans après la fin d'un conflit meurtrier dans lequel nos deux pays s'étaient, une nouvelle fois, affrontés. Et reconnaissons leur vision d'une Europe fondée sur la réconciliation entre les deux peuples. Treize années plus tard, le 22 janvier 1963, fut signé le Traité de l'Élysée visant une coopération accrue entre l'Allemagne et la France avec, côté français, un de Gaulle certes

adepte de cette finalité mais cherchant aussi, par ce biais, à éloigner nos deux pays du protecteur américain. Toujours est-il que ce nouveau traité, essentiellement de nature politique, engendra la création de l'Office franco-allemand de la jeunesse, de lycées franco-allemands et de nombreux jumelages de villes ou de régions. Le Traité d'Aix-la-Chapelle du 22 janvier 2019 entre nos deux pays se voulut plus « européen » puisqu'il visait « une Union européenne unie, efficace, souveraine et forte » - formulation dans laquelle nous croyons reconnaître la patte d'Emmanuel Macron - mais contenait aussi une clause de défense collective franco-allemande.

France et Allemagne à la manœuvre

Comment, dans les faits, le « couple franco-allemand », comme on l'a souvent appelé, a-t-il fonctionné au fil des ans ? Comme dans tous les couples, il y eut des convergences et des dissonances. De façon générale, l'Allemagne s'est montrée attachée à une conception libérale de l'économie et à l'orthodoxie budgétaire alors que la France était guidée par une tradition plus interventionniste tout en jouant aussi de son statut de puissance nucléaire. Des divergences sont apparues dans l'attitude à l'égard de l'OTAN, avec une Allemagne plus attachée que la France au parapluie

américain, ou dans la politique d'élargissement de l'Union européenne vers l'Europe centrale, que la France était moins pressée de réaliser que l'Allemagne, économiquement et culturellement plus proche de la *Mitteleuropa* d'autrefois. La majeure partie de ces divergences ont été résolues dans le cadre de l'Union européenne. En revanche, les deux pays ont montré la même fermeté à l'égard de la Russie au sujet des droits humains ou de l'annexion de la Crimée, adopté la même attitude dans la question iranienne ou dans les relations avec la Chine, dont ils estiment qu'elles doivent être rééquilibrées. Ils ont joué aussi un rôle médiateur dans le conflit de l'Est ukrainien avec le format « Normandie »¹. Notons également le traité de coopération signé par le Bundestag allemand et l'Assemblée nationale française le 11 mars 2019 aux fins de créer une assemblée franco-allemande et faire avancer la

La population de la France et de l'Allemagne équivaut à plus du tiers de celle de l'UE.

convergence des législations. Le Brexit a changé la donne sur notre continent. Le produit intérieur brut de nos deux pays représente désormais près de la moitié du PIB européen et leur population équivaut à plus du tiers de celle de l'UE. Surtout, le départ du Royaume-Uni libère l'Union d'un pays membre traditionnellement peu favorable aux progrès de l'intégration européenne. L'Allemagne et la France



ont d'ailleurs joué un rôle déterminant dans la négociation des conditions de sortie du Royaume-Uni tout en réussissant à maintenir la cohésion des Vingt-Sept, un véritable exploit. On peut voir dans ce succès le résultat d'un rapprochement certain entre Emmanuel Macron et la chancelière Angela Merkel.

Un président et une chancelière

Les historiens analyseront à coup sûr les tenants et aboutissants de ce phénomène. Observons qu'un des éléments déclencheurs fut certainement le fameux discours de la Sorbonne de Macron du 26 septembre 2017 dans lequel le président français appelait à une « refondation » de l'Europe sous l'impulsion de la France et de l'Allemagne, un discours qui eut des échos très favorables en Allemagne. La chancelière elle-même, que l'on disait plutôt tiède en matière européenne, a amorcé un virage dans le sens du souverainisme européen cher à Macron, au point de dire que « l'Europe doit prendre son destin en main ». Les dés semblaient ainsi

jetés au moment où l'Europe eut à affronter la crise du Covid et ses conséquences sanitaires et économiques dévastatrices. Cela commença en mai 2020 par une « feuille de route » franco-allemande prévoyant une relance européenne par la mutualisation de certaines dettes et la réouverture de la question des ressources propres pour le budget européen. Cette initiative inspira la proposition de la Commission von der Leyen du plan de relance massif « Next Generation EU » adopté par le Conseil européen le 21 juillet 2020. La présidence allemande au cours du second semestre 2020 est arrivée à point pour réaliser le consensus nécessaire à l'adoption de ce plan. Le projet d'une Conférence sur l'avenir de l'Europe, qui discuterait en particulier un certain nombre de réformes institutionnelles dans l'Union européenne, procède, lui aussi, d'une initiative franco-allemande. Constatons donc, au total, que le projet européen a incontestablement bénéficié, dans un passé récent, du bon fonctionnement de ce « moteur franco-allemand ». ■

¹ Réunion en Normandie, en 2014, des dirigeants français, allemand, ukrainien et russe, ayant conduit par la suite à l'accord de Minsk.

Collective sovereignty in the EU

by Robert Cox & Corrado Pirzio-Biroli

Corrado Pirzio-Biroli, born 1940 in Udine. Two senior Delegation jobs in Washington and Vienna. Former chef de cabinet to Commissioner Franz Fischler, playing a key role in attempts to reform the Common Agricultural Policy.

Sovereignty: supremacy in respect of power, domination of rank; supreme dominion, authority or rule.

Oxford English dictionary.

Soaring populism has pushed debate over sovereignty closer to Europe's political centre stage. Economic globalism, combined with high-tech and the financialization of the economy, has fed income inequalities, weakening popular support for governments. Political tribalism, favouring rejection of evidence, further weakens that support. Social networks

of sovereignty closer into focus in European public debate. Examples abound: Brexit; climate change and international governance; the Biden presidency and recasting the Atlantic relationship damaged by Trump; the clash of competence between the ECB and Germany's Constitutional Court; reinforcing European collective security, notably towards a resurgent Russia; and - perhaps ultimately - the difficulty is striking the balance between economic efficiency, public acceptability and socio-economic justice. The Covid crisis has highlighted the tension between individual freedom and collective responsibility.

transition from purely national state to Member State does not lead governments to limit people's power through binding external rules. Instead it grants them, not only additional freedoms (such as free movement of people, goods, services and capital; right of establishment, benefits of common currency), but also additional powers and influence international and multi-lateral fora. Suffice to mention among the first the WTO, the I.S.O (International Standardisation Organization) as EU standards have in many cases obtained world relevance, and the Climate accords, and among the second the OECD and Iran nuclear agreement. EU's collective sovereignty has proved its worth also in bilateral dealing with third country powers and regional groupings in exchange for additional obligations of common behaviour. As US isolationism tends to increase, NATO becomes even more necessary, but its future value depends on a greater balance between the Atlantic partners, which in turn depends on the creation of a European defence Community, now being slowly built.

La souveraineté imprègne
le débat politique.

Le Monde

Sovereignty - the EU's conception

Such issues are central to the European Project. We enhance our governance and influence by pooling sovereignty. But do we adequately explain the added value it creates for individual wealth, for collective solidarity and security, and for tolerance among people?

by spreading fake news and enhancing identity differences and protest movements, have made governance of democracies more difficult, feeding populism. Trumpism, Brexit and regional independence movements are examples of public disaffection. So are the crises of NATO and of the Catholic church and internal disagreement among EU countries and EU peoples. It is time to put sovereignty into context. Polls regularly indicate that public opinion is more positive about Europe than about its member governments. We need to recall this when several events are bringing the question

EU Member States decided, in their full sovereignty, to exchange parts of their exclusive sovereignty for a share in collective sovereignty with their partners creating added advantage. Supporting it is a constitutional system giving greater protection to the smaller or weaker participant nations. The

The EU provides the agreed framework for developing additional common policies, such as defence/security, health and fiscal matters and digital services, as evolving realities require or suggest to better manage internal cooperation and external challenges and needed influence. Crowning this

is a shared legal system with an independent but jointly owned ultimate arbiter, the European Court of Justice. As do all other supreme courts, it acts within its constitutional framework.

A warning from over the Channel

Brexit currently tells what we should not do. In defence of an imprecise notion of sovereignty, defined in inadequate constitutional law, Britain abandoned the advantages of untrammelled access to the EU free market. Its citizens lost that personal sovereignty understood as paramount by Hugo, Hobbes and Mill etc. Boris Johnson's claim that the UK and the EU were "sovereign equals" is belied by the Trade and Cooperation Agreement he signed. Ultimately, he got a trade-reducing agreement, the first such case in history. He failed to understand that sovereignty, except in colonial times, is not a zero-sum-ga-

The Covid crisis has highlighted the tension between individual freedom and collective responsibility

me. He took back some control. But British liberty to change its market and financial regulations is actually "controlled" by the EU through power to retaliate if it disagrees. The EU ironically has actually been gaining sovereignty because Brexit has enhanced its decision-making capacity for further integration.

European Commission President, Ursula von der Leyen, glancing at Britain, said:



"... this whole debate has always been about sovereignty. But we should cut through the sound bites and ask ourselves what sovereignty actually means in the 21st century. For me, it is about being able to seamlessly work, travel, study and do business in 27 countries. It is about pooling our strength and speaking together in a world full of great powers. And in a time of crisis, it is about pulling each other up. Instead of trying to get back on your feet, alone."

As an EU Member Britain enjoyed legal oversight over the actions of its European neighbours, and of the EU on the world stage. It has now lost that. Britain's post-war approach to Europe left a trail of evasion. Brits were duped with snake-oil in both referendums. Wilson in 1975 told them the Rome Treaty was just a Common Market - British ministers would always have the last word in Europe. In 2016 Johnson and Farage knew the true (unpublished) consequences of Brexit, but lied

and fudged them. Such lack of transparency was a betrayal of democracy. Too many people thought they could have the cake and eat it too.

What no Member State can do in isolation

Stress and disfunction will accompany our emergence from Covid amidst nationalist-populist noises. These provide no alternative to Europe's strategic autonomy cemented by joint sovereignty. Climate change, social networks, the Covid pandemic are some of the issues highlighting our need to strengthen our collective sovereignty to tackle quintessentially cross-border issues, and exert influence on world affairs, as no Member State can do in isolation. Populism challenges that logic. Its mantra of untrammelled national sovereignty sounds alluring. But it does not confer real power or responsibility. It actually reduces net power. Thus it negates responsibility. ■

Horizon Europe, des moyens renforcés pour la Recherche et l'Innovation

par Jocelyne Gaudin

Le 16 décembre 2020, après de longues discussions, le règlement fixant le cadre budgétaire de l'UE pour la période 2021-2027 était adopté par le Conseil européen. Cet accord permet, dans la foulée, le lancement du nouveau programme de l'UE pour la Recherche et l'Innovation: "Horizon Europe - Investir pour façonner notre avenir".

Suite à l'adoption de la base légale et du budget, la mise en oeuvre concrète peut démarrer : les orientations du premier "Strategic Plan" (2021-2024) ont été "co-designed" à l'été 2019, via Web Open Consultations, et doivent être adoptées durant le premier trimestre 2021 ; à partir d'avril, les contenus et les modalités pratiques de participation devraient être connus avec la publication des premiers programmes de travail (WPs), même si, dès le début de cette année, des "draft papers" ont commencé à "fuir" dans la presse spécialisée, permettant aux bénéficiaires potentiels de s'en faire une idée. En première analyse, Horizon Europe s'inscrit dans la continuité d'"Horizon 2020", et des sept Programmes-cadre de Recherche et Développement (PCRD) ou FPs (Framework programmes) qui se sont enchaînés depuis 1984, mais avec plus de moyens et une ambition de meilleure collaboration entre

les acteurs de la recherche à tous les niveaux. En termes budgétaires, Horizon Europe bénéficie d'un montant de 95,5 Mrd €, (y inclus 5,5 Mrd venant du plan de relance Next Generation EU). Ce montant, en hausse de près de 30% par rapport au précédent programme, représente plus de 8% du budget total de l'UE pour la période (hors budget spécifique du Plan de relance), et en fait un des plus importants budgets consacrés à un programme de recherche dans le monde.

Entre 1984 et 2021, le budget consacré annuellement à la Recherche est passé de moins d'1Mrd à près de 14 Mrd € et son poids dans le budget annuel de l'Union est passé de 2,2% à 8,4%.

Cette augmentation est à mettre en relation avec l'évaluation très positive du précédent programme (H2020), faite par les Etats membres, le monde de la recherche et de l'innovation, et le Parlement européen. Et aussi, nous explique Jean-Eric Paquet, directeur général de la DG Recherche et Innovation (RTD), "la pandémie a rendu plus visible la Recherche européenne, par exemple, le monde scientifique et industriel a découvert que la technologie du vaccin BioNTech a été développée à 100% en Europe ! Le fondateur a bénéficié d'une bourse ERC, les recherches sur l'"ARN messenger", ont été soutenues par le programme "Science" (FP5) et les pre-

miers développements du produit ont bénéficié d'un prêt de la BEI garanti par Horizon 2020 : un bon exemple de l'efficacité d'une alliance logistique entre le monde de la recherche fondamentale, de la recherche appliquée et du financement de l'innovation ... !"

Cette "success story" explique que, dans sa structure, Horizon Europe continue à cibler trois piliers du processus de recherche : en amont, renforcer l'excellence scientifique, c'est-à-dire les infrastructures de recherche, les chercheurs (actions Marie Skłodowska-Curie) et tout type de projets "pré-compétitifs" (Conseil Européen de la recherche) ; puis, répondre aux défis globaux, en mobilisant et en finançant des recherches menées en coopération par les communautés scientifiques européennes et internationales dans le champ des compétences communautaires (notamment Santé, Climat, Energie, Alimentation, Agriculture, Environnement, etc.) ; enfin, soutenir l'innovation avec une initiative ambitieuse, la création d'un Conseil Européen de l'Innovation,



▲ Jean-Eric Paquet

chargé d'identifier, de développer et de soutenir la commercialisation de technologies de pointe et d'innovations à haut risques.

"Il y a en effet un grand degré de continuité, ajoute Jean-Eric Paquet, mais aussi des ruptures de méthode dans tous les domaines : par exemple, pour le premier pilier (Excellence) le concept de "Science ouverte" prend une dimension concrète avec l'obligation pour toutes les équipes de rendre immédiatement accessibles les résultats des recherches financées, y compris à travers des publications en accès libre - c'est une évolution qui permet à tous les chercheurs de bénéficier des résultats des recherches financées par l'UE, et aussi de vérifier la validité des résultats publiés."

Près de 25% des financements d'Horizon Europe seront alloués au pilier "Excellence scientifique"; environ 60% pour les priorités thématiques visant à "répondre aux défis globaux", présentes pour certaines dès les premiers programmes-cadres; et 15% pour le pilier "Europe innovante", essentiellement pour les actions du nouveau Conseil européen de l'Innovation.

Ruptures aussi pour les priorités thématiques : dans les premiers Programmes-cadre, celles-ci "collaient" aux compétences de la Commission et le rôle des DG chefs de file (Agriculture, Transports, etc.) était déterminant, même si les financements étaient pour partie consolidés sur la ligne recherche. "Avec Horizon Europe, le regroupement des thématiques en six clusters intégrants (par exemple



énergie/climat/transport) amène la suppression des bouts de lignes budgétaires dans chaque DG, la co-crédation des agendas de recherche et une gestion partenariale par l'ensemble des DG impliquées", poursuit Jean-Eric Paquet, "et cela a bien fonctionné, y compris dans les réunions de Cabinet!"

Avec Horizon Europe, la coopération entre les parties concernées construit les agendas de recherche. Comment ? "Au lancement des réflexions, le Commissaire Carlos Moedas avait fixé la ligne : l'Union a des Missions à remplir et, pour le faire, elle doit se fixer des objectifs très concrets (par exemple réduire le nombre de décès liés au cancer en 10 ans), et identifier comment et avec qui la recherche peut contribuer à les atteindre (par exemple, certaines missions ont organisé des assemblées "citoyennes"), et enfin construire un agenda de recherche et connecter les résultats avec les acteurs politiques, par exemple ceux en charge des législations", explique Jean-Eric Paquet. Cinq "Missions" ont été identifiées, "Océans", "Sols", "Can-

cer", "Changement Climatique", "Villes Neutres" qui sont présidées par des personnalités externes.

Ainsi donc, Horizon Europe mise sur la connectivité et la coopération aux niveaux local, national et européen... et au delà ? "Oui bien sûr, répond Jean-Eric Paquet, le Royaume-Uni est associé et contributeur à Horizon Europe : 10Mrd€ ont été négociés dans le protocole de "sortie"... des associations sont aussi prévues avec le Canada, l'Australie, la Nouvelle Zélande et des discussions liminaires sont en cours avec le Japon, la Corée du Sud et Singapour..." ■

POUR ALLER PLUS LOIN

Horizon Europe sur le site Europa

Suivre les projets sur horizon-magazine.eu

Umbruch in Europa

von Jürgen Erdmenger

Ce que nous inspire le bicentenaire de la mort de Napoléon



Es gibt wohl kaum einen der Leser¹ des Écrin, der nicht wenigstens einmal in seinem Leben die Butte von Waterloo bestiegen und die weit nach Süden sich erstreckenden Felder überblickt hat, auf denen Napoleon am 18. Juni 1815 seine letzte Schlacht geschlagen - und verloren hat. Er floh nach Paris und bat die Engländer um Asyl. Diese brachten ihn - seine spektakuläre Rückkehr von der Insel Elba „100 Tage“ zuvor im Sinn - auf die felsige, unwirtliche Insel St. Helena, fern im Südatlantik. Dort starb Napoleon nach sechs Jahren der Verbannung, noch nicht einmal 52 Jahre alt.

¹ Leserinnen inbegriffen

Napoleon ist noch heute in der öffentlichen Wahrnehmung präsent. Das mag in Paris mehr als sonst in Europa der Fall sein. Dort steht sein Sarkophag seit 1840 in der Krypta des Dôme des Invalides. Und auch heute noch ist Napoleon ebenso umstritten wie zu seinen Lebzeiten. Ein Mitarbeiter Metternichs, Friedrich Gentz, hat in 1814 über ihn gesagt:

Die Quelle aller großen Irrtümer und folglich aller großen Leiden unserer Zeit war, dass man Napoleon entweder für einen Halbgott oder für ein Ungeheuer oder allenfalls beides zugleich hielt.

Wenn hier nun ein paar Worte zu den Auswirkungen von Napoleons Taten in Europa gesagt werden, so geschieht es nüchtern, ohne Sympathie oder Antipathie. Aber es erscheint doch notwendig, dass wir Europäer uns aus gegebenem Anlass auf unsere Geschichte besinnen. Denn Napoleon hat, wie nur wenig

andere historische Persönlichkeiten, die Welt verändert, die er vorgefunden hat. Die Auswirkungen davon bestimmen unser Leben noch heute.

Herrscher Europas

Auf dem Höhepunkt seiner Macht zwischen 1807 und 1811 beherrschte Napoleon als Kaiser der Franzosen das kontinentale Europa vom Atlantik bis zur Grenze des russischen Reichs. Mit dem Zaren schloss Napoleon 1807 im Frieden von Tilsit zunächst eine Allianz. Nur das maritime England blieb unbezungen. Nelson besiegte 1806 bei Trafalgar die französische Flotte.

Preußen und Österreich wurden militärisch besiegt und mussten Napoleon alsdann als Verbündete unterstützen. Das Heilige Römische Reich Deutscher Nation fand unter dem Druck Napoleons sein Ende. Zunächst brachte der Reichsdeputationshauptschluss 1803 eine weitgehende Gebietsreform (Entschädigung der Fürsten, die linksrheinische Gebiete verloren hatten, durch Säkularisierung geistlicher und Mediatisierung weltlicher, reichsunmittelbarer Gebiete). 1806 traten unter dem Protektorat Napoleons die mittel- und süddeutschen Fürsten aus dem Reich aus und bildeten den mit Frankreich verbündeten Rheinbund. Kaiser Franz II. legte die Krone nieder und erklärte das Reich für aufgelöst. Als Franz I. blieb er Kaiser Österreichs und der Habsburgischen Lande.

Im Norden Italiens trug Napoleon selbst die „Lombardische Krone“ des von ihm dort gegründeten Königreichs. Dagegen regierte im Süden Italiens zunächst einer seiner Brüder, später einer seiner Generäle das Königreich



Neapel. Den Kirchenstaat annektierte Napoleon. In Spanien setzte er seinen Bruder Josef Bonaparte als König ein. Auch Portugal wurde besetzt. In den Niederlanden regierte ein weiterer der Brüder Napoleons. Auch Dänemark, Norwegen und Schweden blieben von den Umwälzungen nicht verschont. In Schweden wurde ein Marschall Frankreichs, Jean Baptiste Bernadotte, zum Thronfolger gewählt, der schließlich die Königsfamilie begründete, die noch heute im Amt ist.

In den von Frankreich abhängigen Staaten wurden zahlreiche nachhaltige Reformen durchgeführt. Es wurden französische Modelle der Verwaltung oder der Rechtsordnung - Code

Napoleon - übernommen, feudale Strukturen beseitigt, liberalere Wirtschafts- und Agrarverfassungen eingeführt, die Heere modernisiert. Ein typisches Beispiel hierfür sind die Stein- Hardenbergschen Reformen in Preußen (u.a. Abschaffung des Zunftwesens und der Leibeigenschaft der Bauern).

Befreiungskriege als Ausdruck des Nationalgefühls

Die Volksaufstände in Spanien und die Katastrophe des Russlandfeldzuges 1812 zeigten den unter der französischen Machtentfaltung unzufriedenen Völkern und Regierungen, dass Napoleon nicht unbesiegbar war. Die Niederlagen in der Völkerschlacht von Leipzig 1813

und in Waterloo 1815 beendeten seine Macht. Neu auf der Seite der Alliierten war, dass diese Siege von starken antifranzösischen Ressentiments in der Bevölkerung und dem Wunsch nach Befreiung von fremder Besetzung getragen wurden. Die Französische Revolution hatte ihr Volksheer gehabt, die alliierten Heere folgten dem Model. Die Völker schufen sich ihre eigene nationale Identität, die auf Sprache und Kultur beruhte. In der Abwehr der französischen Fremdherrschaft bildete sich in den europäischen Ländern das Nationalgefühl. Dies führte schließlich im Verlauf des 19. Jahrhunderts vor allem in Deutschland und in Italien zur Einigung der Nationalstaaten. Von Demokratie und liberaler Gesellschaft

war dabei allerdings weniger die Rede. Beides forderten die Revolutionäre von 1848. Bismarck, der preußische Ministerpräsident, nutzte den Krieg mit Frankreich, welcher dem antifranzösischen Ressentiment entsprach, um unter preußischer Vorherrschaft zusammen mit den süddeutschen Staaten das Deutsche Reich zu gründen. Die nationalistischen Übertreibungen des Kaisers Wilhelm II. kennen wir zur Genüge.

Der Wiener Kongress

Die auf Napoleon folgende territoriale und institutionelle Neuordnung Europas, die in Wien geschaffen wurde, war nicht einfach eine Restauration der vorherigen Zustände. Viele der Reformen und auch Gebietserwerbungen blieben erhalten. Aber die Kräfte des Ancien Regime der Monarchien behielten die Oberhand. Das Ziel war es, ein Gleichgewicht der Kräfte zwischen den fünf Mächten Groß-

britannien, Russland, Österreich, Preußen und Frankreich herzustellen, allerdings in dem Verständnis, dass freiheitlich-demokratischen Bewegungen Einhalt zu gebieten sei. Diese

Le Code civil napoléonien regroupe l'ensemble des règles qui déterminent le statut des personnes de nationalité française. Promulgué par Napoléon Bonaparte en 1804, il prendra le nom de Code Napoléon en 1807.

Pentarchie prägte die diplomatische Geschichte des 19. Jahrhunderts. Aber die Gewichte verschoben sich durch die industrielle Revolution, durch die besonders das Deutsche Reich zur Wirtschaftsmacht aufstieg. Die kolonialen Ambitionen der Mächte führten zu starken

Interessengegensätzen in aller Welt. So gingen denn 1914 in dem als Reaktion auf Napoleon geschaffenen Europa „die Lichter aus“.

Behalten wir die Vergangenheit im Auge: Bei allem Streit um die Person Napoleons ist der Umbruch, den er in Europa bewirkt hat, aus unserer Geschichte nicht wegzudenken. Es hat zweier Weltkriege bedurft, bis wir wieder verstanden haben, dass Einheit, Frieden und Wohlstand in Europa nicht durch die Hegemonie eines Staates erreicht werden können. Heute haben wir die – wenn auch noch unvollkommene – Rechtsordnung der Europäischen Union. In diese sind sogar in Form der Charta der Grundrechte die Ideale der Französischen Revolution, Freiheit, Gleichheit, Brüderlichkeit aufgenommen worden, die unter Napoleon in Vergessenheit zu geraten drohten. ■

A l'occasion du bicentenaire de la mort de Napoléon, le 5 mai 1821, Jürgen Erdmenger nous confie les réflexions que lui inspirent les bouleversements provoqués en Europe par l'empereur. Ce personnage historique hors du commun a littéralement bouleversé le paysage politique de l'Europe. Avec ses campagnes militaires consécutives à la Révolution, il a initié des développements ayant laissé une empreinte sur tout le Dix-Neuvième siècle. Arrivé au faite de sa gloire entre 1807 et 1811, l'empereur des Français dominait l'Europe continentale de l'Atlantique jusqu'à la limite de l'empire des tsars russes. Ce dernier, cependant, il n'a pas réussi à le soumettre, pas davantage que la puissance maritime anglaise. Des réformes durables furent introduites dans les États vassaux de la France. Des modèles français d'administration et d'ordre juridique tels que le Code Napoléon ont été repris, des structures féodales supprimées en même temps que furent intro-

duites des réformes économiques libérales et agricoles et modernisées les armées. Après la débâcle de la campagne de Russie en 1812, Napoléon perdit son pouvoir avec les batailles de Leipzig en 1813 et de Waterloo en 1815. Les Alliés remportèrent ce qu'on a appelé des « guerres de libération », alimentées par des opinions publiques antifrançaises. La domination française réveilla dans les pays européens le sentiment national et le souhait de constituer des États nationaux. Suite aux bouleversements provoqués par Napoléon, le Congrès de Vienne procéda à une refonte institutionnelle et territoriale de l'Europe, le but étant d'établir un équilibre des forces entre les cinq puissances, Grande-Bretagne, Russie, Autriche, Prusse et France qui allait imprimer l'histoire diplomatique jusqu'en 1914. Il aura fallu deux conflits mondiaux pour nous faire comprendre que l'unité, la paix et la prospérité en Europe ne peuvent pas résulter de l'hégémonie exercée par un seul État. ■

2021, European Year of Rail

by Jürgen Erdmenger
and Robert Cox

The European Parliament and the Council, acting on a proposal of the Commission, declared 2021 to be the *European Year of Rail*.¹

Why? Promotion of rail transport is a key component of the Commission's headline *Green Deal* to combat climate change.

In the EU, it says, rail is responsible for less than 0.5% of transport-related greenhouse gas emissions. It is sustainable, safe, offers a wide scope of inter-connectivity throughout the continent largely hassle-free, offering direct centre to centre connections. Yet only about 7% of passengers and 11% of goods travel by rail. The *European Year of Rail* seeks to promote both. Off the road, out of the sky and back onto the track.

A bit of history

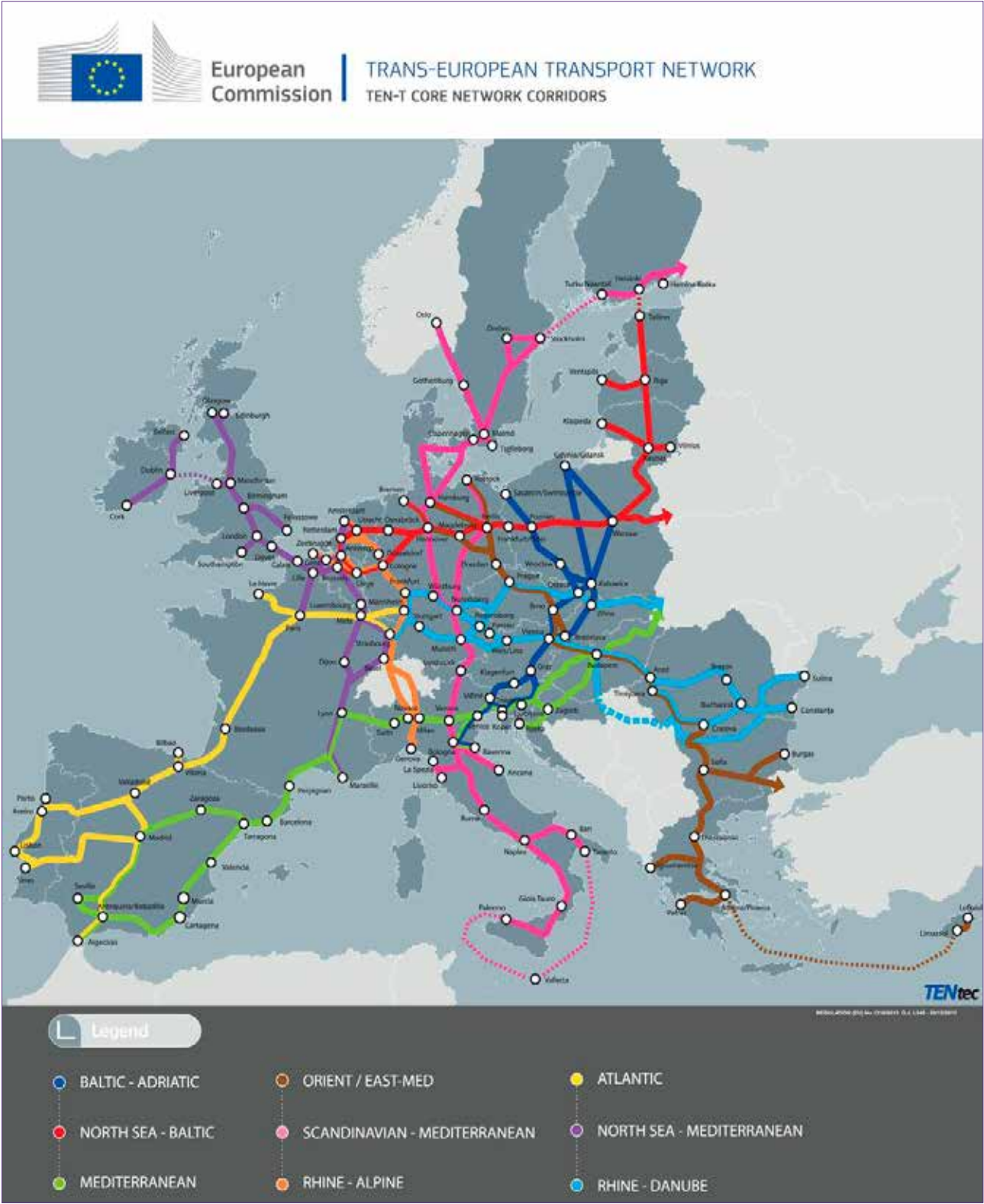
European rail transport has gone through several revolutions. In the mid-19th century it opened up vast areas of territory to populations largely living in isolated pockets. It created opportunities for expansion of industry, agriculture, trade and professions. It revolutionised warfare.

But reckless investment in railways pushing into the furthest corners of Europe it later gave way to vicious cutbacks. During the rebuilding of Europe after WW2 there was considerable pressure for the old Continent to prioritise road transport over that of rail. To some extent this was the influence of transport policy priorities in the USA where rail transport was increasingly marginalised. The development of the internal combustion engine and extensive road construction enabling travelling of passengers and transport of goods from start to destination without transfer or reload put railways under great pressure. Europeans love their cars and the individual freedom they seem to promise. Railways' rigid infrastructures find it



hard to compete with transport of goods by lorry directly from factory gate to shop delivery bay. Since the late 20th century and till 2019 mass passenger air-transport further dented railway competitiveness, convenience and reach. The twin crises of climate and COVID appear to be encouraging governments and the Commission to look again at the virtues of rail transport and seek to adjust market and regulatory conditions in its favour. France and Germany, for instance, are ready to bail out near-bankrupt Air France-KLM and Lufthansa on conditions that they abandon domestic and European flights to the railways. How much will consumers turn away from cheap flying to the sunshine in favour of a train ride to resorts closer home?

¹ Decision EU 2020/2228 of 23 December 2020



Railways in EU Transport policy

The particular initiatives of the *European Year of Rail* take stock of the results of many years of development of the EU common transport policy, foreseen in the Treaties, and build on these results. This policy always aimed at establishing a European transport system bringing the comparative advantages of transport by road, rail, air and water to bear their fruits while serving the common good. Railways are particularly suitable for mass transport of heavy goods and for passenger links between cities and between metropolitan areas as well as for commuter services within these areas, leaving the country-side more to the road. The main achievements of the EU in promoting rail transport are: restructuring the “old” national railway companies by permitting them to eliminate their debts, and by separating infrastructure management and transport operations. The rail track networks of Member states become independent companies that sell slots to transport service operators. This allows the creation of new rail service companies and operation of trans-border rail services. The Companies of one country may thus run their trains on the rails of another EU country.¹ Eurostar, Thalys and ICE are examples. They also show the quality of high speed passenger services which reduce travelling time to such an extent that taking the plane between Brussels and Paris, Brussels and London or Brussels and Frankfurt is no longer a reasonable option. The EU helps build the necessary infrastructure for these high speed trains through the development of *Trans-European Transport Networks*. Priority corridors are designed together with Member States and the investment is co-financed by the EU. These corridors prioritise investment in rail infrastructure. A prominent example is the Brenner railway base tunnel through the Alps between Austria and Italy. The EU pays half the costs. The tunnel also helps to protect the environment by bringing goods transport back to rail through techniques of combined road-rail services (semi-trailers and containers on rail). The common European signalling and train management system (ERTMS) fosters the interoperability of EU rail networks. The year 2021 is also the first year of full implementation of EU legislation to complete the market for rail services within

the *Single European Railway Area*. Aiming to make the rail sector more competitive with other modes of transport, it provides for a series of technical and freer market initiatives so that railway undertakings can operate services with better quality offer and economies of scale. The technical pillar should boost competitiveness by cutting costs and red tape for trans-European railway operations like certification of safety standards, inter-operability of equipment - in other words, reduce the large number of mutually obstructive national rules.

And Covid-19?

The *European Year of Rail* is not launched under very promising auspices. Vaccination of the population has started but the Corona crisis is far from over and leisure and business operations will continue to be reduced. If one looks to the figures for 2020 one can guess that 2021 will again be a year of substantial losses for European rail companies. The *Community of European Railway and Infrastructure companies* (CER) has calculated that the total loss of revenue in 2020 of its members in the 27 EU Member states amounts to 26 billion euros, of which 24 billion relate to passenger services. It will be almost impossible to reduce these losses in 2021 by convincing more people to take the train through publicity and promotional measures of all stake holders while Member states continue to apply confinement measures to combat the virus. There might be a little hope for the second half of the year. The *European Year of Rail 2021* was kicked off in Lisbon on 29 March. Prominent representatives of European institutions, business associations, trade unions and civil society involved took part with encouraging speeches. The tenor was: with growing environmental and climate-change pressure, absorption by the railways of more passenger and goods transport remains a major European railways challenge for the medium and long term future! So it is. Let us keep up our courage and belief in success for rejuvenation of Europe's railways during and after these times of Covid-19 stress. ■

¹ See Directive 2012/34 EU of 21.11.2012 establishing a Single European Railway Area

Pénuries de médicaments dans l'UE : un problème structurel, une urgence manifeste ?

par Jocelyne Gaudin

L'aggravation continue, depuis plusieurs années, des pénuries de médicaments fait partie des préoccupations auxquelles entend répondre la "Stratégie pharmaceutique pour l'Europe" que la Commission européenne a adoptée le 25 novembre 2020. Cette communication n'était pas une initiative dictée en urgence par la pandémie Covid-19. Elle résulte de constats antérieurs sur la fragilité du système sanitaire des États membres et des risques en résultant pour la santé des citoyens. Mais la pandémie a un effet révélateur et amplificateur de préoccupations anciennes, en particulier la situation - jusqu'à peu perçue - des pénuries récurrentes de médicaments.

Pénurie de médicaments : toute incapacité (temporaire) d'une pharmacie communautaire ou hospitalière de fournir aux patients les médicaments demandés en raison de facteurs indépendants de leur volonté (GPUE, 2020)

Lors de l'enquête annuelle réalisée en 2020 par le GPUE¹, 26 pays ont connu des ruptures d'approvisionnement à l'officine au cours des douze mois précédents, une situation qui, pour 17 d'entre eux, s'est

aggravée par rapport à 2019 ; et, au moment de l'enquête, dans 8 pays, plus de 400 médicaments étaient manquants ! Le phénomène touche également le secteur hospitalier : en 2020, 95% des pharmacies hospitalières ont déclaré subir des ruptures d'approvisionnement, chiffre en hausse régulière (European Association of Hospitals Pharmacists). Même si toutes les classes de médicaments sont affectées, les pénuries sont de plus en plus fréquentes pour les produits présents sur le marché depuis de nombreuses années et dont l'usage est répandu. Elles peuvent aussi être de longue durée : en France, l'Agence nationale du médicament estimait en 2017 une durée moyenne de pénurie de 88 jours pour les médicaments et 179 jours pour les vaccins.

Comment expliquer des pénuries d'une telle ampleur et surtout permanentes ?

Le Parlement européen, dans une résolution adoptée le 17 septembre 2020, considérait que *"les pénuries de médicaments sont d'origine multifactorielle et complexe"* résultant souvent *"de certaines décisions prises par l'industrie pharmaceutique, telles que les arrêts de production et les retraits des marchés des États membres les moins rentables"*. Pourtant, une directive datant de 2001 impose aux entreprises d'assurer la continuité des médicaments mis sur le marché et de notifier aux autorités compétentes toute interruption tem-

poraire ou permanente, deux mois avant qu'elle ne se produise. Mais la législation européenne n'oblige pas les entreprises à maintenir les productions qu'elles décideraient de retirer du marché, ce serait aux États membres d'adopter de telles législations. Depuis plusieurs années, les Institutions européennes reconnaissent la *dimension géopolitique des pénuries de médicaments* : 40% des médicaments finis commercialisés dans l'UE proviennent de pays tiers ; entre 60 et 80% des ingrédients pharmaceutiques actifs (IPA) sont fabriqués en dehors de l'Union, contre 20% il y a 30 ans. Dans sa résolution, le Parlement européen souligne que deux pays (Chine et Inde) sont les principaux producteurs d'IPA, dans des proportions quasi monopolistiques, par exemple, 90% de la pénicilline ou 60% du paracétamol y est fabriqué.

Pour la Commission, *certaines technologies* nécessaires à la production de matières premières pour la fabrication de médicaments n'existent plus dans l'Union, ce qui augmente le risque de pénuries en cas de difficultés ou d'interruption de la chaîne d'approvisionnement depuis des pays tiers. D'où la demande adressée à la Commission par le Conseil européen de proposer des mesures spécifiques pour, notamment, favoriser la diversification des chaînes de production et d'approvisionnement, ou la constitution de stocks stratégiques. De fait, dans le

¹ Groupement pharmaceutique de l'Union européenne qui regroupe les associations nationales de pharmaciens

contexte de la pandémie Covid-19, la Commission a décidé de constituer la toute première réserve de matériel médical, dans le cadre du mécanisme de protection civile de l'Union (RescEU).

« Nous posons les bases d'une Union européenne de la santé plus forte permettant aux 27 pays de collaborer pour détecter, préparer et réagir collectivement ». Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, 25 octobre 2020.

La Commission a également lancé en 2020 une étude pour recenser les causes multifactorielles des pénuries et améliorer la connaissance des dépendances stratégiques vis-à-vis de pays tiers. Ces travaux pourraient déboucher sur une révision de la législation en vigueur, y compris imposer des obligations plus strictes à l'industrie pour garantir l'approvisionnement en médicaments, pour notifier plus précocement les pénuries et les retraits, et améliorer la connaissance des stocks tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Toutefois, en matière de politique sanitaire, *la responsabilité première incombe toujours aux États membres*, même si le traité de Lisbonne a renforcé la base juridique, instaurée par les traités antérieurs, permettant l'adoption de mesures européennes visant à garantir (et plus uniquement «contribuer à») un niveau élevé de protection de la santé humaine. De leur côté, les États membres peuvent lutter de manière *coordonnée* contre toutes



les causes de danger pour la santé humaine. Le rôle du Parlement européen a également été renforcé dans le domaine de la santé ainsi que celui des agences européennes spécialisées. Cette consolidation progressive du cadre institutionnel avait pour objectif, selon les services du Parlement européen, *«de permettre à l'Union européenne de réagir de manière prompte et coordonnée aux menaces sanitaires majeures, tout particulièrement ... des épidémies mondiales potentielles qui peuvent aujourd'hui facilement se propager en raison de la rapidité des transports dans le monde»*...

De fait, en 2020, l'Union a demandé, de manière coordonnée, aux firmes pharmaceutiques un effort sans précédent pour produire des vaccins à même de lutter contre la pandémie de Covid-19. Les firmes ont répondu, tout en soulignant le risque de *«perturbation»* dans la mise au point, la fabrication ou la distribution d'autres médicaments, comme des antibiotiques ou des traitements par injection, chimiothérapies et insuline notamment, par manque d'ingrédients actifs, de capacités de production disponibles ou de rupture d'approvisionnement de flacons en verre. La presse économique

s'est ainsi fait récemment l'écho d'une PME spécialisée dans les thérapies anticancéreuses ayant basculé la totalité de sa fabrication vers la production de vaccins du type *«Messenger»*. On a pu lire aussi que la pression de la demande intérieure de vaccination anti-Covid-19 conduit l'Inde à *«recaler»* ses exportations d'ingrédients et de vaccins manufacturés.

Ainsi l'actualité a permis de révéler le problème ancien de pénuries de médicaments, mais aussi la permanence des difficultés structurelles pour y remédier. ■

POUR ALLER PLUS LOIN

Site Europa :
Stratégie pharmaceutique pour l'Europe

Parlement européen :
Pénurie de médicaments - comment faire face à un problème émergent

Viktor Orban, trublion européen

Avec son homologue polonais Mateusz Morawiecki, le Premier ministre hongrois Viktor Orban a défrayé la chronique européenne en décembre 2020 en menaçant d'opposer son veto à l'adoption par le Conseil européen du plan de relance européen de 750 milliards d'euros et du budget communautaire (2021-2027) de 1.074 milliards. Cela alors que son pays est déjà un des États membres bénéficiant le plus des fonds européens. L'opération s'apparentait évidemment à un chantage puisque la Hongrie aurait été un des principaux perdants en cas d'échec des propositions de relance et de budget présentées par la Commission von der Leyen. Essayons d'identifier les causes profondes de cette attitude.

par Daniel Guggenbühl

Nationalisme, « illibéralisme », euroscepticisme

Sa fibre nationaliste se nourrit du passé glorieux de la Hongrie largement magnifié dans le pays, un pays créé et devenu chrétien en l'an 1000, placé sous la domination ottomane pendant un siècle et demi (1541-1699) et surtout maltraité - comme le pensent de nombreux Hongrois - par le traité de Trianon de 1920 consécutif à la Première Guerre mondiale, par lequel il perdit 70% de son territoire et 32% de sa population magyaro-phonie. L'amputation de ce qui fut la Grande Hongrie laissa donc des traces profondes dans la conscience populaire. Aussi Viktor Orban fit-il adopter en 2012 une première réforme constitutionnelle en faisant inscrire dans la constitution les « racines chrétiennes » du pays et la possibilité pour les Hongrois établis dans les pays voisins d'acquérir la nationalité hongroise et de participer aux élections en Hongrie. En 2013 suivit une nouvelle révision modifiant le rôle de la Cour constitutionnelle.

Dans la même veine - et devant un afflux massif de migrants en 2015 - la Hongrie de Viktor Orban s'opposa à la répartition de 160.000 demandeurs d'asile parmi les États membres voulue par la Commission, une opposition soutenue par les autres pays du groupe de Visegrad (Pologne, Tchéquie, Slovaquie), un groupe créé en 1991 pour promouvoir la coopération entre ces pays et accélérer leur intégration dans l'Union européenne, finalement intervenue en 2004. Cette politique anti-migrants fit bondir sa popularité dans le pays. Le nationalisme



▲ Budapest, le Parlement

Viktor Orban, qui s'est fait au cours des dernières années une réputation de dirigeant ombrageux nationaliste et anti-bruxellois, revient de loin. Devenu pour la première fois Premier ministre en 1998, il est resté dans cette fonction jusqu'à aujourd'hui à l'exception d'une cure d'opposition de huit ans (2002-2010). Dans les dernières années du régime communiste, il fut un dissident actif qui demandait des élections libres et le départ des troupes soviétiques et participa à la création du parti chrétien-démocrate Fidesz, dont il prit la tête et qui remporta brillamment les élections législatives successives qui lui permettront de revenir et de rester au pouvoir. On peut donc dire qu'il a des « états de service » appréciés d'une majorité de l'électorat hongrois.

d'Orban prit donc une tournure anti-bruxelloise : ainsi le Premier ministre vota contre la nomination de Jean-Claude Juncker comme président de la Commission et fit organiser, en 2017, une consultation populaire sous le slogan « Arrêtons Bruxelles ! ». Elle resta sans suite. Juncker resta la bête noire de Viktor Orban jusqu'à son remplacement par Ursula von der Leyen, dont le dirigeant hongrois s'empessa de faire l'éloge. Dans cette attitude teintée d'euroscpticisme, on peut discerner un rejet de toute idée de « tutelle » exercée de l'extérieur et rappelant l'emprise de la défunte et honnie Union soviétique sur ses pays satellites.¹ Notons aussi que Viktor Orban poursuit de sa vindicte le financier américain d'origine hongroise George Soros, qualifié d'« immigrationniste et de multiculturaliste ».

« L'idéologie libérale ne doit pas être un élément central de l'organisation étatique »

Si la popularité de Viktor Orban dans son pays est réelle, son crédit est bien moindre non seulement à Bruxelles, mais aussi dans de nombreuses capitales de l'Union européenne. Ce qui n'a rien arrangé, c'est sa profession de foi qu'il appelle « illibérale » : s'il ne renie pas la liberté comme valeur fondamentale de la démocratie, il estime néanmoins que l'idéologie libérale ne doit pas être un élément central de l'organisation étatique, qui peut donc s'accommoder de certaines restrictions. Il n'est dès lors pas étonnant que de nombreuses voix se sont élevées, au Parlement européen, pour exclure du groupe du Parti populaire européen les députés du Fidesz. Début mars 2021, ceux-ci ont pris les devants en décidant de quitter le groupe.

Psychodrame à Bruxelles

Revenons au psychodrame du Conseil européen des 10 et 11 décembre 2020, au cours



▲ Viktor Orban et Ursula von der Leyen

duquel Pologne et Hongrie se sont opposées au mécanisme liant l'octroi des fonds européens au respect, par les pays bénéficiaires, de l'État de droit. Nous savons que les deux pays ont fait l'objet de procédures en infraction engagées par la Commission en application de l'article 7 du traité de Lisbonne. Ils se sentaient donc visés. Jürgen Erdmenger et Jean-Pierre Dubois ont évoqué ces péripéties dans l'Écrin 93. Si le nœud a pu être dénoué, c'est dans une large mesure le mérite de la chancelière allemande qui, en négociant personnellement avec les dirigeants des deux pays, a pu leur faire adopter le principe selon lequel, sans qu'il soit porté préjudice au mécanisme de conditionnalité, les deux pays peuvent saisir la Cour de justice de l'Union européenne avant son entrée en application. On peut rappeler à cet égard que, en 2017, après le rejet de son recours devant la Cour contre le plan de relocalisation de migrants, Viktor Orban déclara que la Hongrie, en tant que membre de l'Union européenne, se devait de reconnaître les décisions de la Cour.

Nous laisserons donc à votre appréciation, chers Lecteurs, la question de savoir si Viktor Orban est un bon ou un mauvais Européen. ■

¹ Tout cela n'a pas empêché la Hongrie de Viktor Orban d'annoncer fin janvier dernier avoir conclu un accord avec Moscou pour l'achat de « grandes quantités » du vaccin russe Spoutnik V avant même son approbation par les autorités sanitaires européennes.

Bye Bye Britain

Après plus de quatre longues années de rebondissements et de crises politiques intérieures britanniques, la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne s'est concrétisée par deux accords.

L'accord de divorce entre le RU et l'UE du 17 octobre 2019, également appelé accord de sortie, rendu possible par l'art. 50 du traité de Lisbonne qui prévoit la possibilité pour un État de se retirer de l'Union, a été approuvé par le Conseil européen et le gouvernement britannique et ratifié par le Parlement britannique et le Parlement européen. Il s'accompagne d'un protocole sur l'Irlande et l'Irlande du Nord ainsi que d'une déclaration politique fixant le cadre des futures relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. La déclaration prévoit une période de transition jusque fin 2020, que l'UE et le RU mettront à profit pour négocier un partenariat ambitieux qui débouchera sur l'accord de commerce et de coopération.

L'accord de commerce et de coopération du 24 décembre 2020 repose sur le principe du libre échange entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Cet accord était le point principal de discussion entre l'UE et le RU : il prévoit l'absence de droits de douane

et de quotas dans les échanges de marchandises. Le Royaume-Uni souhaitait continuer à profiter de l'énorme marché de près de 450 millions de consommateurs qu'offre l'Union européenne. Inversement, le RU compte 66 millions de consommateurs. Cependant, les chiffres ne sauraient mentir : avec un taux d'exportation du RU vers le continent de 48% contre 8% seulement pour les exportations de l'Europe vers la Grande-Bretagne, il apparaît clairement que le principal demandeur d'un accord de commerce sans droits de douane et de quotas était le RU. Pas de droits de douane et de quotas donc, mais le retour de déclarations d'importation et d'exportation ainsi que de contrôles sanitaires et phytosanitaires aux frontières pour les deux parties, ce qui génère automatiquement des retards de livraison et des coûts.

Concurrence et gouvernance

L'Union européenne avait une crainte : voir s'installer un paradis fiscal à sa porte, un "nouveau Singapour" qui aurait créé une concurrence déloyale par rapport au continent européen. En contrepartie de l'accès au Marché unique, le Royaume-Uni est soumis aux règles européennes en matière d'environnement, de droits sociaux, de fiscalité, de sécurité alimentaire, d'aides d'état, etc.

Pêche

En quittant l'Union européenne, le Royaume-Uni reprend possession pleine et entière de ses eaux territoriales, jusqu'ici partagées avec les pêcheurs européens. La négociation maritime a relevé d'un enjeu plus symbolique qu'économique, puisque ce secteur représente seulement 0,1% du PIB britannique et 1,5% du PIB de l'UE. Mais Boris Johnson avait fait

par **Tony Van der Haegen**

Ancien responsable des relations internationales en matière de politique des consommateurs et sécurité alimentaire à la DG SANTÉ de la Commission, ancien ministre-conseiller pour l'agriculture, la pêche et la politique des consommateurs à la Délégation de la CE à Washington. Vice-président et cofondateur de l'Association européenne de la Pensée libre (AEPL).

de l'accès aux eaux territoriales britanniques une question de souveraineté maritime. A signaler que les pêcheurs britanniques sont particulièrement furieux vis-à-vis de Boris Johnson qui, dans des propos ambigus, leur avait fait croire qu'ils seraient les seuls à pêcher dans les eaux territoriales britanniques à partir du 1^{er} janvier 2021.

Circulation des personnes

Fin de la libre circulation des Européens au Royaume-Uni et inversement depuis le 1^{er} janvier 2021. Les procédures ne changent pas pour les courts séjours, chaque Européen se déplaçant pour loisirs ou affaires sur le sol britannique doit présenter ses papiers d'identité (carte d'identité jusqu'au 30 septembre 2021, puis passeport au 1^{er} octobre). Cependant, les contrôles aux frontières sont rétablis. Les visas sont nécessaires pour les séjours de plus de six mois. Les Européens résidant au Royaume-Uni et les Britanniques dans l'UE conservent leurs droits de résidence et de travail, selon l'accord de retrait négocié en octobre 2019.

Secteur financier

Londres a clairement laissé tomber la City : la finance et l'ensemble des services financiers ne font pas partie de l'accord de libre-échange. Théoriquement, depuis le 1^{er} janvier 2021, la City n'a plus la possibilité de vendre ses produits financiers au sein de l'Union européenne, avec pour conséquence que des banques ou fonds d'investissements installés à

Tony Van der Haegen a rédigé une longue analyse du Brexit qui a été publiée sur « Teams After EC ». Avec son accord, l'Écric publie ici la partie de l'article consacrée au résultat des négociations, tel que vu par un non-britannique.

Londres ont migré vers d'autres pays ou villes de l'UE comme Paris et Francfort ou d'autres grandes villes européennes. Toutefois, la City s'accroche à la possibilité éventuelle d'obtenir des « équivalences » de la part des États membres.

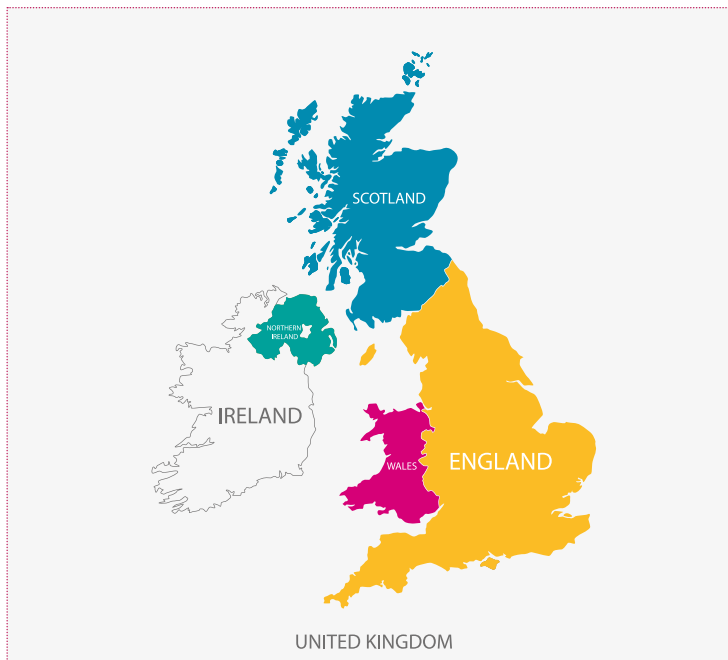
Erasmus

Le Royaume-Uni abandonne ce programme phare de l'Union européenne, une des réalisations les plus concrètes et les plus réussies de l'UE. Erasmus a littéralement produit de l'identité européenne. C'est sans doute une des raisons, en sus du coût, pour laquelle Boris Johnson a renié sa promesse que le RU maintiendrait ce programme d'échanges d'étudiants. Pour remplacer Erasmus, le premier ministre britannique a annoncé la création prochaine d'un programme « Turing ». Il doit permettre aux étudiants britanniques de partir étudier dans les « meilleures universités » du monde. Ce choix s'inscrit dans la nouvelle politique de Boris Johnson qui est celle du « Global Britain », c'est à dire l'appel du grand large.

La fin du Royaume-Uni ?

Aussi surprenant que cela puisse paraître, le Brexit porte en soi la fin du Royaume-Uni. Celui-ci est formé actuellement des quatre nations que sont l'Angleterre, le pays de Galles, l'Écosse et l'Irlande du Nord. Voyons de plus près le cas de l'Irlande du Nord et de l'Écosse.

Concernant *l'Irlande du Nord* : très tôt dans les négociations, il est apparu qu'il fallait absolument éviter la mise en place d'une frontière physique entre la république d'Irlande et l'Irlande du Nord conformément à l'accord de paix du Vendredi Saint du 10 avril 1998, qui a mis fin à la guerre civile. A souligner le rôle fondamental joué à l'époque par l'UE. Il s'agissait d'un exemple de plus du succès de la politique du soft-power exercé par Bruxelles. Le nouveau protocole négocié entre le RU et



l'UE préserve l'intégrité du marché unique de l'UE tout en maintenant l'Irlande du Nord dans le territoire douanier du Royaume-Uni. Ce statut est tout à fait exceptionnel et pourrait conduire à terme à une réunification des deux Irlande. Certains signes ne trompent pas : contrairement aux Anglais, Écossais et Gallois, les étudiants nord-irlandais vont pouvoir continuer à participer au programme Erasmus. Le gouvernement de Dublin a en effet annoncé qu'il financera leur participation, pour un coût annuel estimé à 2,1 millions d'euros.

En ce qui concerne l'*Écosse* : avec 62% d'opposants, l'Écosse a largement rejeté le Brexit lors du référendum de juin 2016. "Le Brexit arrive contre la volonté du peuple d'Écosse. Il est temps de tracer notre propre avenir en tant que nation européenne indépendante". Les mots sont forts, et le sont d'autant plus qu'ils viennent de la première ministre écossaise en personne, Nicola Sturgeon, à l'annonce de la signature de l'accord commercial actant le Brexit. Désormais, elle veut relancer le processus d'indépendance et demander la tenue prochaine d'un référendum.

Le Brexit, une erreur historique ?

Sans doute. Mais il a l'avantage de libérer l'Union européenne d'un partenaire dont la vision était avant tout fondée sur une Europe des Nations et le commerce, dont est exclue l'option d'une intégration profonde entre ses membres. Ainsi, le plan de relance de 750 milliards d'euros et la dette commune, adoptés récemment par les Vingt-Sept, n'auraient jamais été acceptés par le RU. Face à l'épreuve qu'ont été les laborieuses négociations entre le RU et l'UE pour aboutir en un temps très court aux accords permettant au RU de quitter l'Europe, les Vingt-Sept ont fait preuve d'une unité remarquable. L'expérience britannique n'a pas fait d'émules. Si, du point de vue économique et militaire, un grand pays nous a quittés, il n'en demeure pas moins que ses écrivains, ses théâtres, ses musées, bref toute sa richesse culturelle continue à nous être accessible. Il nous faut désormais apprendre à vivre avec le Brexit. ■

Europe's Uncommon Foreign Security Policy



by Giorgio Porzio

Retired since 2020, worked for almost 40 years for the EU institutions, 25 of which as head of division in the area of Foreign Affairs. His experience covered from communication systems, setting up the first consular crisis coordination division and ending with running the EU civilian missions logistics and support division.

◀ Josep Borrell Fontelles,
High Representative
for Foreign Affairs and
Security Policy

Ask anyone on the street if they can tell you something, anything, about the EU's general policies, you may have a few remarks. If you ask them about the EU's foreign policy with some luck you will be gratified with a blank stare. Surprising? Not really.

The knowledge of EU citizens about EU-related matters is dismal and when there is any knowledge, it boils down to the Euro, not needing a passport and the fact you can find food from different parts of the Union in many shops (try finding something from Finland, vodka aside, in any supermarket in the capital of Europe...). In a nutshell: most EU citizens have scant knowledge of the EU's working at large and almost no knowledge at all - and in some cases totally wrong information - about the EU's Foreign Policy.

Look at it from the positive side

The EU institutions get their work done quietly, take it on the chin when they are criticised, often unfairly, without entering sterile debates, and for the past 75+ years, the EU zone has been free of war and has prospered - especially if you take the long view - more

The war in the Balkans had shown that each Member State acting on its own was not a good idea.

than at any time in its long history. Yes, the Euro needs to be accompanied by a proper EU-wide fiscal coordination; yes, more should be done to enforce inside our borders the strict application of human rights; yes, the EU should streamline bureaucracy, within and outside the institutions, etc. etc.

But as God's mill grinds slow but sure, the Union moves on, adapts, corrects, and things get done. This is true for general affairs - basically trade and industry -, partially true for banking and insurance, somewhat true for internal security (judicial and police cooperation, where even the UK wants to take part), but dismally off track when it comes to our "Common" Foreign and Security Policy (the quotation marks are of course mine).

So, we are now easing into the negative side

For general and internal affairs, Member States agreed to relinquish sovereignty because there was much to be gained. They let the European Commission do their bidding for the administration of the Single Market and international trade negotiations, but when it came to International

Diplomatic Relations, they balked. It was well and good for the day-to-day dealings of the EU, but Foreign Affairs was an area where the Member States were not willing to delegate anything. The war in the Balkans had shown that each Member State acting on its own was not a good idea, so there was broad agreement that some coordination beyond the European Policy Coordination (EPC) of the 70's and 80's was in order but there was little appetite for much more.

Why, then, are Member States so reluctant to cede any responsibility to the EU in the area of external relations? There are many reasons, but I would concentrate on the more significant ones, for which one could write a separate paper easily.

- ▶ The EU is not a Nation State
- ▶ Divergent, sometimes opposite interests concerning third countries
- ▶ Relations with former colonies
- ▶ Relations with the US
- ▶ Double standards
- ▶ No European Armed Forces
- ▶ Self-defence (the NATO issue) vs a Defence Policy abroad in peacekeeping, conflict prevention, state building (the UN issue)
- ▶ Consensus rather than Qualified Majority Voting (QMV).

The double cap High Representative and Vice-president

The Treaty of Amsterdam (1997) created the figure of the High Representative for Foreign Policy (HR), a sort of Foreign Minister for the EU. Whilst the HR's remit has become broader

since then, especially after the Treaty of Lisbon (2007), when it was decided to add the title of Vice-President of the Commission (HR/VP) in order to streamline the combined action of the External Action Service (EEAS) with that of the Commission, the truth of the matter is that the HR/VP can try to influence and coordinate Member States' action abroad, make statements and pilot the EU's external action, mainly through its network of embassies. This is a lot, really, but not enough. Whereas the establishment of EU delegations, equivalent to Member States' embassies, is extremely important, as they provide the EU for the first time with its own diplomatic reporting - and, consequently, some level of intelligence gathering

In diplomacy it is necessary to speak softly and carry a big stick.
Franklin D. Roosevelt, 1901.

- the HR/VP at the end of the day has to act within the strict limits imposed by Member States. These limits are discussed in Brussels at the Political and Security Committee - EU special ambassadors, mainly - and, as the rule is that any decision must be taken by consensus, the agreements are always the least common denominator. The Commission has repeatedly asked, together with a limited number of Member States, that QMV be introduced in Foreign Affairs as well, to no avail. Being outvoted in that area is simply not in the cards. Thus, most foreign response by the EU as such is bland. National interest in different

Member States explains why sanctions against Russia after the invasion of Crimea have been rather staid, and little action has been taken against China or Turkey despite obvious assaults on human rights in those countries.

Hard power vs soft power ?

According to Wikipedia, a Nation State is a state in which a great majority shares the same culture and is conscious of it. The nation state is an ideal in which cultural boundaries match up with political boundaries. Given the large diversity of cultures, backgrounds, sensitivities, etc. within the EU, there is no such sharing. Yes, we all pay lip service to democracy and human rights, but even within the EU, issues as important as Human Rights, sexual and reproductive health rights, non-discrimination towards the LGBTI persons are flouted, as repeatedly reported by the European Parliament, among others. This, of course, raises the question of double standards: how can we preach what we seem unable to do ourselves? Not only: from inside the European Union double standards have been openly promoted (*The Breaking of Nations: Order and Chaos in the Twenty-First Century, 2004, Robert Cooper*)¹. President Teddy Roosevelt, of teddy bear fame, stated back in 1901 that in diplomacy it is necessary to speak softly and carry a big stick. The meaning is obvious: a nation or bloc must be able to resort to violence should diplomacy fail. But that is not the will of the EU, nor it has the means. The EU is about "soft power", about

¹ Robert Cooper was adviser to Tony Blair and the Director General for foreign affairs at the Council of the EU and, subsequently in the EEAS.



global strategies and integrated approaches to conflict/crisis prevention/solution. In my view, it is not working well enough. There is this widespread idea that for our common defence policies the solution lies with NATO, but NATO is there to defend its members against aggression and, at least on paper, should have no business outside those boundaries. Likewise, it is argued that peacekeeping and peace enforcement should be left to the UN because doing it through the EU duplicates what is already being done elsewhere and is already being paid for by the Member States.

A lot of EU missions but no European Army

Most EU Member States are also quite happy to work hand-in-hand with the US and to purchase armament and other defence related equipment from that country even when this is clearly detrimental to the development of Europe's strategic autonomy. And whereas there has been a clear push towards achieving such autonomy via programmes such as PESCO (Permanent Structured Cooperation), Member States have made it clear that they do not want to develop a European Army, which would be the big stick we mentioned earlier. So, there it is: though there are plenty of EU missions, both military and civilian,

their footprint has grown increasingly smaller. Of the six military missions, four are training related and the other two patrol the seas (Red Sea and Mediterranean), whereas the eleven civilian ones are either training (e.g., police forces), or for capacity building or to develop the rule of law. Only one mission in all these years (EULEX Kosovo) has been executive, i.e., to replace the country's administrative services, and it is being wound down. The bottom line is that as things stand today, much needs to be done to improve, expand and strengthen the EU's foreign policy. It is not happening not because of a lack of enthusiasm and commitment by the institutions but rather due to a lack of interest by the Member States. ■

Le casse-tête des cadeaux de départ

par Monique Théâtre

Chaque année, quelque mille collègues de la Commission partent à la retraite. Cette étape est par définition un moment important dans la vie de chacun. Qu'elle soit vécue comme un déchirement, comme une délivrance ou comme un passage obligé, l'attente d'un geste de reconnaissance de la part de l'institution est bien réelle et certes légitime.

Comment remercier tous ces collègues qui ont consacré vingt, vingt-cinq, trente ans voire plus à apporter leur pierre à l'édifice, chacun et chacune dans son domaine de compétence, au sein de la fonction publique européenne ? De quelle manière exprimer la reconnaissance de l'institution envers un engagement personnel et un cheminement collectif au service de l'idéal européen ? Ces questions reviennent régulièrement sur la table des services de l'Administration qui aspirent à trouver « le » cadeau idéal pour les futurs pensionnés. Un véritable casse-tête...

Presse-papier, DVD, stylo à bille

Il faut déjà remonter à quelques décennies pour retracer l'historique des cadeaux de départ. Les premiers cadeaux doivent dater des années 80 où la Cristallerie du Val Saint-Lambert, fleuron de l'artisanat du cristal en Belgique, a été sollicitée pour confectionner un « presse-papier » qui semblait correspondre à l'époque au « standard » des cadeaux faits par les sociétés à leur personnel. Ce bloc de cristal taillé devait bien sûr répondre à un cahier des charges précis - à l'époque certes moins complexe qu'à l'heure actuelle - et représenter par son graphisme les valeurs européennes. Les douze étoiles



en faisaient d'office partie et une certaine liberté était donnée au soumissionnaire pour les agrémenter - ou non - d'une gravure « à haute valeur symbolique ». C'est ainsi qu'au fil des ans le presse-papier a revêtu une forme tantôt cubique, tantôt pyramidale (la Pyramide du Louvre de l'époque n'y était sans doute pas étrangère) pour finir par une forme ronde présentée dans un joli boîtier tapissé de velours bleu. Il y a une quinzaine d'années, le management de la DG HR a souhaité que les futurs pensionnés puissent également recevoir en guise de cadeau les volumes de « La Commission européenne - Histoire et mémoires d'une Institution », ouvrage rédigé par un consortium international piloté par l'UCL Louvain et basé sur des centaines d'interviews d'anciens fonctionnaires. Les responsables du personnel désiraient ainsi faire perdurer dans la mémoire des pensionnés l'histoire de la construction européenne avec, en son cœur, ceux et celles qui en ont

La reconnaissance envers un engagement personnel et un cheminement collectif.



été les artisans. Le poids et le volume de ces ouvrages ont rapidement fait place à leur gravure sur un DVD réalisée par les services de l'OIB. Parallèlement à cela, le contrat pour les presse-papier étant

venu à échéance, c'est un stylo à bille « chic » confectionné par une grande marque française et frappé du logo de la Commission qui a été choisi comme cadeau de départ. Depuis trois ans, la DG HR est revenue à un presse-papier, cette fois en verre, orné des étoiles de l'Europe et le DVD a été remplacé par une clé USB.

Donnez-nous des idées ...

C'est l'appel lancé en novembre 2020 par la DG HR au personnel en activité de la Commission. Les temps ont changé, nous vivons dans une société qui prône le « paperless » et où le digital règne. Il convient donc de trouver un cadeau qui corresponde mieux à cette réalité tout en gardant certaines valeurs symboliques. Cet exercice de brainstorming s'inscrivait dans la campagne « Simplifier. Smarter. Together. », programme ambitieux de modernisation administrative lancé par la Commission en avril 2016. De nombreux collègues y ont participé et différentes idées ont été proposées. Il est frappant de remarquer qu'elles ont toutes eu en commun le même dénominateur : d'une part, la volonté de marquer symboliquement le passage de l'activité à la pension, de laisser une trace et de ne pas être oublié. De l'autre, le désir de rester en contact les uns avec les autres, de continuer à communiquer, à discuter et à débattre du sujet qui unit tous ces collègues : le projet européen. De ces courants d'idées, deux ont recueilli la majorité des suffrages :

la plantation d'un arbre dans une forêt en Europe et la promotion d'outils sociaux pour rester en contact. Concernant ce dernier point, la DG HR a entre-temps développé le réseau social « Teams After EC », forum de discussion qui permet à tous les collègues pensionnés de « chatter » sur des sujets d'intérêt européen ou relevant du domaine administratif. L'idée est de continuer à promouvoir son existence et son utilisation au moment du départ à la retraite.

Des idées à la réalité

Etant donné que le contrat pour le presse-papier actuel arrive à échéance l'année prochaine, la DG HR désire profiter de cette période pour développer un concept de cadeau de départ plus complet qui intègre toutes les idées générées lors du brainstorming mais qui conserve également les symboles importants pour la Commission comme le livre digital sur la construction européenne ou un drapeau européen. Concernant la plantation d'un arbre, idée qui a recueilli le plus de suffrages, un appel sera lancé auprès de partenaires potentiels capables de concrétiser cette action dans le cadre également de la reforestation de certaines zones en Europe. Cette recherche devrait intégrer la possibilité de visiter le lieu, tant physiquement que virtuellement, de nommer l'arbre ou même d'y laisser un message pour les visiteurs ou pour les collègues. Tout ceci s'inscrit aussi totalement dans les objectifs du « Pacte vert » de l'Union européenne. La mise en place d'un nouveau cadeau de départ pour les futurs pensionnés constitue un défi de taille, qui prendra certes du temps, mais l'enthousiasme est bien présent. Ce cadeau devrait marquer le début d'une nouvelle ère où le passage à la retraite sera désormais synonyme de participation à une Europe verte et durable et, plus que jamais, dans l'esprit du « vivre ensemble ». ■

*Ne pas être oublié
et rester en contact.*

Gérer votre dossier Pensions en ligne !

par Monique Théâtre

Les pensionnés des Institutions peuvent à présent avoir accès à leur dossier Pensions en ligne et gérer eux-mêmes certaines données personnelles. Anna-Maria Silvano, chef de l'unité Pensions - PMO/4 - à la Commission nous explique les fonctionnalités de « Sysper Post Activity ».

Pourquoi avoir mis en place l'application Sysper Post Activity ?

Certains de nos anciens collègues se souviendront de l'application « Sysper » qui leur permettait, durant leur activité, d'accéder à leurs fiches de salaire, de gérer directement leurs données personnelles et notamment d'y introduire des modifications en fonction de certains événements de leur vie comme un déménagement ou un changement dans la composition de leur famille. A l'heure actuelle, bon nombre de pensionnés sont informatisés (environ 72% ont une adresse e-mail et 60 % ont accès à Sysper Post Activity) et utilisent régulièrement certaines applications pour gérer leur quotidien. Il s'est donc avéré nécessaire de mettre en place « Sysper Post Activity » pour leur donner l'opportunité d'avoir accès à leur dossier personnel en tant que pensionné.

Quelles sont les fonctionnalités de cette application ?

La première chose intéressante à savoir est que, dans « Sysper Post Activity », tout votre dossier personnel du temps de votre activité est accessible. On y retrouve en effet tous les documents liés à votre carrière : acte de candidature, acte de nomination, promotions, mutations, rapports de notation, documents personnels, familiaux, liés aux droits statutaires, personnes à prévenir, transfert de droits à pension, ... L'entièreté du contenu de votre dossier « Sysper » a basculé dans votre dossier « Sysper Post Activity ». Ceci peut être utile au cas où vous ne disposeriez plus de certains de ces documents chez vous.

Concernant plus spécifiquement votre statut de pensionné, l'application comporte plusieurs modules : bulletins de pension, attestations fiscales, déclaration de vie, déclarations familiales (mariage, divorce, scolarité, etc.) et données personnelles (notamment adresse ou numéro de téléphone).

Pourriez-vous détailler l'utilisation de ces différents modules ?

Concernant les bulletins de pension, vous avez la possibilité de les consulter et de les imprimer à partir de l'année 2017, les années antérieures n'étant pas disponibles en ligne. Une notification est envoyée à l'adresse e-mail de l'intéressé dès que son bulletin de pension est disponible. Notez qu'actuellement, en raison du confinement, pour les déclarations de vie, les envois des formulaires ainsi que les notifications via Sysper Post Activity qui attestent l'existence en vie, sont suspendus.

Concernant les attestations fiscales, le module permet de télécharger et d'imprimer la même version de l'attestation fiscale que celle reçue en version papier. Le pensionné a également la possibilité de générer d'autres attestations fiscales, dans la langue de son choix, et, chose importante, avec ou sans montant de la pension. Il reçoit une notification par e-mail dès que ses attestations sont disponibles dans « Sysper Post Activity ».

Quant aux déclarations familiales et aux données personnelles, le module permet de déclarer une naissance ou adoption d'enfant, un mariage, un divorce, une activité du conjoint, ainsi que de vérifier son identité, ses adresse et numéro de téléphone, adresse e-mail ainsi que les coordonnées de la personne de contact.

Pour accéder à « Sysper Post Activity », il y a lieu d'utiliser son compte EU Login. L'accès se fait via My Remote :

<https://myremote.ec.europa.eu/>

Si vous n'avez pas encore de compte EU Login, vous trouverez le guide d'accès sur le site de l'AIACE section Belgique :

<https://www.aiace-be.eu>

(cliquez sur l'onglet « Web/Réseau »)

En cas de problème, le helpdesk informatique de la section Belgique peut vous aider :

Tél. secrétariat : **02/295 38 42 - 02/296 48 24**

(de 9h30 à 13h)

E-mail : **aiace-be@ec.europa.eu**

L'application « Sysper Post Activity » concerne-t-elle les pensionnés de toutes les Institutions ?

Les pensionnés du Parlement européen, de la Cour de justice et du Comité économique et social européen ont accès à l'application mais seuls leurs bulletins de pension sont disponibles. Leurs droits étant gérés directement par leur propre Institution, les onglets « Déclaration de vie », « Déclarations familiales » et « Attestations fiscales » n'apparaîtront pas dans leur « Sysper Post Activity ».

Quid des anciens collègues qui ne sont pas informatisés ?

Il est important de rappeler que tous les pensionnés continueront à recevoir les bulletins de pension, les déclarations de vie et les attestations fiscales en version papier tant qu'ils n'auront pas choisi de recevoir ceux-ci uniquement par voie électronique. Ce choix se fait via l'application « Sysper Post Activity ». Il faut aussi ajouter qu'à n'importe quel moment,

vous pouvez modifier ce choix et demander à revenir à la situation antérieure. Mais je voudrais insister sur le fait que l'utilisation de cette application est très aisée, qu'une large documentation existe pour répondre aux questions les plus fréquentes et que des anciens collègues bénévoles sont disponibles pour venir en aide en cas de problème.

L'Unité Pensions est-elle malgré tout joignable par téléphone ?

Bien sûr. Nous avons d'ailleurs mis en place une nouvelle centrale téléphonique pour notre unité. Le système a été amélioré et les pensionnés ont accès, via un menu, aux domaines des pensions, des allocations familiales, des droits à la cessation et au secrétariat. Ce service est disponible du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 sauf pour le service des allocations familiales qui est joignable les lundis, mercredis et vendredis au même horaire. ■

Téléphone : + 32 (0)2 297 88 00

Un bâtiment « vert » et durable pour remplacer le Centre Borschette

par **Antony Gravili**
Rédacteur en chef
de Commission en Direct

Conçu dans les années 70 pour une Union européenne constituée de neuf États membres, le Centre de Conférences Albert Borschette (CCAB) commençait à montrer des signes de vieillissement depuis pas mal de temps. L'heure du changement a à présent sonné. Fin janvier 2021, la Commission a signé un contrat pour l'acquisition et la construction d'un nouveau centre de conférences répondant aux impératifs environnementaux et technologiques d'une Union du 21^{ème} siècle avec 27 États membres. Marc Becquet (MB), directeur de l'OIB, et l'architecte Soraya Baragano (SB) nous en disent plus.

Pourquoi s'est-il avéré nécessaire de remplacer le Centre Borschette ?

MB – Le CCAB constitue le principal centre de conférences de la Commission depuis 1981. Après quarante ans, nous sommes tous d'accord qu'il nous a bien servis

mais qu'il arrive tout doucement à la fin de sa vie. Avant la Covid-19, le Centre était une ruche très active, avec plus de 4.000 réunions et conférences par an réparties dans ses 25 salles. C'est pourquoi, si nous désirons une transition toute en douceur vers un nouveau centre, nous devons travailler en amont et planifier cette nouvelle construction.

SB – En effet, il est virtuellement impossible de transformer l'actuel CCAB en un centre de conférences moderne qui, de plus, réponde à des normes de performance énergétique élevées. Toute rénovation majeure signifierait également la fermeture de l'immeuble durant quelques années et la nécessité de trouver des solutions alternatives à l'extérieur de la Commission. De plus, le CCAB n'est plus du tout adapté aux besoins actuels de la Commission en termes de nombre, de taille et d'agencement des salles de réunion et des cabines d'interprétation.

Quels seront les avantages du nouvel immeuble par rapport au CCAB ?

MB – Le nouveau centre de conférences, baptisé CC-2.0 par la précédente Commission, sera un bâtiment ultra-moderne, avec un impact énergétique proche de zéro et, dès lors, démontrera la manière dont la Commission rend « vert » son propre patrimoine immobilier. Il sera aussi équipé des infrastructures techniques dernier cri et des installations d'interprétation nécessaires dans le contexte de l'ère digitale où nous sommes. Et, comme tous les autres immeubles de la Commission, il sera entièrement accessible aux personnes porteuses de handicap.

SB – La conception des 29 salles de réunions et de conférences du Centre sera modulaire. Il n'y aura aucun mobilier fixe et la taille de certaines salles pourra être ajustée au nombre de participants. Nos prévisions indiquent que le nouveau centre de conférences pourra accueillir un plus grand nombre d'événements. Le bâtiment sera également pourvu de zones sociales pour le travail en réseau et les pauses, d'une garderie à la disposition des parents qui participent aux réunions, d'une entrée VIP sécurisée et, bien sûr, d'une cafétéria.

Quand le nouveau Centre sera-t-il prêt ? Et qu'advientra-t-il du Centre Borschette ?

MB – Le nouveau centre de conférences devrait être fonctionnel en 2025. Il sera localisé à la rue de la Loi, au coeur du Quartier Européen, donc aisément accessible par les transports en commun. En ce qui concerne l'avenir du CCAB, nous sommes en train d'examiner plusieurs scénarios mais aucune décision n'a encore été prise. De toute façon, nous continuerons à l'utiliser encore durant quelques années ...

Comment cette nouvelle acquisition s'intègre-t-elle dans la vision globale de la politique immobilière de la Commission ?

MB – La politique immobilière de la Commission est menée par le « Green Deal » (Pacte Vert). Notre but est la réduction drastique de notre empreinte carbone, le développement de synergies et l'accroissement de l'efficacité et de la flexibilité de nos bâtiments. Ces dernières années, nous avons commencé à remplacer progressivement les immeubles désuets et hauts consommateurs d'énergie. La flexibilité est également un aspect important à prendre



en considération car notre souhait est que le nouveau Centre soit adapté à la nouvelle manière de travailler post-Covid. C'est pourquoi, il sera techniquement ajusté pour tenir des réunions hybrides avec des installations de vidéoconférence de haute qualité et ce pour un plus grand nombre de participants, leur permettant ainsi de se connecter de l'extérieur ou simplement de la maison.

SB – De plus, il sera équipé de panneaux photovoltaïques pour produire de l'électricité, d'une isolation thermique élevée et les matériaux seront choisis en fonction de leur durabilité. Il comprendra des murs et un toit « verts » et un système de collecte d'eau de pluie sera utilisé dans l'immeuble. Le nouveau Centre CC-2.0 sera donc véritablement un immeuble « vert ». ■

Nouveau Centre de conférences CC-2.0

Lieu : rue de la Loi 91-105

29 salles de réunion modulaires

Superficie : 25.540 m²

Capacité maximale totale : 3.100 personnes

Capacité de la plus grande salle : 760 personnes

Performance énergétique : 18% supérieure aux normes requises par la Région Bruxelles-Capitale

Panneaux photovoltaïques : 460 m² - 57 MWh/an

Nouveau regard sur les maisons de repos

par Philippe Loir



Alors que la tempête du coronavirus s'est abattue sur les maisons de repos l'année passée et que les campagnes de vaccination intensives de leurs résidents commencent à porter leurs fruits, il est temps de jeter un regard sur la nouvelle situation des maisons de repos et de soins (MR, MRS) et des résidences de services seniors (RSS) dans la région bruxelloise.

La section Belgique a publié la dernière liste des maisons qu'elle pouvait suggérer à ses membres au mois de mai 2019. Depuis lors bien des événements dramatiques ou réconfortants se sont déroulés dans ces établissements. Pour des raisons sanitaires, les équipes de l'AIACE n'ont pas encore pu aller sur place pour s'assurer de la sécurité et de la qualité des soins qui y sont prodigués actuellement. La dernière liste des MR, MRS, RSS que nous avons publiée ne reflète donc plus la réalité de la

situation. Une récente émission de la RTBF, « #Investigation », a d'autre part mis en évidence des situations insupportables dans certaines MR et MRS qui ont pu jeter le doute auprès de candidats à un hébergement sur la qualité et la sûreté de ces résidences. Il y était en effet montré que l'offre des MR/MRS dans la région bruxelloise est de plus en plus le fait de groupes financiers, souvent étrangers à la Belgique, qui mènent une politique de rendement maximum pour les investisseurs. Des exemples concrets dans l'émission démontraient que la priorité pour

certains groupes était la course à la rentabilité et non le bien-être des résidents. Mais l'émission montrait aussi qu'un bon nombre de MR/MRS ont des principes éthiques et assurent, malgré les difficultés, des prestations de qualité respectueuses des résidents et de leur famille. Le grand dilemme reste toujours le choix d'une MR/MRS qui donne la priorité au bien-être des résidents et qui soit adaptée à la personnalité, aux attentes et aux capacités financières des pensionnés.

Pour aborder cette problématique, l'Écrin a rencontré Amandine Kondek, directrice de l'Asbl Infor-Homes, organisme indépendant non commercial reconnu pour son expertise impartiale dans ce domaine et la qualité de ses informations.

Quelle est la situation actuelle des maisons de repos et résidences services dans la région bruxelloise ?

C'est un secteur qui a été très ébranlé, comme toute la société, par une crise du coronavirus dont on ne pouvait prévoir ni la violence ni la durée. Le secteur a assuré du mieux possible les soins et prestations pour préserver ses résidents et son personnel. Maintenant que la plupart des résidents ont été vaccinés, la situation va s'améliorer peu à peu et on se dirige vers un assouplisse-

ment des mesures de confinement très strictes qui avaient été prises. Ces établissements se trouvent désormais dans une situation financière délicate. En raison de la conjoncture, de nombreux lits et chambres sont inoccupés ce qui entraîne une baisse des revenus de tout le secteur qui doit supporter d'importants frais fixes. Cela a créé une pression financière difficile à gérer souvent reportée sur les résidents et leurs proches, sur la qualité des prestations et sur les conditions de travail du personnel soignant. Ce vide locatif se rencontre aussi bien dans les structures publiques que privées. Aussi observons-nous une concurrence croissante entre les institutions et la nécessité pour celles-ci de se démarquer les unes des autres par des services ou axes d'accompagnement différents.

La qualité de vie au travail et la qualité de l'accompagnement étant interdépendantes, le turnover fréquent des directeurs et des membres des équipes en place, le manque d'attrait du secteur posent des questions qu'il faudra bien résoudre si le secteur veut offrir à l'avenir des maisons accueillantes, sûres et à des prix abordables. En réaction à cette réalité de terrain, de nombreuses réflexions animent beaucoup d'acteurs du secteur sur le fonctionnement futur des MR/MRS et leurs capacités à répondre aux besoins des futurs usagers. Elles laissent entrevoir de nouvelles perspectives, la prise en compte de défis indispensables pour le bon fonctionnement des établissements et l'adéquation de l'offre aux besoins : comment contribuer



à faire des structures d'hébergement résidentiel de réels nouveaux « chez soi » au sein desquels la vie continuerait avec tout ce qui lui donne sens et primerait sur le soin ? Comment remplacer chez nos aînés la crainte d'y mourir par l'envie d'y vivre ?

Quelles sont les attitudes à privilégier pour choisir une Maison de repos ?

Avant de se décider, chacun doit bien réfléchir à ses besoins, à l'emplacement géographique, à l'ambiance sociale, au confort des chambres, au coût qu'il peut supporter. Il est recommandé d'aller visiter soi-même quelques résidences de son choix en ayant préparé soigneusement un questionnaire pour les questions multiples qui se poseront dans la nouvelle vie. Il ne faut pas non plus oublier que l'on n'arrive pas dans une MR/MRS pieds et poings liés, on peut toujours s'en aller si elle ne

nous convient pas. Il est également possible de rompre une convention au-delà de la période d'essai moyennant le respect des formalités de préavis prévues lors de la convention signée à l'admission. De très nombreuses Institutions proposent également des « courts » séjours, généralement d'une semaine à maximum trois mois/un an. Ceux-ci permettent à la personne qui y a recours de prendre un temps de réflexion tout en faisant l'expérience de vie en maison de repos. Dès lors on réalise bien vite si elle vous convient ou pas et cela permet de juger sur place la qualité réelle des prestations, des repas, l'ambiance qui règne et de voir si cela correspond aux attentes.

Infor Homes asbl

Tél. 02 219 56 88

www.inforhomesasbl.be

SOCIÉTÉ

Comment choisir entre le secteur public et le secteur privé ?

Il n'est pas possible de recommander l'un plus que l'autre. Une même institution pourra très bien convenir à une personne et absolument pas à une autre. La répartition des parts de marché en région bruxelloise est la suivante : 61% des institutions appartiennent au secteur privé commercial, 22% au secteur privé et 17% au secteur privé associatif. Le secteur commercial a parfois mauvaise presse étant accusé de réduire toutes ses dépenses, notamment de personnel et de nourriture pour

augmenter ses profits. Si cette réalité ne peut être niée, elle ne peut pas non plus être généralisée à toutes les institutions de ce secteur. Le projet de vie d'un établissement et la manière dont il s'organise pourra aussi dépendre, au-delà de l'appartenance à un groupe, de la personnalité de son directeur et de sa philosophie, de celle des responsables d'équipe, de l'histoire de l'institution ...

Que penser des soins à domicile comme alternative aux maisons de repos ?

La promotion des soins à domicile ainsi que le développement de ceux-

ci ces dernières années semble justifier l'entrée de plus en plus tardive en institution. Mais si vivre chez soi jusqu'au bout est un souhait formulé par une très large proportion de la population, et on la comprend, il arrive un moment où le domicile familial montre ses limites et n'est plus un garant de la qualité de vie essentiellement quand les besoins en soins et en accompagnement augmentent. Il faut alors se tourner, parfois en catastrophe vers les maisons de repos. C'est pourquoi il est toujours préférable de prévoir soi-même le choix de sa résidence plutôt que d'attendre que quelqu'un d'autre doive le faire pour vous ! ■

Dans la tête de l'Ancien par Daniel Guggenbühl

L'Écrin n'est-il pas un peu présomptueux en voulant se mettre dans la tête de l'Ancien, entend-il faire revenir le bon docteur Freud pour se livrer à un exercice de psychanalyse, se demandera notre Lecteur ?

Le prestige de ce qui est ancien

Oui et non, répondra l'Écrin, qui constate que, généralement, ce qui est ancien bénéficie d'un certain prestige, qu'il s'agisse de meubles, de centres-villes, de monuments voire de quelques bonnes recettes de grand-mère. Dans l'Antiquité romaine, il y eut Caton l'Ancien, un modèle de courage et d'austérité morale. Au seizième siècle, Pieter Brueghel l'Ancien fut un des maîtres de la prestigieuse École flamande en compagnie de Jérôme Bosch et de Pierre Paul Rubens. Les Anciens Grecs tels que Périclès, Platon ou

Aristote devinrent quelques phares de la Renaissance européenne qui, du treizième au seizième siècle, permit de redécouvrir la philosophie, la littérature, les sciences et les arts de l'Antiquité par opposition à un Moyen Âge considéré comme obscurantiste.

Les anciens eurocrates s'organisent

Il n'y a, parmi les Anciens des institutions européennes que nous sommes, aucun Platon ou Léonard de Vinci. Au contraire, nous sommes souvent considérés, à tort ou à raison, comme des privilégiés

se reposant sur leurs lauriers. En tout cas - et en tant que groupe - nous nous sommes organisés, dans un environnement parfois hostile ou peu bienveillant, pour défendre nos intérêts et développer les relations entre nous, comme le précisent les statuts de notre Association. Plus que cela : la Commission nous reconnaît, elle nous consulte et fait appel à notre savoir. Elle a un Responsable des relations avec les Anciens et, aux termes de l'accord conclu en 2008 avec l'AIACE, elle met à notre disposition une aide logistique et financière - dont bénéficie en particulier votre Écrin -, s'engage à des actions sociales spécifiques visant à aider les pensionnés et discute avec nos représentants dans les différents comités et groupes de travail mis en place

dans le cadre du dialogue social. Des collègues comme le regretté Ludwig Schubert se sont investis avec dévouement dans ce travail et méritent notre reconnaissance. « À la Commission, ils ont peur de moi », disait Ludwig en faisant allusion à son excellente connaissance des dossiers. Mais notre reconnaissance va tout autant aux bénévoles de l'Association qui viennent en aide à ceux d'entre nous n'ayant plus les moyens de mener une vie indépendante en raison de la maladie ou de l'isolement.

Dans la tête des Anciens

Mais que se passe-t-il dans nos têtes d'Anciens, comment vivons-nous la retraite ? Les entretiens que vous avez pu lire au fil des années dans notre défunte rubrique « Que sont-ils devenus ? » et qui s'appelle désormais « Portrait », révèlent des personnalités arrivées au terme d'une carrière souvent passionnante dont les intéressés, tous devenus des Européens convaincus, sont généralement très satisfaits. Nombreux sont les collègues qui, après leur départ à la retraite, ont poursuivi ou poursuivent encore des activités de conseillers, généralement appréciées à l'extérieur des institutions. On est étonné par le grand nombre d'activités diverses déployées par nos Anciens et qui sont pour eux autant de sources de satisfaction. Certains, sans être malheureux dans leur retraite, ont même du mal à se détacher de leur travail à la Commission et à couper le lien ombilical qui les rattachait à leur institution tel ce chef d'unité qui, pendant quelques mois, continuait, lui le retraité, à se rendre dans son ancien bureau où il s'installait dans un



petit espace que son successeur, beau joueur, lui avait aménagé. « Même les enquiquineurs me manquent », disait cet autre. Donc ils étaient plutôt heureux dans leurs fonctions.

Perte de statut

Il peut y avoir autre chose. Le saut du statut d'actif à celui de « post-actif », ce terme barbare utilisé dans l'inimitable jargon communautaire, n'est pas toujours facile, ne serait-ce que parce que l'Ancien devenu retraité perd non seulement son statut social, mais aussi un environnement humain rétrospectivement parfois idéalisé malgré les accrochages, discussions véhémentes, stress ou problèmes de carrière et de frustrations qu'il a pu vivre avec son entourage pendant ses années d'activité. Survient également cette question que l'Ancien est amené à se poser : quelle est véritablement ma place dans une société dont les médias sont principalement tournés vers les jeunes et qui oublie ce que les anciens lui ont apporté, voire leur reproche d'avoir légué aux jeunes générations un modèle à bout de souffle ? La pandémie que nous vivons depuis plus d'un an a au moins le mérite de mettre toutes

les générations sur un pied d'égalité et de rappeler que, jeunes ou moins jeunes, personne n'y échappe et que les mesures à prendre pour que se mette en place un monde nouveau permettant la survie de l'humanité, sont de la responsabilité de tous, mais principalement des générations plus jeunes.

Le souhait de l'Écrin, en toute modestie et une fois par trimestre, est d'agrémenter votre vie de tous les jours par un petit rayon de lumière et de maintenir avec vous des liens d'amitié dans un esprit européen et de solidarité. ■

Social media, liberator and jailer

by Robert Cox

In a mere quarter-century, social media have completely transformed our habits of communication. For the better and for the worse. Not just for younger generations.

Why Silicon Valley should not be given control over free speech

Comment is free but facts are sacred - C.P. Scott, legendary editor of the Manchester Guardian, 1902

Readers of L'Écrin are active witnesses, if not victims, of this process. Many an authoritarian now feels the greater pressure of internet truth challenging his lies. As in Russia, Belarus, Myanmar and Turkey authorities can always switch off the internet. But still truth seeps through helping the cause of opposition. The trouble is that those same authorities, and others, can feed steady streams of lies through Facebook, Instagram, Twitter, Parler and other platforms. More classical media too are both bearers of factual truth and of lies. Their scope and reach have been vastly expanded, indeed re-invented, over three quarters of a century by radio and television. Europe's media-scene abounds with high quality products buttressing our democracy. Fox News and London's boulevard press exemplify the opposite. Our quality media, however, are often the servants of our elites; as such they are indirectly a pillar of inequality. Where social media have wrought massive change is in their greater outreach throughout society, their speed of transmission, the sheer volume of information they convey, and the ease of consumption they offer to citizens short of time or too idle to manage their intake of news, views and information. And social media open their wavelengths to wider citizen participation, irrespective of class, rank or wealth.

In democracies the behaviour of classical media is largely, if inadequately, overseen by public bodies set up for that purpose. Editors and journalists supposedly exercise their own self-discipline. Press barons from Citizen Kane to Rupert Murdoch distort communication with their own political or other agendas. With the social media that problem has sharpened and thrown up a new problem. Trump's and others' lies have increased pressure on social media platforms to be gendarmes of their product. But, as Angela Merkel protested when Twitter and Facebook pulled the plug on Trump, this has created a new distortion of responsibility. For her this amounted to a "problematic" breach of the "fundamental right to free speech". Who elected them? Which brings us to the wider and related issue of the governance of GAFA - Google, Amazon, Facebook, Apple - the new lords of casino capitalism. There are, fortunately, signs of a multi-lateral approach to this problem with the US, the EU and OECD pushing in the same direction. The Commission has proposed a Digital Services Act (DSA) and related Digital Markets Act (DMA). Readers wanting more detail about them can turn to "Shaping Europe's Digital Future" on the Commission's website. In brief, the DSA and DMA have two main goals: create a safer digital space in which the fundamental rights of all users of digital services are protected; establish a level playing field to foster innovation, growth, and competitiveness, both in the European Single Market and globally. For the Commission "the rapid and

widespread development of digital services ... impacts our lives ... We need to ensure that European legislation evolves with these developments." The ambition is clear: curb the power of companies such as Google and Facebook, create clear guidance on taking down illegal content. And, incidentally, promote fairer taxation of global digital economy. Meanwhile the European Parliament has compiled a comprehensive report on related competition policy, complaining that the EU has been too slow in taming modern big technology. In the US there is pressure for a new federal data privacy bill that could mirror the EU's General Data Protection Regulation.

If we do not have the capacity to distinguish what's true from what's false, then by definition the marketplace of ideas doesn't work... and by definition our democracy doesn't work." Barack Obama writing in The Atlantic (Nov 2020).

At this juncture we may recall the energetic debates in the European Parliament in 2018-2019 over European copyright rules. And specifically the intense lobbying that accompanied those debates in the name of the competing ideological camps of governance versus liberalism. We can be sure that the GAFA and friends will do all in their power of persuasion to dilute new governance as represented by pending EU and US regulation. And, as analysts have pointed out, the results will be far from perfect. This time at least the EU and the US seem, so far, to be singing from



similar song-books. Some Congressmen want to limit legal protection social media companies enjoy from being sued for third-party content posted on their sites. Russia, a major source of fake news, amid declining relations with the EU, will be uncooperative. How will China define its self-interest?

All of this will take time. With an ongoing process of revisions, of updates. The assault on the US Capitol in December sharpened public focus on the phenomenon of the social media. Do they strengthen transparency and democracy? Or do they open up a new world to conspiracy theories and disinformation? Because of their ubiquity, their usage requires careful consideration, says Fabio Chiusi, project manager at Berlin-based non-profit organisation Algorithm Watch. "We're not advocating a return to the Middle Ages," he says, "but we need to ask if these systems are making our society better, not just whether it's making things more efficient." And profitable. ■

Europa site

Shaping Europe's - Digital Future

<https://ec.europa.eu/digital-single-market/en>

La nanotechnologie

une aide précieuse dans la lutte contre la Covid-19

par Marcel Van de Voorde

Ancien collègue de la DG Recherche et du CCR. Professeur émérite à l'Université de Technologie de Delft, au CERN de Genève et à l'Institut Max Planck de Stuttgart.

Depuis 2019, l'épidémie de SRAS-CoV-2 a pris les proportions d'une catastrophe mondiale. Mais des solutions existent dans le domaine des nouvelles technologies pour contenir et arrêter la propagation de ce type de maladie.

L'absence de médicaments antiviraux ou de vaccins approuvés, ainsi que leur faible efficacité accompagnée d'effets indésirables, nécessitent l'utilisation de nouvelles stratégies thérapeutiques contre la COVID-19. Les approches thérapeutiques classiques sont basées sur des médicaments antiviraux et des molécules adjuvantes déjà utilisées précédemment et ont montré leurs limites. Très souvent, cette stratégie ne fait que diminuer la réplication du virus et soulager la douleur. La nano-médecine et la nano-pharmacie sont à l'heure actuelle des outils importants dans la lutte contre le nouveau coronavirus, bien que leur utilisation en pratique clinique soulève encore de grands défis, principalement en ce qui concerne le comportement in vivo, la toxicité des nano transporteurs, et leur production à l'échelle industrielle. Quoique ces éléments n'aient

pas encore été pleinement explorés, leur compréhension est essentielle pour la mise en œuvre sûre et efficace des nanotechnologies contre l'infection par le SRAS-CoV-2. L'échec relatif des thérapies antivirales classiques contre la COVID-19 présente à bien des égards une opportunité de stimuler l'utilisation de l'approche nanotechnologique en virologie

Nanotechnologie et protection contre les virus

La nanotechnologie moderne s'inscrit dans la suite logique de la miniaturisation. On a ainsi créé des composants de plus en plus petits : du micron au nanomètre suivant la stratégie dite «de haut en bas» (top-down en anglais). En parallèle, l'évolution des méthodes de synthèse en chimie ont aussi permis de produire des nanoparticules : «de bas en haut» (bottom-up) c'est-à-dire à partir de molécules, les briques élémentaires de la matière. Il est évidemment impossible de voir ces nanoparticules à l'œil nu ou de les toucher. Grâce au développement récent des super-microscopes électroniques et d'instruments de précision de puissance, les scientifiques sont capables de les rendre visibles, de les manipuler et de les arranger de façon ciblée et d'une manière incroyable. La nanotechnologie peut déjà être utilisée pour empêcher la dissémination virale et améliorer l'efficacité des équipements de protection. Le corona-

virus-2 (SRAS-CoV-2) se propage lorsqu'une personne touche des surfaces contaminées puis touche directement sa bouche, son nez ou ses yeux. Les gouttelettes de virus contaminent les surfaces pendant plusieurs jours, nécessitant une désinfection de routine. Or l'inactivité du virus sur différentes surfaces est influencée par le type de surface. De nombreux désinfectants de surface commerciaux tuent les virus mais ne protègent pas la surface d'une contamination future, ce qui peut conduire à son retour. Des solutions de nano-revêtement résistant aux virus ont été développées. Le revêtement forme une couche de verre à l'échelle nanométrique sur la surface des matériaux de base, ce qui les rend déjà plus faciles à nettoyer car il est répulsif, mais fournit également une couche antimicrobienne protectrice pour tuer constamment les agents pathogènes. Le microbe est physiquement tué car la nano-substance perce la paroi externe de la cellule. Ces produits offrent une protection antimicrobienne de 12 mois aux zones traitées. Le nano-revêtement est en principe sans danger pour la peau.

Le masque (typiquement chirurgical de type IIR) utilise actuellement une technologie de barrière et, avec deux couches, on peut atteindre une efficacité de 99,98%. Cependant, le problème d'avoir un simple filtre passif est que l'on peut piéger des agents pathogènes agressifs, comme

le SARS-CoV-2, dans le masque. Si le filtre est ensuite imprégné, le porteur peut finir par inhaler ou expirer l'agent infectant qu'on essaie d'arrêter. Ainsi, il est intéressant d'ajouter une couche antivirale au masque, c'est-à-dire un mécanisme actif pour tuer les virus, et pas seulement les arrêter. Ceci est possible, le principe actif est l'utilisation de cuivre (un élément pathogène reconnu), mais sous forme de nanoparticules, avec un grand rapport surface/volume. Cette augmentation de la surface effective, associée au fait que les nanoparticules sont de taille comparable à celle du virus ($\sim 100 \text{ nm}^1$) se traduit par une efficacité accrue. La plus grande limitation est maintenant la production à grande échelle, pour généraliser l'accès à cette technologie antivirale.

Nanotechnologie et vaccins

Les nouveaux vaccins COVID-19 associent la nanotechnologie et la biologie en offrant la possibilité de contourner le système immunitaire pour administrer un traitement aux cellules cibles. Le 18 novembre 2020, BioNtech et Pfizer ont annoncé les résultats finaux de leurs essais cliniques de phase 3. Cela faisait suite à une annonce faite par Moderna de résultats préliminaires d'une autre étude de phase 3 d'un vaccin alternatif. Un problème récurrent dans le développement de médicaments et de vaccins est donc de contourner les mécanismes de défense naturels du corps et d'atteindre les cellules cibles sans être dégradés, et cela concerne aussi la COVID-19.



Cette approche de « distribution directe » réduirait également les effets secondaires nocifs.

Les vaccins Moderna et Pfizer utilisent tous deux la même méthode pour éviter le mécanisme naturel de défense du corps, amenant le composé actif aux cellules cibles sans être dégradées ou détruites. Les vaccins mentionnés ci-dessus suivent les traces d'Onpattro, un médicament mis au point par Alnylam Pharmaceuticals en 2018 lorsqu'ils ont créé le premier médicament basé sur l'ARN. Onpattro - conçu initialement pour aider les patients atteints d'une maladie neurologique héréditaire - emballage de petites molécules d'ARN interférant dans des nanoparticules lipidiques, c'est-à-dire de graisse. Ce sont ces « nanogouttes de graisse » qui aident l'ARN messenger² à passer au-delà des « gardiens » biologiques et qui ont inspiré le mécanisme utilisé pour combattre la COVID-19 (traitement approuvé par la FDA³ en 2018). Ces deux nouveaux vaccins utilisent les nano transporteurs contre la COVID-19 en délivrant l'ARN messenger

directement aux cellules. Il en résulte une réaction du système immunitaire qui combat le virus et empêche le développement de la maladie. Ils auraient ainsi une efficacité de prévention des infections d'environ 95%. Cette technique diffère considérablement de celles utilisées par les vaccins plus « traditionnels ».

Il est clair que ces vaccins constituent une énorme percée de la médecine moléculaire, de la nano-médecine et de la biotechnologie. Mais plus que cela, les interventions médicales vitales et réussies peuvent attaquer et éradiquer la pandémie et par conséquent rendre plus visible la recherche européenne. Il est à noter que plusieurs programmes importants de recherche dans cette voie ont été soutenus par la Commission Européenne. De plus, le nouveau programme « HORIZON EUROPE » prévoit des efforts importants dans ce domaine. L'une des héroïnes de cette histoire est clairement la nanoparticule transporteuse d'ARN, car c'est bien elle qui a conduit aux vaccins à ARN messenger. ■

¹ Le nanomètre vaut un milliardième de mètre

² L'ARN messenger est une copie transitoire d'une portion de l'ADN correspondant à un ou plusieurs gènes

³ Food and Drug Administration

Vieillessement actif, la responsabilité de tous

par Monique Théâtre

Le vieillissement touche tous les aspects de notre vie, tout au long de notre existence. Alors que la pandémie actuelle continue de nous menacer et que nous luttons pour protéger des vies et des moyens de subsistance, il importe de ne pas perdre de vue une évolution remarquable : jamais auparavant autant d'Européens n'ont connu une vie aussi longue.

Dans son Livre vert sur le vieillissement publié le 27 janvier dernier, la Commission met en avant l'amélioration du bien-être des seniors et la promotion de la solidarité intergénérationnelle en partant d'un constat : au cours des cinq dernières décennies, l'espérance de vie à la naissance a augmenté d'environ 10 ans, tant pour les hommes que pour les femmes. L'Europe n'est en aucun cas le seul continent dont la population est vieillissante, mais elle connaît le processus le plus avancé. A titre d'illustration, l'âge médian actuel au sein de l'UE, qui est de 43,7 ans, est plus de deux fois supérieur à celui enregistré en Afrique. Cet écart restera important au cours des prochaines décennies. En outre, l'impact disproportionné de la pandémie sur les personnes âgées - en termes d'hospitalisations et de décès - a mis en lumière certains des défis que pose le vieillissement de la population en matière de santé et de protection sociale.

Vieillessement actif et en bonne santé

Un concept stratégique en particulier peut permettre à une société vieillissante de prospérer : le vieillissement actif et en bonne santé. Cette stratégie vise à promouvoir des modes de vie sains tout au long de notre vie et englobe nos habitudes de consommation et de nutrition ainsi que nos niveaux d'activité physique et sociale. Elle contribue à réduire le risque d'obésité, de diabète et d'autres maladies non transmissibles qui sont en augmentation. Les maladies cardiovasculaires et le cancer représentent les principales causes de décès évitables pour les personnes de moins de 75 ans en Europe. Si les États membres sont responsables de leurs politiques de santé, l'UE peut soutenir leur action, notamment par l'intermédiaire du nouveau programme EU-4Health, par exemple en matière de lutte contre le cancer, de démence, de santé mentale et de promotion d'une alimentation et de régimes alimentaires sains, ainsi que d'une activité physique régulière. La mobilité active favorise également le vieillissement actif. La marche et le vélo sont populaires dans de nombreux États membres, y compris chez les personnes de plus de 65 ans. Les nouvelles formes de mobilité électrique, principalement les vélos électriques, apportent déjà une réponse flexible

aux besoins de certaines personnes âgées en matière de mobilité et leur permettent d'utiliser un mode de transport actif tout en réduisant leurs émissions lors de leurs déplacements.

De plain pied dans la société

Plus que jamais, les personnes restent actives plus longtemps, prolongent leur carrière professionnelle et participent à des activités sociales après leur départ à la retraite. Grâce à des modes de vie plus sains et au progrès médical, la plupart des retraités sont en bonne forme et peuvent décider de la façon dont passer leur temps libre. Ces nouvelles réalités modifient notre perception du vieillissement, mettant en lumière la contribution importante que les personnes âgées apportent à la société et à l'économie. Les activités de bénévolat peuvent promouvoir la solidarité et la coopération intergénérationnelles, s'avérant profitables tant pour les jeunes que pour les personnes âgées sur le plan des connaissances, de l'expérience et de l'estime de soi. Dans le même temps, le bénévolat a une valeur économique importante. Les données montrent qu'environ un cinquième des personnes âgées de 65 à 74 ans participent au bénévolat formel, tandis que les personnes âgées de 75 ans et plus restent engagées lorsque leur état de santé le permet. De plus, bon nombre de personnes, en particulier

les femmes âgées, sont des aidants non rémunérés, principalement au sein de leur famille (pour prendre soin de leurs parents, leur partenaire, leurs enfants ou leurs petits-enfants), aidant ainsi la génération d'âge moyen à concilier vie professionnelle et vie familiale.

L'accès aux soins

Malgré l'allongement et l'espérance de vie en bonne santé, le risque de maladie ou d'invalidité augmente avec l'âge. De nombreuses personnes âgées deviennent progressivement fragiles et dépendantes de soins de longue durée. Dans l'UE, le nombre de personnes susceptibles d'avoir besoin de ces soins devrait passer de 19,5 millions en 2016 à 23,6 millions en 2030, puis à 30,5 millions en 2050.

En 50 ans, l'espérance de vie à la naissance a augmenté d'environ 10 ans.

Il est important de fournir des soins de longue durée de qualité pour garantir la dignité de la personne, le choix et le bien-être, ainsi que pour éviter des hospitalisations inutiles. Offrir des services de proximité aux personnes âgées nécessitant des soins de longue durée, y compris aux personnes handicapées, peut promouvoir leur droit de vivre de manière autonome dans leur cadre de vie habituel. Les innovations technologiques, comme la santé en ligne, les téléconsultations, les soins à distance, les applications pour smartphones ou les nouvelles technologies d'assistance peuvent



étendre l'autonomie et l'indépendance des personnes dépendantes ou en situation de handicap.

Améliorer le bien-être grâce à la solidarité intergénérationnelle

Pour se préparer au vieillissement de la population, les sociétés doivent dépasser les questions économiques. Il faut réfléchir à la manière dont les générations cohabitent. Le risque accru de solitude et d'isolement social constitue une réelle préoccupation. On estime que quelque 30 millions d'adultes dans l'UE se sentent souvent seuls. Des facteurs tels qu'une mauvaise santé, un contexte économique défavorable et le fait de vivre seul renforcent le sentiment de solitude. L'apprentissage intergénérationnel, notamment le tutorat ou le partage d'expériences, permet aux jeunes et aux personnes âgées d'échanger des connaissances et des compétences. De nombreux apprentissages intergé-

nérationnels se déroulent de manière informelle au sein de la collectivité, dans le cadre d'activités organisées dans le contexte de bibliothèques et de musées, d'associations culturelles, sportives ou autres, etc. Une tendance prend aussi de l'ampleur, il s'agit des « maisons intergénérationnelles », qui permettent aux résidents âgés d'avoir de la compagnie tout en transférant leurs compétences et leurs connaissances aux plus jeunes, ce qui engendre des interactions sociales précieuses pour tous. Les personnes âgées d'aujourd'hui apportent leurs contributions, leurs besoins et leurs attentes. Ensemble, ils font partie d'une société et d'une économie qui doivent garantir la prospérité, la réussite et le bien-être de tous leurs membres. Répondre aux défis du vieillissement et saisir les opportunités qu'il représente est donc une responsabilité individuelle et collective. ■

Isabella Quattrocchi, une Italienne à Bruxelles

par Daniel Guggenbühl



Isabella a trouvé refuge, depuis six ans, dans une maison du début du vingtième siècle située dans un quartier central de la commune d'Ixelles. La maison a trois niveaux et les pièces ont des plafonds d'une hauteur qui n'est plus d'actualité de nos jours. Elle a été modernisée par sa propriétaire, qui est architecte. Auparavant, Isabella habitait à proximité du Lycée français, où ses trois enfants étaient scolarisés, des enfants qui sont toujours un de ses principaux centres d'intérêt, comme elle dit.

Interprète européenne

Elle est originaire de la ville de Cuneo, dans le Piémont italien. De l'âge de huit ans à celui de douze ans, elle a vécu à Naples, une ville qu'elle a beaucoup aimée, avant de se fixer à Trieste, où elle a fait, ainsi qu'à Milan, des études d'interprétariat. Elle est entrée à la Commission en 1975 en tant qu'interprète auxiliaire, avant d'être titularisée pour l'interprétation de l'anglais, du français et du portugais, une fonction qui lui a procuré de grandes satisfactions puisqu'elle lui a permis d'acquérir

une bonne vue d'ensemble des activités des institutions européennes. Au bout de trente ans dans cette fonction, elle a changé son fusil d'épaule en passant à des fonctions de management consistant à organiser des conférences et autres événements pour les différentes directions générales de la Commission, une activité qu'elle a exercée pendant sept ans avec une équipe bien soudée de dix femmes. Enfin elle est devenue, pendant six ans, chef d'unité à la DG Interprétation du Parlement européen avant de prendre sa retraite en 2016.

Femmes d'Europe

Sa principale activité de retraitée concerne l'Association Femmes d'Europe, dont elle est vice-présidente chargée de la communication. Comme elle est férue d'informatique, elle s'est employée à œuvrer en faveur de la visibilité de l'Association et a créé un site dont elle assure la gestion. L'Association soutient de 50 à 80 projets par an situés en Belgique, en Europe ou ailleurs dans le monde et financés par les événements qu'elle organise. Elle souffre évidemment des contraintes liées à la pandémie actuelle : c'est ainsi que le dernier Bazar de Noël a eu lieu en tant qu'événement virtuel. Femmes d'Europe ne reçoit pas de subvention de la Commission mais celle-ci met à sa disposition les locaux de Beaulieu. Traditionnellement, l'épouse du président de la Commission est présidente d'honneur de l'Association. Actuellement, cependant, c'est à la commissaire à l'Innovation, la Recherche, la Culture, l'Éducation et la Jeunesse Mariya Gabriel dans la Commission von der Leyen qu'a été attribué ce titre. L'année dernière, Isabella a été élue au conseil d'administration de notre

section Belgique. Elle dit qu'elle doit encore trouver ses marques dans ce cénacle. Du fait de la pandémie du coronavirus, elle souffre de ne pas pouvoir effectuer les voyages qu'elle affectionne. Elle est privée, en particulier, de la possibilité de rendre visite à sa mère âgée de 101 ans vivant dans la maison familiale du Piémont et qu'elle allait voir tous les mois. ■

Femmes d'Europe se définit comme une association désirant aider les plus fragiles, avant tout la Femme et l'Enfant, en recherchant la solidarité entre femmes d'identités culturelles différentes. Créée en 1976 par des épouses de fonctionnaires du « Marché commun », qui comptait 9 États membres à l'époque, elle voulait répondre à la demande d'un pasteur qui cherchait de l'aide pour des enfants pauvres en Afrique. Des actions de parrainage furent lancées et au bout de quelques mois, des centaines d'enfants avaient trouvé des marraines et des parrains. Le « Bazar de Noël » fut créé par la suite et l'association se dota de statuts en 1979. L'association compte actuellement 23 groupes nationaux qui financent des projets humanitaires de petite taille et des programmes ciblés sur l'éducation, la formation et la santé des femmes et des enfants, souvent les premières victimes de la pauvreté et de l'exclusion.

Les « échappées » d'Anne-Marie Fiquet

par Jocelyne Gaudin

Le 17 octobre 2020, la Maison Lismonde à Linkebeek offrait à quatre artistes la possibilité de livrer leurs « Échappées » pendant le premier confinement. Parmi ces artistes, une ancienne collègue, Anne-Marie Fiquet.

Tout au long de ses années d'activité à la DG XXIII (PME, Tourisme, ...), puis à la DG Énergie & Transports, Anne-Marie était aussi la collègue qui, avec enthousiasme, nous invitait à découvrir des expositions, des galeries d'art et autres activités culturelles et artistiques. C'est donc assez naturellement qu'après son départ de la Commission en 2008, elle se soit lancée dans la peinture. Avec l'énergie et le professionnalisme qu'on lui connaissait, elle a attaqué cette nouvelle carrière en suivant des cours à l'Académie des Beaux-Arts de Bruxelles et à l'Académie d'Etterbeek. Anne-Marie a toujours aimé explorer différents chemins, ce que reflète son travail très multiple tant par les sujets (corps humain, nature, paysage) que les techniques : collages, peinture, dessins, papiers déchirés, gravure.

Alors, en 2020, le "confinement pandémique" est devenu une source d'inspiration évidente, un moyen de s'engager avec ses pinceaux : "au départ, c'était l'enfermement puis la personnalisation du virus que je voulais exprimer pour ensuite aller vers

l'évasion, l'échappée vers des horizons lointains, celui des montagnes et des ciels qui nous font rêver", explique Anne-Marie. Elle réalise que plusieurs artistes rencontrées à l'Académie ou lors de stages partagent la même approche : "après un moment de stupeur, nous nous sommes concertées pour créer un collectif et mettre à profit cette période de retour forcé sur soi. Manière aussi de lutter contre le virus, de ne pas flancher face au fléau et de contribuer, avec nos moyens, à maintenir la vie dans notre domaine ou d'inventer une forme de résistance à plusieurs. Nous nous sommes appuyées sur ce que nous savions et aimions faire : dessiner, peindre, graver."

Ces artistes ont décidé de travailler chacune de leur côté, comme les y contraignait le confinement, avec les outils et matériaux qu'elles avaient à leur disposition, et chaque soir, elles échangeaient le résultat de leur travail. Pour Anne-Marie, "c'était également un défi au niveau technique de préparer des impressions sans presse avec les moyens du bord disponibles dans mon atelier (encre, acrylique, aquarelle, gouache, papiers japonais ou autre). C'est avec une planche de placard et mon rouleau à pâtisserie que j'ai réalisé une série de monotypes !" Le résultat a convaincu les visiteurs des premiers jours de l'exposition ... hélas, le 2 novembre, un nouveau confinement a refermé la Maison Lismonde.



Espérons qu'il sera possible de retrouver ces « Échappées », et aussi, pour celles et ceux qui ne le connaissent pas, de découvrir ce lieu de culture et d'harmonie qu'est la Maison Lismonde, accessible également en dehors des expositions. Rencontrer l'oeuvre de l'artiste belge Jules Lismonde (1908-2001), le charme préservé d'une maison du siècle dernier et, à la belle saison, son jardin et son chêne plus que centenaire ; la visiter et regarder quelques films et vidéos qui racontent, avec simplicité, une tranche de vie d'un couple d'artistes au mitan du XX^{ème} siècle. Aujourd'hui s'y déroulent des ateliers d'initiation au dessin pour les enfants, des concerts et des expositions. Art on paper : www.annemariefiquet.eu ■

Huize La Maison Lismonde
"Les Roches", Dwerbos, 1
1630 Linkebeek
www.maison-lismonde.be

Paradestück des Brüsseler Jugendstils neu eröffnet: Das Hôtel Solvay des Architekten Victor Horta

von Jürgen Erdmenger

Zum Weltkulturerbe und damit zum kulturellen Erbe Europas gehören vier von dem berühmten Architekten Horta entworfene und gebaute Brüsseler Privathäuser: das Hôtel Tassel (1893-1894, *rue Paul-Emile Janson* 6), das Hôtel Solvay (1894-1898, *avenue Louise* 224), das Hôtel van Eetvelde (1895-1897, *avenue Palmerston* 4) und das Wohn- und Atelierhaus von Victor Horta selbst (1898-1901, *rue Américaine* 23-25).

Das unbestrittene Parade- und Meisterstück dieser vier Bauten ist das Hôtel Solvay. Die Freunde des Jugendstils - in Brüssel und darüber hinaus - haben gewiss schon dessen geschwungene Fassade bewundert. Aber sie wissen zu ihrem Leidwesen auch, dass es bisher nur Wenigen vergönnt war, das Innere des Hauses zu betreten. Umso mehr werden sie mit Freude zur Kenntnis nehmen, dass dieses einmalige Bauwerk seit Jahresbeginn neu renoviert in seiner ursprünglichen Ge-

stalt als Museum für das Publikum geöffnet ist. Aber man muss sich sputen, um in dieser Corona-Zeit auch tatsächlich zu den glücklichen Besuchern zählen zu können. Denn der Eintritt ist nur nach vorheriger Anmeldung für ein bestimmtes Zeitfenster möglich und die Wartezeiten sind lang¹. Immerhin kann man sich beim Warten schon einmal mit einigen Innenansichten trösten, die im Internet zu sehen sind. Andererseits wird der Wunsch, in das Haus hineinzugehen, dadurch auch wieder gesteigert.

Victor Horta, der Meisterarchitekt

Victor Horta lebte von 1861 bis 1947. Während seiner Ausbildungszeit in den 70er und 80er Jahren des 19. Jahrhunderts hat er sich mit drei damals über das Übliche hinausgehenden Bereichen beschäftigt, nämlich Jugendstil, Innenarchitektur und neue Materialien. Horta hat als Erster auf dem Kontinent damit begonnen, die Bestrebungen des Jugendstils in der Architektur auszuprägen. Er hat diese sich europaweit, besonders in England, Frankreich, Österreich und Deutschland verbreitende Bewegung studiert, die sich in Malerei, Graphik, Skulptur und vor allem in der angewandten Kunst äußerte. Es ging darum, den in der Nachahmung von Stilelementen vergangener Epochen (griechisch-römisch, Renaissance, Barock, Empire) sich erschöpfenden Kunstbetrieb zu verlassen und grundlegend Neues in der Malerei, besonders aber in der Gestaltung und Dekoration von Gebrauchs-

Un fleuron de l'Art Nouveau Bruxellois a rouvert : l'Hôtel Solvay de l'architecte Victor Horta

Une pièce maîtresse du patrimoine mondial et donc de la culture européenne est l'Hôtel Solvay, situé avenue Louise 224, construit par Victor Horta entre 1894 et 1898. Les amis de l'Art Nouveau savent que depuis le début de cette année l'Hôtel, rénové et transformé en musée, est ouvert au public. Il faut cependant réserver un horaire de visite à l'avance et le temps d'attente est long. Jürgen Erdmenger nous donne des informations intéressantes sur Victor Horta, sa formation et son style particulier, sur le maître d'œuvre Armand Solvay et sur l'édifice même, un « Gesamtkunstwerk » harmonieusement conçu à l'extérieur et à l'intérieur. Y aller promet au visiteur de vivre une expérience unique. Avez-vous envie de vous y rendre ?

¹ Lang heißt leider Monate lang. Ab April konnte man für Juli und August buchen.

gegenständen zu beginnen: Möbel, Lampen, Tapeten, Geschirr, Kleider, Schmuck usw. Seit 1878 lebte Horta für einige Jahre in Paris und arbeitete dort im Atelier eines Innenarchitekten, um diesen Beruf zu erlernen. Später, in Brüssel, während des Studiums an der Akademie der schönen Künste, war er Assistent des königlichen Architekten Balat, mit dem zusammen er die Serres Royales in Laeken entwarf. Bauen mit Eisen und Glas war hier das Thema.

Der Bauherr: Armand Solvay

Armand Solvay (1865-1930) war der älteste Sohn von Ernest Solvay (1838-1922), dem Begründer des im letzten Drittel des 19. Jahrhunderts zu internationaler Bedeutung gewachsenen belgischen Chemie-Unternehmens, das die aufblühende Industrie Europas und der Welt mit dem überall benötigten Grundstoff Soda versorgte. Die Familie Solvay waren fortschrittliche, für Kunst und Wissenschaft, aber auch soziale Fragen aufgeschlossene Unternehmer, die nach der Devise „Reichtum verpflichtet“ ihr Vermögen auch für andere als wirtschaftliche Zwecke einsetzten. Sie waren auf den jungen, avantgardistischen Architekten Horta aufmerksam geworden, der mehrere Preise für Entwürfe öffentlicher Bauten gewonnen und in Gent auch Privathäuser gebaut hatte. So betraute Armand Solvay Horta mit dem Bau seines Wohnhauses in Brüssel und gab ihm für die Finanzen freie Hand. Es sei hier beiläufig erwähnt, dass Ernest Solvay in seinen Unternehmen eine Art Sozialversicherung für die Beschäftigten sowie den 8-Stunden-Tag einführte. Das Maison du Peuple der PS, ebenfalls von Horta gebaut, wurde von Ernest Solvay weitgehend finanziert.

Der Bau, ein Gesamtkunstwerk

Horta setzte all sein umfassendes Wissen und seine profunde Erfahrung ein, um ein außen wie innen in jedem Detail aufeinander

der abgestimmtes, nach einheitlichem Stil gestaltetes und auf die Bedürfnisse der Bewohner ausgerichtetes Wohnhaus in der Avenue Louise zu schaffen. Mit großer Phantasie und Kreativität erstellte er damit ein einmaliges Kunstwerk, das Schule machte. In der Architektur sprach man hinfot vom Stil Horta, der viele Nachahmer fand. Was ist das Besondere? Der Jugendstil ist gemäßigt in seinen Formen, es gibt keine übertriebenen

Schnörkel und Blumenranken. Ebenmaß und Harmonie sind angesagt, außen wie innen. Eisen und Glas sind neue, bis dahin für Privathäuser nicht verwendete Materialien. Diese ermöglichen im Innern eine Flut von Licht durch Glasdächer über den Treppen, die in den Wohnbereich integriert sind, und durch große Fenster. Schlanke Metallsäulen, Marmor und erlesene Hölzer strukturieren die Räume. Diese Hölzer finden sich auch in den eigens gefertigten Möbeln wieder, deren Stoffe farblich auf die Naturtöne der Hölzer abgestimmt sind. Diese farbliche Harmonie gilt auch für die Wandgemälde und Bilder.

Kurzum: Man muss das einmalige und zeitlose Gesamtkunstwerk sehen und räumlich erleben. Jetzt ist es für jedermann zugänglich. Gutes Gelingen des Ticketkaufs! ■



Hôtel Solvay

Avenue Louise, 224
booking@hotelsolvay.be
 Tél. 02 640 56 45

Le Programme MEDIA

fête ses 30 ans !

par Philippe Loir



MEDIA, le nom même de ce programme définit son action : ce sont des Mesures pour Encourager le Développement de l'Industrie Audiovisuelle. Lancé en 1991, il fête son trentième anniversaire cette année. Sara Gayarre Lete, qui s'occupe de l'Information et du programme MEDIA à la DG CONNECT, nous rappelle son existence car s'il est bien connu des professionnels auxquels il apporte un précieux soutien, il est moins connu par le grand public qui en est pourtant le bénéficiaire ultime dans sa vie quotidienne à travers la radio, la télévision, le cinéma.

Pour quelles raisons la Commission a-t-elle lancé le programme MEDIA en 1991 ?

C'était la suite logique d'une longue histoire dont les premières initiatives visant à instaurer une politique commune des médias européens remontent aux années 1960. Ces initiatives avaient permis de mettre peu à peu en place un pilier législatif solide pour une politique audiovisuelle. Elles reposaient sur la recherche d'un équilibre entre les principes d'un marché ouvert à la concurrence et la reconnaissance du statut particulier des biens et services culturels, notamment des services audiovisuels. « La culture n'est pas une marchandise comme les autres » était devenu le credo de l'Union Européenne. Elle pouvait donc être subventionnée. Un point d'équilibre délicat entre les règles du marché intérieur au regard des règles de la concurrence a pu peu à peu être dégagé pour une politique audiovisuelle. C'est la règle de « l'exception culturelle » combattue en dehors de l'Europe par les USA, grands exportateurs de produits culturels dont la tentation hégémonique pouvait balayer la diversité culturelle propre à l'Europe. A la fin des années 1980, la situation a évolué rapidement. Tout d'abord, une directive TSF (Télévision sans Frontières) d'octobre 1989 a été adoptée fixant le socle de la libre circulation des services de radio au sein du marché intérieur ainsi que celui de la promotion des programmes audiovisuels européens. Après les décisions des « Assises européennes de l'audiovisuel », la communication adoptée en février 1990 par la Commission à l'initiative de Jean Dondelinger, Commissaire

responsable de la politique audiovisuelle et de la culture, a fixé les trois axes autour desquels s'est articulée la stratégie audiovisuelle : les règles du jeu avec la directive « Télévision sans frontières », la maîtrise des nouvelles technologies avec notamment l'introduction des services de télévision à haute définition et enfin la promotion des industries de programme. Ce dernier point constituait le pilier financier indispensable de la politique qu'il était possible de mettre en œuvre après l'adoption du pilier législatif. Il visait à améliorer la situation économique des entreprises audiovisuelles avec des soutiens portant sur la formation, le multilinguisme, la distribution des œuvres. Toutes ces actions répondaient à l'objectif central de la Commission : faire en sorte que le secteur de l'audiovisuel bénéficie également des effets du grand marché intérieur pour faciliter la circulation des œuvres européennes en décloisonnant les marchés nationaux. Comme l'a déclaré le Commissaire Dondelinger, « la rapidité d'adoption du programme Media 1991-1995 témoigne de l'importance accordée par la Communauté à la politique audiovisuelle, point de convergence des évolutions sociologiques, technologiques, industrielles et culturelles de cette fin de siècle ».

Quelles étaient les grandes lignes du programme MEDIA en 1991 ?

On peut discerner trois principes directeurs dans le premier Programme MEDIA : - fournir un cadre pour un véritable espace européen de l'audiovisuel comme la directive sur la Télévision sans Frontières ; - maîtriser les nouvelles technologies notamment en matière de télévision à haute définition ; - promouvoir les industries de programme pour améliorer l'environnement économique des entreprises audiovisuelles et leur permettre de remplir les quotas de diffusion d'œuvres prévues dans la directive « Europe sans frontières ». Il leur permettait également de sauvegarder et promouvoir la diversité culturelle et linguistique par le

biais des œuvres audiovisuelles européennes. Un budget total de 200 millions d'écus a été fixé pour financer ce programme sur quatre ans. Les actions étaient très concrètes avec un soutien ciblé sur des projets de développement de distribution et de promotion proches du terrain. C'est ainsi qu'une aide a été mise en place pour la constitution d'un réseau de salles actives dans la programmation des films européens. Ce réseau, Europa Cinéma, créé en 1992, a fédéré en 27 ans 1200 salles réparties dans 43 pays s'engageant à accorder une part significative de leurs séances aux films européens non nationaux. Media Formation a, pour sa part, visé au renforcement de la formation dans les domaines de l'écriture de scénarios, de la gestion financière et commerciale et des nouvelles technologies. Le premier programme MEDIA dont les résultats ont été jugés positifs a été renouvelé cinq fois, tous les quatre ans jusqu'en 2021. Chaque nouvelle génération de programme a apporté des améliorations et des élargissements à son champ d'activité. Il s'est ainsi appliqué aux pays d'Europe centrale, aux pays de l'AELE avant qu'ils soient membres de l'Union. Il s'est même étendu à travers le programme Mundus à certains pays de l'Amérique latine et de l'Asie. Les montants affectés aux programmes MEDIA ont également progressé régulièrement. De 1991 à 2021, plus de 2,6 milliards ont été investis dans les industries cinématographiques et audiovisuelles pour soutenir le développement, la promotion et la distribution d'œuvres européennes en Europe. Ce soutien a effectivement renforcé la compétitivité du secteur et contribué à enrichir la diversité culturelle en Europe. Il a favorisé les créations audiovisuelles par-delà les frontières et a souvent permis aux meilleures d'entre elles d'obtenir la reconnaissance de leur valeur



dans les festivals internationaux les plus prestigieux. Ces dernières années, les films soutenus par MEDIA se sont vus attribuer plusieurs Oscars, « Call me by your name », « Amour », « La Grande Bellezza », « Son of Saul », « The Favourite » en 2019. Au Festival de Cannes, de 1991 à 2015, 16 films soutenus par Media ont reçu la Palme d'or dont « I, Daniel Blake » en 2016 et « The Square » en 2017. Au festival de Berlin, de 2016 à 2018, MEDIA a soutenu les films qui ont obtenu la plus haute récompense : « Fire at Sea », « On body and Soul », « Touch me not ». Les programmes MEDIA jouent vraiment dans la cour des grands au point de vue qualitatif !

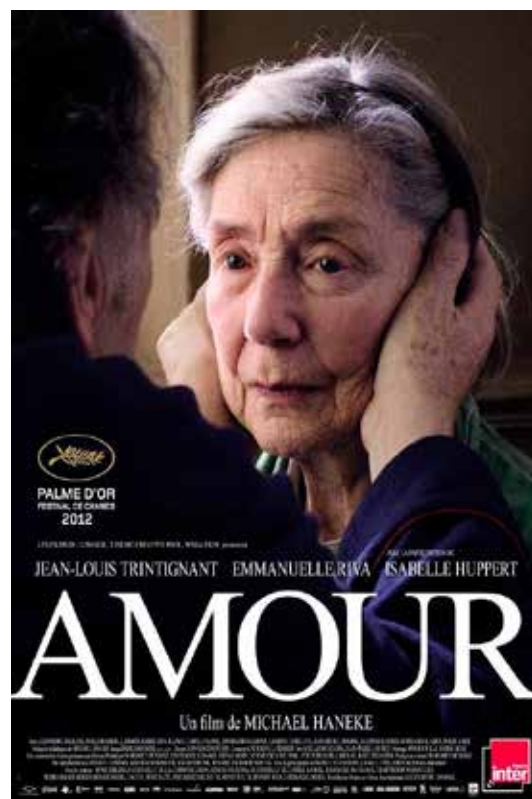
Quelles sont les nouveautés à attendre du nouveau Programme MEDIA en cours d'élaboration ?

On doit malheureusement constater que les secteurs européens des médias et de l'audiovisuel sont affaiblis par rapport à leurs concurrents mondiaux en raison de la fragmentation de leur marché. Ces faiblesses sont exacerbées par la crise du coronavirus qui a entraîné l'effondrement des entrées au cinéma, avec son corollaire, la baisse des recettes publicitaires

et la mise en veille des productions. Cette situation, à un moment où les plateformes en ligne des pays tiers gagnent de grandes parts du

La culture n'est pas une marchandise comme les autres.

marché, risque de compromettre l'autonomie stratégique des secteurs européens des médias et de l'audiovisuel. Pour y remédier, la Commission a adopté en décembre 2020 un plan d'action visant à soutenir la relance et la transformation des secteurs des médias autour de trois grands thèmes - Se redresser - Se transformer notamment dans les domaines écologiques et numériques - Se donner les moyens d'agir. Pour la période 2021/2027, le budget prévu pour l'ensemble du programme



« Europe créative » sera de 2,4 milliards €, soit une augmentation de 80% par rapport à la période précédente dont 1,4 milliards consacrés au sous-programme MEDIA. Il continuera à soutenir des projets ayant une dimension européenne et internationale ainsi qu'à cultiver les talents et à promouvoir les dernières technologies avec en priorité le développement du numérique. La vice-présidente de la Commission, Vera Jourova, chargée des Valeurs et de la Transparence, a déclaré au sujet de ce nouveau programme : « Les médias ne représentent pas seulement un secteur économique. Ils sont un pilier de notre démocratie. C'est la raison pour laquelle ce plan est si important. Il s'appuie sur nos plus grands atouts, la diversité et le talent de l'Europe et a pour élément central la protection de la liberté d'expression et de la liberté artistique ». ■

Roger Raveel, 1921-2013

van Antoon Beuckels

Fotograaf en tekenaar bij de Europese Commissie van 1973 tot 1993 (« *Courrier du personnel* »). Heden « cartoonist », hij karikatureert graag de Belgische en Europese politieke wereld.

Zijn ziel was een kleurenspectrum rond een wit vierkant vlak ...

Wie ooit Roger Raveel heeft ontmoet, kan beamen dat de sprankels in zijn ogen een weerspiegeling zijn van guitigheid, vrolijk zijn, plezier hebben in mooie dingen, vooral in de natuur. Zijn heldere kleuren brengen je onmiddellijk in een goed humeur. De spiegels die hij gebruikt reflecteren de toeschouwer en de omgeving. Zeer dikwijls gebruikt hij een wit vierkant, het is een leegte die je zelf kan invullen. Soms is het ook een spiritueel geladen vlak. In zijn schilderijen, tekeningen, objecten en installaties transformeert Raveel de dingen om zich heen en het alledaagse leven naar zijn eigen beeldtaal. Zo creëert universele kunst. De kunstenaar die droomde om 107 te worden, werd net geen 92 toen hij afscheid moest nemen van dit boeiende en kleurrijke leven.

Roger Raveel werd geboren op 15 juli 1921 in Machelen-aan-de-Leie.

Zijn vader was een vla-sexpert, zijn moeder hield een klein winkeltje open. Van haar hoorde hij het ware verhaal, dat hij als 3-jarig kind in een tobbe vol vuil water gevallen was, en bijna verdronken, nadat hij zich voorover boog om naar zijn spiegelbeeld te kijken ... Hij hield er een zwakke gezondheid en chronische bronchitis aan over. Daardoor was hij veel afwezig op school, en kon hij niet mee ravotten met zijn vrienden. Al vroeg had hij het gevoel dat hij over een talent beschikte dat zijn vrienden niet hadden. Hij tekende veel, en anders dan zijn klasgenoten. Hij tekende wat hij zag. Op zijn twaalfde portretteerde hij vrienden, kennissen



▲ Roger Raveel (links) en Antoon Beuckels

en tekende hij zijn zelfportret. Hij droomde om kunstenaar te worden. Hij voegde de daad bij het woord en ging vanaf zijn 12 jaar (1933) tot 1942 een opleiding kunst volgen aan de Academie van Deinze. Hubert Malfait was er zijn leraar. In sep-

Roger Raveel (1921-2013) aurait eu 100 ans en 2021. Considéré comme l'un des peintres belges les plus importants de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, il se distingue radicalement de ses contemporains par un langage visuel tout à fait unique, à mi-chemin entre figuration et abstraction. Notre ancien collègue Antoon Beuckels comptait Raveel parmi ses amis

proches et nous livre ici un portrait très personnel de l'artiste. BOZAR lui consacre actuellement une grande rétrospective visible jusqu'au 21 juillet. A noter que Roger Raveel avait réalisé, en 1976, une huile sur panneaux intitulée « Viva la Sociale » qui orne de manière monumentale l'un des murs de la station de métro Mérode à Bruxelles.



tember 1942 schreef Raveel zich in aan de Koninklijke Academie voor Schone Kunsten in Gent, ook daar kreeg hij les van Hubert Malfait. Hij studeerde af in 1945. Nadien heeft Roger ook zelf les gegeven in de Academie van Deinze (1960 tot 1973). Kort na de bevrijding, in de zomer van 1945, trokken Raveel en zijn vriend Marcel Ysewijn naar Bredene om er enkele dagen te kamperen en schetsen te maken. Ze besloten om op goed geluk af een bezoek te brengen aan James Ensor in Oostende, waar ze aanbelden. De huisknecht opende de deur. Ze zeiden dat ze als jonge kunstenaars graag Mijnheer Ensor wilden spreken. “Meester” Ensor, verbeterde de huisknecht. Ze werden hartelijk ontvangen door de Meester. Ensor toonde en vertelde hen over zijn meesterwerk ‘De intocht van Christus te Brussel in 1889’. Ze waren zeer onder de indruk. Veel later schilderde Roger een zelfportret, waar hij samen met Ensor aan tafel zit. Deze muurschildering kan bewonderd worden in het Vlootgebouw, nabij het treinstation in Oostende. 1946 was ook een speciaal jaar voor de jonge kunstenaar. Hij leerde Hugo Claus kennen.

Claus, die heel wat vrienden had in de kunstwereld, introduceerde Roger bij o. a. Corneille en Karel Appel. Met Claus heeft Roger enkele mooie en interessante samenwerkingen. De “Genesis”, een huwelijk van gedichten van Claus met kleur lithografieën van Raveel, is één van de meest boeiende. Ondertussen heeft de jonge kunstenaar contact met zijn buurmeisje Zulma. Ze trouwen op 18 februari 1948, weliswaar tegen de zin van Zulma’s vader, die een artiest niet zag zitten voor zijn dochter. Zoals vele artiesten was het een kwestie van overleven. Zulma besluit het buurtwinkeltje van moeder Bertha te blijven runnen opdat Roger zich ten volle zou kunnen uitleven als kunstenaar. Hij werkte weliswaar op papier, karton en houten platen, want schildersdoek was te duur. 1966 is het jaar van zijn grote doorbraak, met een retrospectieve in het Paleis voor Schone Kunsten. Dan volgen Documenta 4 in Kassel (D), de Biënnale van Venetië, Sao Paulo, het Stedelijk Museum Amsterdam, etc. In 1995 wordt Roger in de adelstand verheven, “Ridder Roger Raveel”. Als blijk van waar-

▲ « Viva la Sociale », R. Raveel, Metro Merode

dering kreeg hij in 1999 zijn eigen museum in Machelen-aan-de-Leie. Het is een ontwerp van de befaamde architect Stéphane Beel. Het museum beschikt over ruim 250 schilderijen en meer dan 500 tekeningen. Om het nog mooier te maken kwam er ook een “Roger Raveel wandelroute” in zijn gemeente, een wandeling van 3,7 km langs de Leie. Na mooie huwelijksjaren, overleed Zulma in 2009.

Roger zou niet alleen blijven. In 2010 vond hij troost, liefde en een grote interesse betreffende zijn werk bij Marleen, een toegewijde onderwijzeres met zeer veel aandacht voor kunst en cultuur. Roger en Marleen hebben slechts enkele jaren samen gekregen, maar ze waren intens en gemeend. Het engagement van Marleen is groot, ze is de drijvende kracht achter het Atelier Roger Raveel. Ze zet zich ten volle in om het oeuvre van haar man een zo groot mogelijke regionale, nationale en internationale uitstraling te geven. ■

VOS FINANCES SONT-ELLES DURABLES ?

Les banques utilisent l'argent de leurs clients pour réaliser des investissements et générer des bénéfices. Il se peut que les secteurs d'investissement de votre banque soient en contradiction avec vos convictions (combustibles fossiles, autres secteurs polluants, armes, tabac, etc.) car il s'agit généralement de secteurs à rendement élevé. Les règles de l'UE (directive sur la publication d'informations non financières) obligent les grandes banques européennes à publier des informations relatives à la durabilité dans leurs rapports annuels.

En ce qui concerne vos propres investissements, il existe de plus en plus de fonds d'investissement éthiques qui appliquent des normes environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) élevées. L'UE a adopté des règles relatives à deux nouvelles catégories d'indices « bas carbone », les indices de référence de l'UE relatifs au climat, qui visent à réduire les émissions de carbone et à soutenir les objectifs ESG.

Le nouveau règlement sur la taxonomie verte exige des grands assureurs, entreprises et banques qu'ils publient des indicateurs de la proportion de leurs activités classées comme durables.

Source : Europa

L'ATLAS PERMANENT DE L'UE

La Fondation Robert Schuman a publié la 5ème édition de l'Atlas permanent de l'UE, qui reflète les derniers changements politiques et économiques intervenus dans l'Union et ses États membres. À travers plus de 50 cartes physiques et géopolitiques de l'Europe, des textes et des fiches thématiques, l'Atlas synthétise l'essentiel de l'histoire et des réalités politiques et statistiques de l'Union. Il est disponible en

librairie et sur le site de la Fondation.
www.robert-schuman.eu

REGISTRE DE TRANSPARENCE DE L'UE

Le registre de transparence est une base de données répertoriant les organisations qui cherchent à influencer le processus législatif et de mise en œuvre des politiques des institutions européennes. Il met en évidence les intérêts défendus, par qui et avec quels budgets. Il permet ainsi au public d'exercer une surveillance et offre la possibilité aux citoyens et à d'autres groupes d'intérêts de suivre les activités des lobbyistes. Les organisations enregistrées sont liées par un code de conduite commun. Dans le cadre de l'engagement de la Commission en matière de transparence, les commissaires, les membres de leur cabinet et les directeurs généraux publient des informations sur les réunions tenues avec des organisations ou des personnes agissant en qualité d'indépendants. Les réunions relatives à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques dans l'UE ne peuvent avoir lieu que si les représentants d'intérêts sont inscrits au registre de transparence de l'UE.

Source : Europa

LA LIBRAIRIE DES DUCS DE BOURGOGNE

La Belgique cache un trésor depuis 600 ans : les manuscrits des Ducs de Bourgogne. Cette véritable librairie, rescapée des outrages du temps et de l'histoire, est à présent visible par le grand public. Le nouveau musée du KBR à Bruxelles permet de découvrir le passé culturel du Moyen Âge en Europe puis de pénétrer dans le Saint des saints et d'y admirer les splendides manuscrits enluminés de la Librairie des ducs. De plus, le musée propose une expérience immersive dans la vie culturelle du XVème

siècle et un voyage dans le temps de manière originale et interactive. Il est également possible de visiter virtuellement le musée via son smartphone ou son ordinateur.

KBR Museum,
Mont des Arts, 28, 1000 Bruxelles.
Visites sur réservation : www.kbr.be

LA LITTÉRATURE EN BELGIQUE

« Objectif plumes » est le portail des littératures belges de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Créé et administré au sein du Service général des Lettres et du Livre, le site présente plus de 5.000 auteurs et leurs œuvres, tous genres littéraires confondus (roman, essai, bande dessinée, littérature jeunesse, poésie, nouvelle). En plus de mettre en avant un état des lieux très complet de la production littéraire belge actuelle, Objectif plumes propose à l'internaute un agenda des événements organisés par des lieux littéraires et par les librairies de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

www.objectifplumes.be
info@objectifplumes.be

THE EU IN 2020

The General Report on the Activities of the European Union brings you up to date on how the EU addressed the unprecedented challenges of 2020. As well as focusing on the EU's concerted response to the Covid-19 pandemic, the Report provides a wide-ranging overview of all the actions taken by the EU in 2020. These range from implementing the European Green Deal and building a stronger European Health Union, to making Europe fit for the digital age, and fighting discrimination and promoting equality.

The EU in 2020 can be downloaded (free) or read on the Europa site.

Le Crépuscule des Bureaucrates par Jocelyne Gaudin

Le titre attire l'attention bien sûr : "Le Crépuscule des Bureaucrates - Chronique de la fin de l'Union européenne", tout comme l'élégant Berlaymont fantôme en couverture. La personnalité de l'auteur également : Henri Malosse, hyperactif dans les cercles industriels bruxellois depuis le début des années 80, président du Comité économique et social européen (CESE) de 2013 à 2015, reconnu autant pour son engagement européen passionné que pour ses prises de position pas toujours dans la ligne institutionnelle.



C'est donc avec intérêt et curiosité que j'ai ouvert cet ouvrage, au titre provocateur. La forme est celle d'une fable, à portée moralisante. Il y a d'abord le narrateur, Pascal Dalando, ancien président d'une Institution de l'UE (*"toute ressemblance avec ... etc."*), qui rassemble autour de lui plusieurs personnages fictifs (à nouveau, *toute ressemblance avec, etc.*). Ensemble ils (se?) racontent une histoire, celle d'une construction démarrée dans l'enthousiasme, abandonnée un 18 novembre 2021 dans l'indifférence et le vide d'un confinement prolongé, et que - pourquoi pas - ils pourraient faire revivre autrement. Entre

Bureaucrate : personne employée dans les bureaux d'une administration, d'une entreprise, qui exerce son pouvoir de façon abusive. Définition du Larousse.

le *"temps des pionniers"* et un *"Conseil de la dernière chance"*, l'auteur nous parle d'un monde, d'événements, d'émotions, dont les héros seraient les citoyens européens, ceux du temps des fonda-

teurs, et les plus récents, notamment venant de l'Est de l'Europe, et ceux qu'il aurait été formidable d'intégrer, encore plus à l'Est. Henri Malosse ne cache pas son engagement passé à leurs côtés. Mais, comme dans toute épo-

pée, le héros - ici, le citoyen européen - doit affronter maintes épreuves avant d'atteindre l'objectif de dignité, de respect des cultures et des vies de chacun, de prospérité et de liberté qui sont, nous rappelle l'auteur, la raison d'être de la construction européenne. Au premier rang des obstacles, le principal : le(s) bureaucrate(s) ...

Quand le concept apparaît, au XVIII^e siècle, le bureaucrate représente un progrès ; plus tard, le sociologue Weber parle de la précision, rapidité, clarté, connaissance des dossiers, persévérance, discrétion, etc. de la bureaucratie. Mais, dans le roman d'Henri Malosse, c'est la définition récente du Larousse qui l'emporte : passent au fil des pages les clichés habituels, des fonctionnaires européens sans réelles convictions sinon celles de leurs privilèges, leur choix des institutions pour une petite vie bien tranquille, des salaires mirobolants sans impôts bien sûr, la voiture de fonction, les congés interminables, etc. Et c'est dommage, car cette répétition affaiblit les qualités d'écriture et la force des propos de l'auteur : un plaidoyer vibrant pour remettre le citoyen au centre du jeu. Pour Henri Malosse, c'est avec les citoyens européens et pour eux que reviendra l'idée européenne, c'est à dire *"une vision humaine, culturelle, sociale et politique susceptible d'agréger les énergies dans un effort commun sans pour autant noyer les spécificités de chacun"* (pp. 170-171).

Face à un projet européen devenu selon lui de plus en plus impopulaire depuis les années 90, l'auteur s'adresse donc au citoyen européen, qu'il considère désormais totalement oublié des débats européens, *"jamais consulté, jamais*

écouté". Il regrette la disparition du soutien aux petits projets rassembleurs comme des jumelages entre entités locales, et souligne la nécessité que les plans de relance soient mieux adaptés à chaque pays, voire chaque région. Dans cette perspective, il faut, selon lui, en finir avec le mondialisme des élites de Bruxelles, avec une bulle si éloignée des besoins et des préoccupations des gens, avec des tentatives de réformes institutionnelles qui *"depuis Maastricht n'avaient fait que compliquer le système et renforcer le pouvoir des bureaucrates"* (encore eux ...!). Il évoque la contestation, par les citoyens, d'une Europe qui ne parlerait que d'"austérité, de libre-échange tout azimuts et de bienfaits de la concurrence" et d'une "Commission devenue la proie facile des consultants et des lobbies". Sur de nombreux points, l'ouvrage offre matière à réflexion, même s'il y a, à mon avis, deux absences notables dans l'analyse, la Banque centrale européenne et la financiarisation de l'économie mondiale.

Tous pour un, un pour tous ...

Ces remarques ne doivent pas conduire à méjuger la démarche d'Henri Malosse : il reste un promoteur convaincu d'une "certaine" idée de l'Europe. Dans la fable de son récit, quand l'Union européenne est *"finie"*, autour du narrateur, les gens s'interrogent, *"Quelque chose manquait ... mais quoi?"* écrit-il.

Alors, le narrateur (n'oublions pas, c'est une fiction ...) décide de repartir sur les traces de Jean Monnet, convoque une équipe de choc

pour saisir l'opportunité d'un changement radical et démocratique et reconstruire une Europe qui retrouverait l'envie d'agir par des coopérations entre gouvernements, fondées sur le respect des souverainetés nationales : l'auteur ouvre ainsi la voie à de furieux débats entre lecteurs !

Il ne faut toutefois pas se tromper : cet ouvrage offre aussi de bons moments de détente, même si le propos semble grave, si l'auteur démontre son envie d'Europe malgré les défauts dont il la couvre. La petite équipe que le narrateur rassemble autour de lui est une galerie de portraits dont on s'amuse à essayer de deviner les collègues qui les ont inspirés ... j'en ai - je crois - reconnu deux ou trois.

Il y a aussi d'amusantes descriptions (caricatures ?) de réunions "au sommet", de joutes entre chefs d'État qui semblent très réalistes, des descriptions de l'architecture bruxelloise "européenne", le rappel des petits restaurants du Quartier européen, des rencontres imprévues, etc., plein de belles notations qui ravivent les souvenirs professionnels de l'eurocrate que l'on a été ... même si on ne se reconnaît pas forcément dans le virulent portrait qui en est fait.

Aussi referme-t-on cette fable romanesque en se demandant s'il y aura, comme chez Dumas, une suite - optimiste ? - à ce club des "Tous pour Un". ■



Le Crépuscule des Bureaucrates

de Henri Malosse

Éditions du Palio, Collection Essais

Novembre 2020

186 pages.

Site : <https://crepusculedesbureaucrates.org>

L'année interminable de Jimmy Jamar

par Raffaella Longoni



L'Écrin 91 avait dédié un article à Jimmy Jamar avec une justesse qui me permet de faire ici l'économie de la présentation de notre collègue, écrivain prolifique et enthousiaste s'il en est.

Son dernier livre est le troisième tome de ses chroniques européennes, après « La deuxième chance » (2016-2017) et « Entre deux eaux » (2018-2019). Cependant, l'adjectif « européennes » pourrait s'avérer réducteur car le regard d'ensemble de l'auteur sur les péripéties de l'année 2020 dépasse nos frontières et évoque - entre autres - les crises migratoires, les attentats terroristes, la marche des femmes en Biélorussie, les tensions en Méditerranée, la tragédie de Beirut, le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au Haut Karabakh, le narcissisme toxique de Donald Trump, les élections aux USA, le racisme etc. Quant à la pandémie, elle est bien présente dans le récit, mais sans la monopolisation obsessionnelle (mais plus que compréhensible) des médias. C'est plutôt la capacité de faire face à une situation inouïe dont a fait preuve l'Union Européenne qui tient à juste titre la vedette, avec les vicissitudes des Conseils européens et le plan de relance, l'inlassable combat pour le respect de la règle de droit et, en guise d'engagement pour l'avenir, un programme qui met le « green deal » parmi les premières tâches politiques et économiques de l'UE.

Structuré comme les deux tomes précédents, cet ouvrage nous propose un véritable journal de bord, telle une chronique au jour le jour des événements qui ont marqué l'Europe et le monde en 2020. L'auteur retrace cette année au fil de son propre vécu ; il nous emmène dans ses voyages en Grèce, pays chéri par-dessus-tout, dans ses

réflexions et ses analyses de l'actualité ; il nous rappelle des événements que nous avons tous connus mais auxquels nous ne pensions plus, il nous entraîne dans l'immense domaine de ses intérêts, ses connaissances, sa culture et ses lectures. À cet égard, ce livre a un mérite particulier. Dans le cheminement de ses réflexions, l'auteur nous offre des références littéraires - qu'il s'agisse de romans, d'essais, de livres d'histoire ou d'ouvrages journalistiques - qui sont, pour les passionnés de lecture, de véritables mines d'or à explorer ou à redécouvrir. Les citations et les ouvrages mentionnés se réfèrent à des auteurs connus et moins connus, tels Cesare Pavese, Stefan Zweig, Sandor Maraj, Marek Halter, Thomas Gomar, Alex Adler, Claudio Magris, Ivo Andric, Francis Fukuyama et Jacqueline de Romilly, grande philologue et helléniste ... Je n'ai pas résisté au plaisir d'énumérer ces grandes plumes et cette liste est encore incomplète.

La citation tirée de « La méthode Schopenhauer » de Irvin Yalom résume l'esprit de cet ouvrage. L'écrivain nous prévient que l'histoire n'est pas drôle car elle relate une mort annoncée. Mais il épingle ce passage: « ... car, qu'avons-nous d'autre au monde sinon cet intervalle, béni et miraculeux, de vie et de conscience de soi ? S'il ne fallait honorer et bénir qu'une chose, ce serait, ce devrait être simplement celle-là : le cadeau inestimable de la pure existence ». Seul un oxymore pour définir ce livre : un ouvrage d'une « densité fluide » remarquable. L'intensité du contenu ne s'affranchit jamais d'une fluidité de style qui fait de ces chroniques un livre captivant, tel un fleuve qui coule sans écluse ni cascade et ne s'arrête qu'à la fin de cette « année interminable ». ■

Une année interminable
de Jimmy Jamar
Éditions « Marque belge »
Février 2021
Préface du vice-président
Margaritis Schinas
148 pages

Les Téméraires de Bart van Loo

par Robert Cox

Qui parmi nous, en se promenant dans le quartier européen de Bruxelles, s'est demandé qui étaient de Lalaing, de Brederode, Philippe le Bon, Marie de Bourgogne et autres casse-tête associés comme Charles VI ? Et c'était quoi, la Joyeuse Entrée ? Mais aucune trace de Charles le Téméraire - nous y viendrons. Plongez votre nez dans Les Téméraires de Bart van Loo et vous saurez tout. Voici une histoire de l'époque de Bourgogne, ce duché qui devint au 15^{ème} siècle une grande puissance européenne au grand dam de la France, de l'Angleterre, de l'Empire et souvent des Gantois hargneux.

Tout cela notre auteur le raconte de manière méticuleuse mais avec une fraîcheur et un humour qu'hélas dédaignent les historiens académiques. Le lecteur ne manquera pas de se délecter du langage et du style de ce toujours jeune historien flamand. Par exemple : pour Bart van Loo, le Prince-Évêque de Liège, Louis de Bourbon, ne meurt pas en 1482 - il « se casse la pipe ». A côté d'une analyse politique rigoureuse, van Loo nous livre le parfum du temps : un récit des moeurs où le duc combine une grande piété tout en étant « un prolifique coureur de jupons » ; des fonctionnaires pas vraiment corrompus mais - ils « plongèrent leurs doigts dans les pots de confiture » ; des festins faramineux à Cambrai et à Lille qui sont décrits avec une désinvolture digne de Hollywood. Que ce furent de bons vivants ces Bourguignons ! Amateur de musique Philippe amusait ses convives en « chantant comme une casserole ». Tout cela épicé notre lecture à la fois agréable et éducative.

L'adjectif « bourguignon » peut nous induire en erreur. La partie méridionale de ce petit empire, du Morvan jusqu'à la Franche-Comté, en était plutôt le parent pauvre. Pour les ducs le centre de leur monde est devenu le Plat Pays dont ils puisaient le pouvoir et leurs richesses au moyen de consolidation territoriale - mariages, décès imprévus et utiles, coups de matraques et autres héritages à l'appui. Philippe le Bon surtout sait exploiter les richesses de Bruges et Gand - au 15^{ème} le power-house économique de l'Europe - pour consolider une assise dont Charles Quint et son grand essor - nous le verrons vers la fin de notre lecture - profiteront au 16^{ème}. Éternels équilibristes entre leurs cousins du trône de France et les indécrottables envahisseurs

anglais (en toile de fond se profile cette interminable guerre de Cent Ans), les ducs qui se succèdent finissent par privilégier la laine anglaise, essentielle aux métiers flamands. Ce qui était frustrant pour les cousins de Paris, dépourvus de leur trône. La Realpolitik européenne s'invente en Flandre au 15^{ème} siècle.

En entremets de ce récit, van Loo nous fait découvrir le parcours de cette petite tribu « burgonde » à partir d'un présumé foyer du côté de Bornholm, son apparition en « anno 406 » à Mainz en première déconfiture de l'Empire romain, leur témoignage au baptême de Clovis, Cluny contre Cîteaux, Charlemagne. Et ensuite jusqu'au premier coup de poing de Philippe le Hardi sur le Plat Pays lors d'un épouvantable bain de sang à Roosebeek. Tout cela en même temps que le surgissement de l'imprimerie, de la peinture flamande, du livre et de l'édition en langue du peuple - la fin de l'emprisonnement culturel des laïcs dans la tradition orale. Les ducs Philippe et Charles animent tout - le pouvoir et la culture. Erasme et van Eyck nous ouvrent les yeux. Discrètement la Belgique de nos jours prend forme.

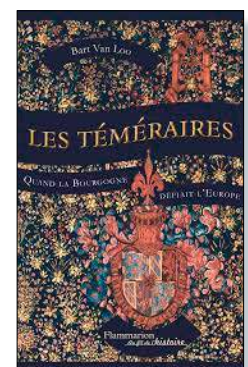
L'apogée de ce récit d'une gloire et d'un pouvoir d'une Bourgogne finalement éphémère est marqué par le remarquable talent bâtisseur de Philippe le Bon. Hélas, l'hubris termine notre récit avec la chute et la fin lamentable de l'instable Charles le Téméraire devant Nancy grâce à un coup de hache à travers la tête administré par un méchant Helvète. Tout ceci durant un grand siècle. Pas fous ces Bruxellois qui ne veulent même pas attribuer une petite straatje à la triste mémoire de ce Charles.

A son petit-fils dit le Quint de sauver les meubles. ■



Les Téméraires :
Quand la Bourgogne défait l'Europe
de Bart van Loo
Éditions Flammarion, Paris, 2020.

Original en néerlandais :
De Bourgondiërs, aartsvaders van de Lage Landen
Uitgeverij De Bezige Bij, Amsterdam, 2019
Auf deutsch: **Burgund : Das verschwundene Reich.**
Verlag C.H. Beck, 2020.
English version due in October 2021.



par Daniel Guggenbühl

Mémoires pour demain

Un testament

Philippe Meyer (1933-2020) était un médecin français, également écrivain prolifique ayant publié une vingtaine d'ouvrages aux sujets les plus divers portant principalement sur la médecine et l'Allemagne. Ses *Mémoires pour demain*, au titre étrange, apparaissent comme un testament écrit à la veille de sa mort, qu'il savait imminente. D'où venait-il ? Il descendait d'une famille juive alsacienne ayant opté pour la France en 1871 lorsque l'Alsace fut incorporée au Reich allemand suite à la défaite française à Sedan. Il a donc baigné dans une atmosphère familiale d'autant plus hostile à l'Allemagne que sa famille a souffert, par la suite, des persécutions nazies. Son engouement pour l'Allemagne, qui constitue la trame de son livre, est donc une surprise pour le lecteur. Sa mue a commencé par l'invitation qu'il avait reçue de participer aux entretiens et aux travaux de la Fondation Genshagen, du nom d'un château situé à un vingtaine de kilomètres de Berlin, dans la campagne brandebourgeoise. La Fondation doit son existence, côté français, à Brigitte Sauzay et, côté allemand, à Rudolf von Thadden, devenus des amis de notre auteur. Les participants à ses travaux sont des acteurs du Triangle de Weimar - Allemagne, France, Pologne - la Fondation bénéficiant du soutien du gouvernement allemand.

Une radioscopie bienveillante de l'Allemagne

Nous suivons d'abord Philippe Meyer dans son exploration des différents quartiers de la capitale allemande, à la recherche d'une seconde résidence dans laquelle il va s'établir. Son livre est cependant essentiellement une plongée, très documentée, dans les tréfonds de l'histoire allemande et dans ce qui fait la spécificité de ce pays : la qualité du travail à l'allemande, la convivialité (*Gemütlichkeit*), la musique, « aide essentielle de la pensée et de la culture allemande », la philosophie, avec Kant, « le philosophe le plus complet de tous les temps ». Il nous parle de la *Kultur*, ciment de l'identité allemande avec la littérature, les sciences et les arts, ou de Weimar, centre spirituel et culturel allemand. Il estime que la France et l'Allemagne sont intimement liées l'une à l'autre depuis des siècles par leur histoire et leur culture et se déterminent réciproquement dans un contexte et un avenir européens.

Philippe Meyer œuvre donc ensuite comme professeur invité de l'Institut de médecine moléculaire Max Delbrück, affilié au célèbre hôpital berlinois de la Charité, qu'il considérerait comme « une sorte de laboratoire de culture allemande » avec ses médecins disponibles, compétents et consciencieux. La dénomination

« Charité » remonte à la présence des nombreux huguenots français qui avaient émigré en Prusse suite à la révocation de l'Édit de Nantes par le roi Louis XIV en 1685.

Quelques lecteurs pourraient trouver une certaine ingénuité à ce livre, inspiré d'une grande confiance en un avenir franco-allemand et européen, l'auteur appelant de ses vœux une union de la France et de l'Allemagne encore plus étroite qu'elle ne l'est aujourd'hui. Il s'agit d'un souffle de fraîcheur dans une Europe trop souvent encline à douter d'elle-même. C'est un acte de foi en l'avenir. ■



Mémoires pour demain
de Philippe Meyer
Éditions Odile Jacob, 2021
230 pages.

Our Brexit

by John Richardson

Irmy, my wife, and I came to Brussels when the UK joined the Union in 1973. We brought with us a tiny daughter and a desire to be an active part of a great adventure: the unification of a continent twice torn apart in the previous half century by war. Building a Europe of peace and progress by common endeavour of all its people seemed to us a noble aim to which to dedicate ourselves. We were full of youthful enthusiasm. Life was exciting, life was good. We were surrounded by like-minded colleagues and made many friends of the same persuasion. For decades afterwards our dream seemed to be becoming reality.

Why did we feel like this?

Irmy's motivation was similar to that of many Germans of her generation. She accepted that the calamities of WW2 and of the Holocaust had been the responsibility of her country. She was heart and soul in favour of the EU project to assimilate Germany into a larger, unified continent as a shield preventing such catastrophes. She had always wanted to become a journalist. In Brussels she threw herself into understanding European unification and explaining it to the German people on the radio. Her career over, she was still doing this to television audiences through the wavelengths of Bavarian broadcasting (BR). My parents suffered less in WW2. But my mother never forgot that her father had died in a prisoner of war camp in Germany in 1918, leaving her mother to bring up six children, of whom only three survived. She did not think much of Germans, and I do not believe she ever really lost that feeling, even as Irmy and I began to demonstrate that they could perfectly well live happily together with Brits.

Joined the Commission en 1973. Various posts in external relations. Head of delegation to the UN in New York. Head of the task force maritime policy. Retired since 2008.

Something else pushed me towards the European project. I grew up a practicing Roman Catholic in a country in which that was still only marginally acceptable. I attended a grammar school in the northern city of Newcastle upon Tyne, on the periphery of a heavily centralised country, run, as my friends and I saw it, by a bunch of toffee-nosed Southerners with private school accents. I had at least a small chip on my shoulder. When the opportunity arose, I was more than happy to decamp to Brussels with my German wife, and work with others from many countries, from all walks of life and backgrounds, on a project transferring power from individual Member States to a new political entity with less room for the pursuit of narrow national interests. Back in the UK only a minority of the population shared my dream. Why? There were two strong reasons, rooted in history: the legacy of Empire, the mythic reality of the UK's island geography.

At school I was taught history as a succession of dynasties and of wars, the story of the expansion of the British Empire by settlement and by conquest until the sun never set on its territory in the 19th century, when Britannia ruled the waves. To sense the patriotic feelings this history still yields, just tune in each summer to the Last Night of the Proms and see the audience singing along to "Rule Britannia".

As for our great national hero, Winston Churchill, I got as big a thrill as any of my peers listening to recordings of his stirring wartime speeches. But they nourished the myth that it was Britain standing alone that resulted in the defeat of



Germany. This oratory, and his “History of the English-speaking Peoples”, gave him the Nobel Prize for literature in 1953. For Churchill Britain’s essential island nature had driven its history, setting it apart from the other nations of Europe. This became accepted historical wisdom in the UK. My own vision of British history came not from what I was taught at school, but from my own eclectic reading, concentrating more on intellectual, cultural, and social history. My heritage unfolded from democracy in Athens, through the law and order established in the Roman Empire, on to the civilising influence of the Catholic church, through the Renaissance in art and the Reformation of the Church, culminating in the triumph of reason in the Enlightenment. For me it was clear that in Europe we had a shared history. All that had gone before was the background to Europe’s latest phase of evolution, the political unification of the whole continent. For me the UK could only prosper politically and economically as part of Europe.

Why did this view of Britain’s place in the world not gain more ground over the last half century?

Since we joined the European Community in

1973 the UK electorate has always been divided fairly equally between those favouring EU membership and those wanting to remain apart. True, it was largely an urban intellectual “elite” that provided the leadership and the support for membership. Many of the working class, farming, fishing, and poorer members of the population remained suspicious of its alleged benefits. Almost by definition, most colleagues in Brussels belonged to the educated, intellectual elite. Their parents might not necessarily have done so, but they did. These were highly motivated believers in constructing a united Europe, convinced that, collectively, they knew what was best. Indeed, the essential role of the Commission was seen as representing the common interest in its proposals. In retrospect, maybe, we were unconsciously biased towards the interests of that section of the population to which we belonged, and neglected the interests of those who did not share our vision. The argument applies, *mutatis mutandis*, to colleagues from other Member States as well. A further development played a role in the Referendum result. The EU has become less obviously a success. The rise of political extremism in many Member States, the erosion of rule of law in Poland and Hungary, the inability to show solidarity in the face of refugee migration, the struggles to deal with financial crises in Eurozone members, the toothless European foreign policy, have all undermined the thesis that through the EU that we can all make a success of our future development. Recent Covid-related incoherence is seen in the UK as evidence of this. In short, largely emotional arguments in favour of leaving the EU trumped increasingly unconvincing arguments in its favour.

So Brexit is taking place. For Irmay and me our dream has been shattered. ■

Anna-Silvia Piergrossi

Anna-Silvia est décédée à Bruxelles, le 8 février dernier, au terme d'une longue et douloureuse maladie. Elle a été inhumée en Italie, à Milan, d'où elle était originaire.

Une vingtaine de ses anciens collègues de l'unité Afrique Occidentale de la DG Développement et des Délégations au Mali et en Guinée lui rendent hommage.

Anna-Silvia a consacré l'essentiel de sa vie à l'Afrique. Elle a été la première femme fonctionnaire de la Commission nommée Chef de Délégation, en étant choisie en 1992 pour le poste au Mali. Les rares femmes qui avaient été nommées avant elles comme Chef de Délégation n'étaient pas des fonctionnaires de la Commission mais des agents de l'AEC. A son retour à Bruxelles, en 1996, elle a été, pendant une dizaine d'années, à la tête de l'Unité Afrique Occidentale de la DG VIII, devenue DG Développement, avant de repartir en 2006 comme Chef de Délégation en Guinée jusqu'en 2010. Tous ceux qui l'ont connue au siège ou dans les délégations gardent d'elle le souvenir d'une femme de coeur et d'exception.

Exceptionnelle elle l'était par ses qualités tant professionnelles qu'humaines. Son engagement et son dévouement à son travail étaient impressionnants. Sa compétence et sa maîtrise de ses sujets étaient inégalables. Face aux situations difficiles auxquelles elle a pu être confrontée dans ses diverses fonctions, elle conservait son calme et sa bienveillance et les relatait même ensuite avec humour. Elle avait aussi cette faculté de créer dans ses équipes une ambiance de travail inégalée. Les rapports avec elle n'étaient pas hiérarchiques mais simples et vrais et fondés sur une totale

confiance. Humainement, elle était inoubliable. Chaleureuse et généreuse, souriante, empathique, attentive aux autres et toujours à leur écoute, ne comptant pas son temps, d'humeur constamment égale, c'était un réel plaisir de la côtoyer au quotidien. Elle ne s'apitoyait jamais sur elle et ne disait mot de ses récurrents problèmes de santé, comme ceux qu'elle avait eus il y a une quinzaine d'années et qui auraient pu lui être fatals sans son énergie à se battre et à se rétablir rapidement.

Sa dernière maladie, affrontée avec courage et détermination et comme toujours sans se plaindre, ne lui aura guère laissé le loisir de profiter de son départ à la retraite en 2014 et de se consacrer à ses nombreux autres centres d'intérêt, comme le savaient ceux qui avaient pu la côtoyer à des représentations au Palais des Beaux-Arts, au Théâtre de la Monnaie ou dans diverses associations d'entraide. ■



NOUS ONT QUITTÉS



NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
ALFARANO Nora	22/04/48	1/01/04	5/01/21	COM
AMAVIS Rene	31/01/27	1/01/91	24/02/21	COM
ANGELINI-DE CLERCQ Jeanne	31/05/22	1/10/98	11/03/21	COM
ANNESE Giovanni	15/08/49	1/01/11	30/12/20	PE
ARNESANO Angelo	4/11/27	1/12/92	24/02/21	CM
AUCHET Michel	9/05/29	1/06/94	25/01/21	COM
BAGGIOLINI Mario	24/11/37	1/12/02	17/02/21	COM
BARBANTI Gaetano	26/03/36	1/01/99	24/02/21	COM
BASSE Finn	27/10/45	1/09/04	12/02/21	COM
BEINHARDT Ingeborg	27/02/36	1/11/12	23/01/21	COM
BENIGAUD Claude	29/06/38	1/07/98	6/02/21	COM
BERNACCHI Annamaria	16/05/30	1/06/95	12/03/21	COM
BERTIN Pierre	27/07/20	1/03/84	21/01/21	COM
BETTI Alice	15/02/35	1/08/10	31/12/20	COM
BILLIAU Marie Rose	24/12/30	1/11/92	29/12/20	COM
BINA Luciano	22/11/34	1/10/79	13/02/21	COM
BINDA SERGIO	27/03/33	1/01/98	21/03/21	COM
BONIFANTI TONELLA Piera	29/11/43	1/07/07	26/12/20	COM
BOURDON Jean-Louis	7/02/33	1/01/95	10/02/21	COM
BROWNE MICHAEL	26/07/45	1/10/05	20/03/21	COM
BUCCHINI François	21/01/32	1/02/97	13/01/21	COM
BULBARELLA-CELLETTI Luigina	16/03/37	1/10/83	8/01/21	CM
BURAGGI Pier Giuseppe	18/02/25	1/03/90	28/02/21	CJ
CALDERINI Giampiero	27/03/42	1/04/07	20/12/20	COM
CALENS Jacqueline	11/08/23	1/08/12	26/01/21	COM
CARAVELIS Georges	13/07/49	1/08/14	11/02/21	PE
CARDIFF Brendan	5/02/41	1/10/04	27/12/20	COM
CARDOSO E CUNHA Antonio	28/01/34	1/02/93	24/01/21	COM
CHAILLET Christophe	15/12/61	1/01/20	24/12/20	OHIM
CIMORELLI Carlo	4/11/49	1/12/08	24/01/21	COM
CLOR Arlette	30/09/33	1/07/97	19/02/21	PE
COMANDINI Italo	2/08/44	1/09/09	16/01/21	COM
COMPARETTO Giuseppe	7/04/34	1/05/99	29/01/21	COM
CORTELLINI Walter	17/04/58	1/11/10	27/12/20	COM
COWOOD John	2/05/39	1/06/99	4/01/21	COM
CUERONI Umberto	4/04/35	1/08/90	23/02/21	COM
DE BOER Antina	10/07/39	1/06/90	5/01/21	PE
DE COSTER-VERDAN Madeleine	10/11/27	1/12/92	18/02/21	COM
DE LUIGI Iride	21/08/32	1/09/97	28/02/21	COM
DE MEESTER Roger	25/01/32	1/09/93	27/11/20	COM
DE MICHELE Antonio	31/10/45	1/08/07	13/02/21	PE
DE MICHELIS Therese	15/02/33	1/05/95	27/12/20	COM
DE OLIVEIRA E SOUSA Jorge	5/10/45	1/12/06	8/01/21	COM

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
DE SANTIS Oscar	30/07/46	1/08/11	17/01/21	PE
DE VLAMINCK-EINBERGER Alice	17/01/32	1/02/92	9/01/21	COM
DERECK Monique	5/01/31	1/11/15	10/03/21	COM
DETEMPLE Irene	1/05/29	1/06/10	9/01/21	COM
DETTORI Fluvia	12/11/39	1/12/04	17/03/21	CC
DEVISONI Ulisse	20/01/35	1/05/99	22/01/21	COM
DEVRESSE Jacques	20/06/55	1/02/10	4/01/21	CM
DHOOP Guy	27/02/39	1/05/97	18/02/21	COM
DOS SANTOS FERNANDES Jose Carlos	6/06/54	1/08/05	31/01/21	COM
DUPONT Simonne	22/03/25	1/06/86	6/02/21	COM
DUPONT-BREANT Suzanne	21/01/22	1/05/13	2/02/21	COM
DURAND VAN DER LEEDEN Hendrika	17/07/37	1/08/01	16/01/21	COM
EHRHARDT-JANKOWSKI Leona	3/02/30	1/12/88	28/12/20	PE
EL OUDNI-PEUTEMAN Anne-Marie	27/01/36	1/01/98	31/12/20	COM
ERNDWEIN Brigitte	11/11/48	1/12/03	6/03/21	COM
FABRY Paul	15/12/36	1/01/99	21/12/20	CM
FAHY Joseph	4/12/34	1/01/00	9/02/21	PE
FERRARA Pietro	23/02/32	1/03/19	27/01/21	COM
FIELDING Leslie	29/07/32	1/09/87	4/03/21	COM
FISCHBACH Patrick	29/03/42	1/10/06	28/02/21	COM
FORST Roger	18/05/32	1/06/97	25/02/21	COM
FOUARGE Alphonse	14/12/34	1/01/95	7/01/21	COM
GABET Genevieve	11/07/31	1/09/93	11/03/21	COM
GIACOBINI Eugenio	18/05/47	1/03/98	9/01/21	CES
GIANNELIS Asterios	15/03/57	1/01/20	17/03/21	COM
GIBSON Paul	7/10/40	1/11/04	29/01/21	COM
GMELIN Wilhelm	22/04/40	1/01/01	15/01/21	COM
GOSSEZ Arlette Josee	17/04/41	1/10/11	23/02/21	COM
GOUILLEUX CAHILL Elisabeth	6/03/54	1/01/12	14/02/21	EUROFOUND
GOVAERTS Pierre	5/08/36	1/09/91	25/02/21	COM
GOW Harry	22/12/33	1/01/93	1/03/21	COM
GRAY Dymphna	19/04/42	1/05/07	13/02/21	COM
GUBENSEK Cecile	16/03/44	1/09/88	24/01/21	COM
HAFERKAMP BARTZ Ursula	5/02/24	1/02/95	19/12/20	COM
HATZITHOMA Despina	5/08/49	1/06/98	5/03/21	COM
HEBERT Therese Germaine	16/09/36	1/03/20	6/12/20	COM
HENRY Gabriel	15/06/46	1/05/02	3/11/20	COM
HERRMANN Werner	9/07/41	1/04/04	26/01/21	COM
HEUSGHEM Jose	27/06/27	1/07/92	3/02/21	COM
HOGUET Patrick	23/05/40	1/07/02	27/02/21	COM
HUDRY Gilbert	6/11/29	1/12/94	8/03/21	COM
INFANTELLINO Ernesto	7/11/32	1/09/82	17/01/21	COM
INGERSLEV Ida	10/11/40	1/10/04	14/01/21	COM
JACKSON Christine	17/06/53	1/01/07	19/01/21	COM
JEANTILS Josiane	13/02/46	1/10/09	24/12/20	PE
JOHANNES Hartmut	20/05/31	1/06/96	22/01/21	COM
KALMES Wiltrud	27/06/39	1/07/04	26/12/20	PE
KISFALUSI Ladislav	12/12/24	1/07/83	1/01/21	COM
KLOETZER Reinhard	12/05/25	1/03/90	20/02/21	COM
KOOF Eva	15/11/36	1/02/13	7/03/21	COM
KOTSONI Venetia	3/11/47	1/05/15	23/12/20	CM
KWANT Albert	1/02/53	1/07/14	7/01/21	COM
LAROCHE Denise	24/03/37	1/03/84	21/12/20	PE
LEISEN Patrick	14/12/51	1/01/12	9/02/21	COM
LEONARD Thérèse	16/08/28	1/09/93	19/03/21	PE

NOUS ONT QUITTÉS

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
LEYSEN Mark	24/08/46	1/05/09	30/12/20	COM
LINHART Susanna	16/02/31	1/05/11	14/02/21	COM
LINSTER-FRANK Janine	25/01/36	1/06/97	11/03/21	COM
LLANSO Roman	21/04/47	1/03/11	24/06/20	COM
LOCCHI Giovanni	7/07/36	1/02/97	23/02/21	COM
M'BAYE Abdoul	18/10/54	1/11/16	3/02/21	EAS
MARAZZI Alba	2/12/37	1/09/90	18/03/21	COM
MARCHALANT Dominique	30/11/55	1/09/13	27/12/20	COM
MARIO Renata	27/06/28	1/09/85	19/03/21	PE
MARTIN RODRIGUEZ Alicia	8/06/48	1/12/93	18/02/21	COM
MARTINEZ RODRIGUEZ Luis	4/11/54	1/03/11	9/01/21	EAS
MASSET Hilda	31/03/41	1/09/88	2/02/21	COM
MASSIN Yole	19/04/49	1/02/12	7/02/21	COM
MAY Ingrid	16/09/37	1/09/98	14/02/21	PE
MAZZONE Massimo	24/03/45	1/08/07	22/01/21	COM
MENIS Claudio	15/08/55	1/01/16	11/02/21	COM
MESSAHEL Ahmed	16/03/43	1/04/08	26/01/21	CM
MEYER Marie-Louise	13/12/35	1/04/19	15/12/20	CM
MINCKE Zoe	22/03/29	1/01/92	28/12/20	COM
MISENTA Rolf	29/06/29	1/07/94	12/01/21	COM
MOISELLO Lucia	26/05/49	1/09/10	5/01/21	COM
MORANDI-CEINAR Adriana	2/09/30	1/07/94	25/02/21	COM
MORBELLO MARIO	5/07/32	1/02/95	19/03/21	COM
MORINI Paolo	1/06/46	1/07/11	4/03/21	COM
MORTIER John	21/06/39	1/07/04	11/03/21	COM
MYTTENAERE Laure	23/12/28	1/04/94	1/02/21	COM
NAUMANN Paul	19/12/26	1/01/92	24/01/21	COM
NAVEAUX Guy	2/05/28	1/01/93	20/03/21	COM
NEVE-SENOQC Lucette	24/01/38	1/11/98	30/01/21	COM
NICKEL Jürgen	17/10/36	1/06/87	30/01/21	COM
NISBET-CORNILLE Edith	12/11/50	1/01/15	16/12/20	COM
O'KANE Fergus	17/11/27	1/12/92	9/03/21	COM
O'MEARA Marie	17/08/41	1/02/03	20/11/20	DUB
OCHSNER Anne	1/11/46	1/05/08	25/02/21	PE
OP DE BEECK Roland	11/10/29	1/02/19	6/11/20	COM
PAESMANS Hubert	3/07/44	1/08/09	14/01/21	COM
PALAZZI Alessandro	15/04/33	1/05/98	29/01/21	COM
PAULY Marianne	12/05/22	1/01/09	16/12/20	COM
PAVESI Dante	23/10/37	1/11/97	5/02/21	COM
PELLANDA Aida	27/05/37	1/12/09	20/01/21	COM
PERUGGIA SIMIONI Gina	22/10/30	1/07/95	30/01/21	COM
PIERGROSSI-FRASCHINI Anna	8/08/49	1/09/14	8/02/21	COM
PISANESCHI Giovanni	17/11/32	1/05/93	4/01/21	COM
PLACIDO Luis	14/09/46	1/10/06	16/01/21	CJ
POELMAN Jacobus	27/07/33	1/01/89	23/01/21	COM
PROBST Claude	10/07/43	1/08/08	13/03/21	EASA
QUICHERON Jean-Bernard	13/01/40	1/10/03	14/01/21	COM
REIS Manuel	25/02/44	1/03/09	22/01/21	COM
RICOU Robert	18/06/30	1/04/92	31/12/20	COM
RIGODANZO Giovanni	4/03/43	1/04/08	25/12/20	COM
RIKKERS Louise	11/01/27	1/10/90	27/02/21	COM
RINALDIN Carla	21/08/51	1/09/09	4/03/21	COM
ROSEN JACOBSON Andree	3/11/50	1/01/13	31/01/21	COM
SAMOUILIDIS Ioannis	15/03/46	1/07/11	22/03/21	COM
SCARDIGLI Rita	7/11/49	1/12/12	23/09/20	COM

NOUS ONT QUITTÉS

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
SCHAEFER Annemarie	31/10/30	1/05/13	5/02/21	COM
SCHAVEMAKER Gerardus	9/02/41	1/01/05	25/11/20	CM
SCHIMANN Irmfried	9/10/59	1/02/19	9/02/21	COM
SCHMALE Tine	8/09/39	1/10/04	6/01/21	COM
SCHMIDHUBER Peter	15/12/31	1/02/95	26/12/20	COM
SCHMIDT Klaus	24/07/45	1/07/06	29/12/20	COM
SCHNEIDER Rosa	2/06/42	1/05/17	21/12/20	COM
SCHOUTEN Jacob	8/07/31	1/11/94	17/02/21	COM
SCHROEDER Robert	29/09/33	1/10/98	28/12/20	PE
SCHUHLER Richard	18/06/57	1/03/18	3/03/21	PE
SCHUTEN Anneliese	14/04/22	1/10/83	11/03/21	COM
SCHVEGER Judith	25/03/81	16/11/19	1/01/21	COM
SCHWAIGER Konrad	25/04/35	1/10/96	11/01/21	CES
SCHWAIGER Norbert	11/05/37	1/01/02	1/02/21	CM
SEGERGREN Nils Erik Ingemar	17/05/37	1/03/02	18/12/20	COM
SEVERS Arlette	8/10/38	1/09/96	21/11/20	COM
SILLEM Kathleen	26/06/22	1/02/11	13/02/21	COM
SIMONETTA Luigi	18/03/37	1/05/99	27/01/21	COM
SOMAINI-BERNASCONI Rosangela	21/08/34	1/09/98	5/02/21	COM
SPRINX Lydie	13/05/46	1/04/09	19/02/21	COM
STAGNO Giovanni	8/07/52	1/01/14	5/02/21	COM
STAVROU Stavros	14/09/45	1/10/05	15/02/21	CEDEFOP
STICH Alois-Karl	29/09/36	1/10/01	2/01/21	CM
TACK-DUPONT Liliane	14/05/27	1/04/91	4/02/21	COM
TEIXEIRA FERREIRA Ana	2/12/40	1/09/01	26/12/20	COM
TEUCCI Franco	13/02/40	1/02/96	30/12/20	COM
TEULING Cornelis	1/10/35	1/03/90	7/03/21	COM
THEVES Marie	4/07/25	1/11/12	11/03/21	CJ
TISSOT Huguette	11/04/27	1/05/92	2/03/21	COM
TREU-RICCO' Gina	6/07/27	1/02/90	15/12/20	COM
TUSCHLA Hans-Peter	8/05/48	1/04/07	25/12/20	CC
VALADARES Manuel	26/06/46	1/01/11	29/01/21	CJ
VAN DER WEELE Cornelia	11/01/20	1/03/18	1/01/21	COM
VAN DER WEIJ Hilbrand	7/02/35	1/03/96	11/02/21	CM
VAN ENDERT-VERDONCK Stephania	31/08/38	1/03/82	10/02/21	COM
VAN PALM-GOVART Luciana	2/05/21	1/05/08	4/01/21	COM
VANSANT Josef	20/01/43	1/07/01	21/02/21	COM
VARILE Giovanni	13/11/47	1/11/04	26/12/20	COww
VERGEAU Bernard	11/08/35	1/09/00	10/02/21	COM
WARD Jonathan	27/05/54	1/02/97	3/01/21	COM
WEBER Clarice	14/11/64	1/02/19	12/03/21	CC
WEBER Gerhard	27/05/36	1/06/01	18/01/21	CJ
WENK Ruediger	30/04/41	1/05/06	10/02/21	COM
WISBACHER Johanna	24/06/28	1/04/82	16/02/21	COM
WOELCKEN Klaus	1/03/35	1/06/98	21/12/20	COM
ZIEBIG Gerhard	30/11/31	1/10/86	12/03/21	COM
ZISKOS Gerassimos	24/02/54	1/11/18	9/03/21	COM
ZWART Cornelis	13/11/30	1/03/93	7/12/20	COM



Anne-Marie Fiquet | *Ceci n'est pas Ostende* | Sérigraphie